

A11D6
A29
J82
1968-70
Ann. 7
Ex. 2
QL
Magasin

la société face au crime

annexe 7

la justice criminelle

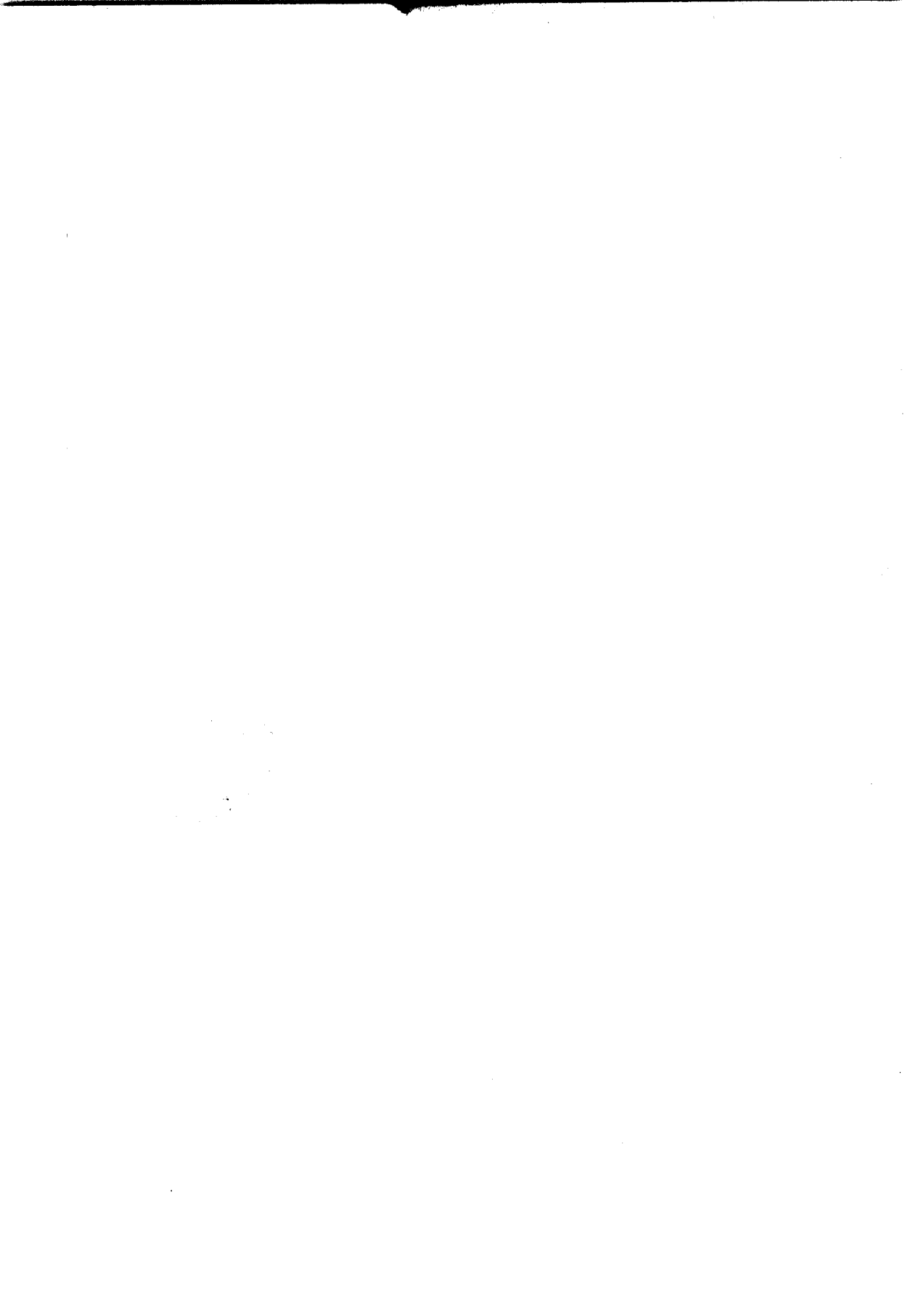
le rôle de l'enseignement
et de la recherche criminologique
dans l'administration de la justice



commission d'enquête sur l'administration de la justice
en matière criminelle et pénale au québec



la société face au crime





la société face au crime

annexe 7

la justice criminelle

**le rôle de l'enseignement
et de la recherche criminologique
dans l'administration de la justice**

Commission d'enquête sur l'administration de la justice
en matière criminelle et pénale au québec



AND 6

A29

J82

1968-70

Ann. 7

Ex. 2

GL

Magasin

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE
LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE
AU QUÉBEC

LES COMMISSAIRES

M. le juge Yves PRÉVOST
Président

Hon. Paul MARTINEAU, C.P., C.R. **

M. Harry GOULD

Hon. juge Guy Merrill DÉSAULNIERS *

M. Laurent LAPLANTE

LE SECRÉTAIRE

Me Jean SIROIS

LES CONSEILLERS JURIDIQUES

M. le bâtonnier Jean MARTINEAU, C.R.

M. le juge Lucien THINEL *

M. le juge Jacques CODERRE *

Me Jean BRUNEAU, C.R.

Me F. Michel GAGNON

** s'est retiré pour se porter candidat à l'élection fédérale tenue dans Pontiac le 25 juin 1968.

* ont quitté la Commission à la suite de leur accès à la magistrature.



GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE AU QUÉBEC

Avis au lecteur

Le présent annexe 7 du rapport produit une recherche effectuée pour le compte de la Commission d'Enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale sous la direction du professeur Denis Szabo, directeur du département de Criminologie de l'Université de Montréal, par un groupe de chercheurs.

En chercheurs qu'ils sont, les auteurs de ces travaux livrent ici les analyses dont ils prennent le crédit et la responsabilité.

Nous les remercions et nous espérons que ces recherches nous rapprochent du dialogue et de la compréhension.

La Commission.

LA SOCIÉTÉ FACE AU CRIME

**LE RÔLE DE L'ENSEIGNEMENT
ET DE LA RECHERCHE CRIMINOLOGIQUE
DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**

GROUPE DE RECHERCHE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA JUSTICE CRIMINELLE

volume 4

**LE RÔLE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA
CRIMINOLOGIE ET DE LA RECHERCHE
CRIMINOLOGIQUE DANS L'ADMINISTRATION
DE LA JUSTICE CRIMINELLE**

par

EZZAT ABDEL FATTAH, PH.D.

suivi d'un

**PLAN DE RECHERCHE SUR L'ADMINISTRATION DE LA
JUSTICE CRIMINELLE AU QUÉBEC**

par

JOSÉ M. RICO

*Document préparé à l'intention de la Commission d'enquête
sur l'administration de la Justice criminelle et pénale*

sous la direction de

DENIS SZABO

*Directeur du département de Criminologie
Université de Montréal*

MONTRÉAL

1969

PREMIÈRE PARTIE

**LE RÔLE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA
CRIMINOLOGIE ET DE LA RECHERCHE
CRIMINOLOGIQUE DANS L'ADMINISTRATION
DE LA JUSTICE CRIMINELLE**

par

EZZAT ABDEL FATTAH, PH.D.,

Département de Criminologie

Université de Montréal

L'auteur désire remercier le docteur Denis Szabo d'avoir autorisé la reproduction de quelques extraits de son article sur la criminologie dans l'enseignement universitaire publié dans la *Revue internationale de Politique criminelle*, no 22, 19-30, (1964).

INTRODUCTION



INTRODUCTION

Dans la société occidentale du XXe siècle, où les structures sont de plus en plus complexes et formées de sédiments anciens, bien souvent inadaptés, il n'est plus possible d'envisager des solutions aux problèmes sociaux, sans recherche scientifique préalable. On pouvait, autrefois, croire que ces problèmes avaient des solutions rationnelles. Cela n'est pas exact aujourd'hui où l'on réalise qu'ils n'ont que des solutions empiriques. En plus, l'application des techniques mathématiques aux sciences sociales et l'emploi des ordinateurs électroniques ont ouvert des perspectives nouvelles et insoupçonnées il y a quelques années. Il est donc évident que si l'État moderne veut être en mesure de résoudre, dans les meilleures conditions possibles, les problèmes qui se posent, il doit pouvoir utiliser la science et la technique et doit posséder un nombre adéquat de chercheurs en sciences sociales. À partir du moment où la politique sociale est orientée par la recherche, il est indispensable que l'administration publique ou privée, chargée d'assurer son application, soit à même d'en comprendre les bases scientifiques et de contribuer à son perfectionnement par une mise à jour constante des données qui ont servi à son élaboration. Autrement dit, les administrateurs doivent retenir des ingénieurs en sciences sociales, capables d'adapter dans la pratique des principes généraux dégagés des recherches fondamentales. Cette nouvelle mission des administrateurs exige que leur profession et leur formation soient organisées sur des fondements scientifiques¹.

Toutefois la pression qu'exerce l'esprit scientifique sur les diverses modalités de l'action sociale ne cesse de s'étendre, donc, elle ne peut manquer d'atteindre le secteur de la justice criminelle. Et notamment le contrôle des phénomènes criminels étant l'une des plus importantes tâches de cette justice, il va de soi que la criminologie devient une science prédestinée à la coopération des organismes en charge de lutter contre la criminalité : coopération entre les policiers, les juristes et les criminologues ;

¹ Voir J. Pinatel (1968) La faculté des Sciences sociales économiques et politiques de l'Université de Montréal. *Chronique de Criminologie, Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 23, 1, 112-119.

d'où vient la nécessité de préciser la nature et l'importance des rapports qui s'imposeront demain entre la criminologie, science des faits criminels authentiques, et les agences chargées d'affronter les faits en question. Car il faut enrichir le rapport qui unit la technique à ses objectifs et admettre qu'on ne peut indéfiniment combattre la criminalité sans la transformer en objet de connaissance, afin de lui opposer une action rationnelle.

En même temps il faut distinguer la criminologie des sciences pénales. La criminologie se penche sur les faits et sur les personnes, tandis que les sciences pénales, notamment le droit pénal, étudient les normes juridiques et les modalités administratives relatives à la pénalité. Cela n'empêche pas, cependant, que le seul moyen de transformer la justice pénale actuelle, de perfectionner la lutte contre le crime, d'enrichir la technique et la tactique de défense contre le crime est de faire intervenir la criminologie.

Criminologie et droit pénal

La criminologie et le droit pénal diffèrent tant par leur objet que par leur méthode. Et cela par suite de la spécificité du concept « crime » qui réunit des phénomènes réels autant que des êtres normatifs : tout ce qui est physique et psychique, relève en effet du crime en tant que phénomène réel, tandis que les valeurs positives et négatives et le devoir être (prescriptions, interdictions) en constituent l'aspect normatif ¹.

Donc, tandis que le droit pénal étudie les normes juridiques relatives à la pénalité, la criminologie, elle, se penche sur les faits et les personnes auxquels se réfèrent les normes juridico-pénales. Cette distinction nécessaire, n'exclut pas que des rapports utiles et étroits, se lient entre la criminologie et le droit pénal. Le droit pénal doit tenir compte du donné scientifique qui lui est fourni par la criminologie. Celle-ci se trouve donc être une des sources du droit pénal. Mais par ailleurs, le droit pénal constitue une des sources de la criminologie, car c'est à partir de son application qu'elle peut étudier les délits et les délinquants ².

Le fait que le crime soit à la fois une entité juridique et un phénomène naturel humain et social, un acte de la personnalité humaine, crée des terrains communs entre le droit et la criminologie mais assure en même temps une certaine autonomie à chacune des deux disciplines.

Le droit pénal se contente de définir certaines infractions spécifiques telles que le meurtre, le vol et le viol. La criminologie, par contre, s'intéresse aux mobiles qui ont incité au crime, elle va à la recherche des causes et la technique d'exécution, elle étudie la personnalité de l'auteur ainsi que les moyens du traitement, de prévention et de réhabilitation. Mais on ne peut

¹ Voir E. Seeling (1956) *Traité de Criminologie*. Paris : P.U.F.

² Voir J. Pinatel (1960) *La Criminologie*. Paris : Spes.

dissocier totalement la criminologie du droit pénal. La plus grande partie de la recherche criminologique s'exerce encore sur les personnes mises à sa disposition par l'application de la loi pénale. Cela montre, entre autres, à quel point l'apport du droit pénal est essentiel à la criminologie. Mais l'apport de la criminologie au droit pénal n'est pas moins considérable. C'est sous l'influence des recherches criminologiques que le droit criminel a déjà évolué. C'est sous la même influence qu'il doit se rénover encore. Le droit, de façon générale, a pour but le maintien de l'harmonie sociale et de la paix dans les relations des hommes vivant en société. Cette fin utilitaire lui impose de se développer en fonction de l'homme et de la société. Même s'il entend agir sur eux, il doit d'abord savoir ce qu'ils sont. Le droit criminel est soumis à la nécessité de tenir compte des certitudes progressivement acquises par la criminologie ¹.

Vouin et Léauté font remarquer que le droit pénal d'aujourd'hui a un caractère remarquable. Le principe de légalité veut que le droit criminel, plus qu'un autre, soit formulé par la loi. L'influence de la criminologie sur le droit criminel doit nécessairement se traduire par une modification de la loi. Il en résulte que le droit pénal actuel ne peut plus faire l'objet d'un exposé purement dogmatique et doit être envisagé dans toutes ses parties du point de vue de la réforme législative.

¹ R. Vouin et J. Léauté (1956) *Droit pénal et criminologie*. Paris : P.U.F.

PREMIÈRE SECTION

L'ENSEIGNEMENT

CHAPITRE I

RÉTROSPECTIVE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA CRIMINOLOGIE ¹

La philosophie pénale nouvelle, issue du positivisme italien et basée sur des recherches concernant l'étiologie et les méthodes de traitement de la criminalité, se heurte encore aux résistances des systèmes juridiques et institutionnels, préconisant la répression dont l'inefficacité ne fait aucun doute depuis longtemps déjà. Par contre, dans l'opinion publique, se manifeste à cet égard une évolution certaine ². L'idée que la resocialisation des délinquants est plus importante que leur châtimement, que le coût de la prévention et du traitement est inférieur à celui de la punition par emprisonnement, fait son chemin.

La place et le rôle de l'enseignement criminologique dans les universités reflètent cette lente évolution de la société. Il a dû d'abord s'établir à l'intérieur des sciences déjà existantes comme une de leurs spécialités. Les facultés de droit et de médecine ont abrité les premiers cours de criminologie grâce à l'intérêt de tel ou tel professeur pour les problèmes de la criminalité. Dès l'avènement des sciences humaines dans les universités, d'autres formes d'enseignement de la criminologie sont nées.

Mais la présence des deux formules soulevait le problème de leurs rapports. Tant qu'il fut posé dans des termes abstraits, chacune des disciplines revendiquait la préséance : l'étude des phénomènes de criminalité relevait, selon le cas, du droit, de la médecine, des sciences sociales, etc.

On finit, toutefois, par admettre que le point de vue des disciplines voisines doit être pris en considération à titre d'apport complémentaire. Cette situation a prédominé entre les deux guerres mais a commencé à évoluer au lendemain de la seconde.

Dès le début des années 1950, le problème de l'enseignement interdisciplinaire de la criminologie s'est posé comme il s'était posé, quelques

¹ Voir D. Szabo (1964) La criminologie dans l'enseignement universitaire : contribution à la sociologie de l'innovation, *Revue internationale de Politique criminelle*, no 22, 19-30.

² Voir Ezzat A. Fattah et André Normandeau (1969) *Sondage d'opinion publique sur la justice criminelle au Québec*. Québec : Éditeur officiel du Québec.

décennies plus tôt dans les sciences, celui de la biochimie par exemple ; dans les sciences sociales, celui de la psychologie sociale. L'intégration horizontale des disciplines — psychologie, sociologie, psychiatrie, droit criminel, etc. — fut le premier défi qu'un enseignement criminologique a dû relever.

Le domaine du traitement de la criminalité a subi, durant cette même période, des changements notables. Nous avons assisté à l'introduction progressive des diagnostics et des pronostics médico-psycho-sociaux dans la procédure pénale et l'administration de la justice. Le champ d'application de mesures telles que la probation et la libération conditionnelle s'étend considérablement et ces mesures nécessitaient un personnel nombreux et de plus en plus qualifié. Les institutions pénales elles-mêmes tendaient à devenir, non plus des lieux de résipiscence, mais des endroits où l'on pouvait réhabiliter les détenus : on cherchait à transformer la prison en milieu thérapeutique.

D'autre part, parallèlement au processus précédent, grâce à l'augmentation de la qualité de l'instruction de la population en général, et au progrès de la division du travail, la professionnalisation atteignait des secteurs jusqu'ici sous-développés. Le niveau de recrutement de la police, du personnel des établissements pénitentiaires, des agents de probation, des éducateurs de jeunes délinquants, etc., devenait plus élevé et l'on exigeait d'eux une formation intellectuelle de type professionnel.

Ce processus a soulevé le problème de l'intégration verticale : un ensemble de connaissances scientifiques doit être relié, grâce à un art précis, à un champ de pratique distinct. En d'autres termes, nous assistons à la naissance d'une nouvelle profession : voici le deuxième défi que doit relever l'enseignement de la criminologie à l'université.

Si nous raisonnons par analogie, l'issue de cette évolution n'est point douteuse : la criminologie inspirera la formation professionnelle de tous les corps chargés de la protection sociale, comme la médecine inspire celle des organismes chargés de la santé individuelle et publique.

CHAPITRE II

HISTORIQUE DE L'ENSEIGNEMENT CRIMINOLOGIQUE DANS LES UNIVERSITÉS EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE DU NORD ¹

Sans refaire l'histoire de la criminologie, rappelons ici quelques faits dont la connaissance est importante pour notre propos ².

L'enseignement criminologique est conçu d'une part à l'intérieur et en fonction de l'enseignement d'autres disciplines, d'autre part, pour répondre aux exigences de la pratique professionnelle.

En Europe, l'enseignement criminologique s'est développé dans le cadre des facultés de droit, de médecine légale parfois, et plus récemment, de psychiatrie ³. En Angleterre, les sciences sociales à Londres, le droit à Cambridge et à Oxford abritent l'enseignement criminologique ⁴. Cet état de choses s'inscrit dans le processus plus général qui a donné naissance aux sciences économiques et sociales à l'ombre des facultés de droit, de philosophie et de lettres, en même temps que s'organisaient des enseignements de caractère psychologique à l'ombre de la médecine, de la biologie et de la philosophie. Toutes ces disciplines devraient contribuer à la naissance de la criminologie en lui apportant une diversité féconde à partir de points de vue et d'appareils méthodologiques et conceptuels différents.

Aux États-Unis, ce sont surtout les sociologues qui, ayant atteint un statut académique bien plus puissant qu'ailleurs, ont développé les études criminologiques. Les psychologues cliniciens et ceux qui s'intéressent à l'éducation et à la rééducation y ont contribué parallèlement. Toutefois, l'esprit pragmatique qui caractérise les sciences sociales américaines, a

¹ Voir D. Szabo (1964) La criminologie dans l'enseignement universitaire : contribution à la sociologie de l'innovation, *Revue internationale de Politique criminelle*, no 22, 19-30.

² Pour l'histoire de la criminologie voir H. Mannheim (Ed.) (1960) *Pioneers in Criminology*, Chicago, Quadrangle Books et Jean Pinatel (1963) *Traité de droit pénal et de criminologie*, tome III, Paris, Dalloz, 1963.

³ J.M. Aussel (1962) L'enseignement de la criminologie en France dans les facultés de Droit, *Revue de Science criminelle et de Droit pénal* (Paris, nouvelle série, (4), décembre 1961, p. 649-668).

⁴ L. Radzinowicz (1961) *In search of criminology*, Londres, Heinemann. Traduction française sous le titre : *Où en est la criminologie*, Paris : Cujas (1965).

orienté la criminologie vers le domaine appliqué de la pénologie et du travail social, ce qui explique le rôle majeur joué par les écoles de service social dans ce domaine.

Les exigences croissantes de la pratique professionnelle mais aussi para et sous-professionnelle dans le champ de la criminalité ont été à l'origine de l'introduction des programmes d'enseignement dans les universités, en particulier en Amérique du Nord. Les services d'assistance publique et sociale, les sociétés John Howard au Canada, les organismes groupant les visiteurs de prisons et d'autres agences privées polyvalentes, appelées à traiter les délinquants et les criminels par les méthodes de *casework* et de *groupwork*, pressaient les écoles de service social universitaires d'introduire les éléments de formation criminologique dans leurs programmes. Les services de police, qui sur ce même continent ne connaissaient pas le double recrutement de la plupart des polices européennes (où l'on entre comme simple policier lorsqu'on ne dépasse pas le niveau des études secondaires, et comme supérieur avec un grade universitaire — ordinairement une licence en droit), ont éprouvé le besoin de donner une formation adéquate à leurs cadres supérieurs. On y créa donc des écoles universitaires d'administration policière et de criminalistique souvent appelées écoles de criminologie¹.

Les éducateurs qui s'occupaient de la resocialisation des jeunes délinquants, ne disposant au départ que d'une bonne volonté alliée à une certaine disposition pédagogique, se trouvèrent confrontés avec tout l'arsenal des techniques psycho-pédagogiques modernes. Grâce à l'évolution de la philosophie pénale concernant les jeunes délinquants, le rôle des éducateurs s'est accru considérablement et l'on cherche à transformer les institutions pour adolescents en véritables milieux thérapeutiques. C'est ainsi que pour former des éducateurs spécialisés, on crée un peu partout des programmes d'études parfois rattachés à des facultés universitaires².

Le personnel des institutions pénales subit, lui aussi, un changement qui conduit à la diminution des fonctions de surveillance et de sécurité au profit des fonctions de rééducation et de resocialisation³. L'introduction des services cliniques — de diagnostic et de traitement — ainsi que le changement général du caractère de toute l'institution allant du donjon classique vers une entreprise thérapeutique, exige, de plus en plus, un personnel qualifié et spécialisé. De ce besoin est né un enseignement universitaire

¹ O. Wilson (1963) *Police administration*, New York, McGraw Hill.

² J. Guindon (1960) La formation des éducateurs spécialisés à l'Institut de Psychologie de l'Université de Montréal, *Revue canadienne de Criminologie* (Ottawa), vol. 2, p. 273-291 ; H. Michard (1962) *L'Éducateur de jeunes délinquants*, Vaucresson, Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée.

³ F. Ferracuti, M. Fontanesi et M. Wolfgang (1963) The diagnostic and classification center in Rebibbia, Rome, *Federal Probation* (Washington, D.C.) vol. 27, no 3, p. 31-35.

consacré à l'administration pénitentiaire qui est situé principalement dans les facultés ou écoles d'administration publique.

Finalement, un dernier groupe de praticiens et non le moindre, celui des préposés à l'administration de la justice : magistrats, criminalistes, membres du parquet, éprouve le besoin d'une formation académique adéquate. Tout récemment encore, Sheldon Glueck réclamait la création d'un « West Point » pour former ceux qui sont chargés d'administrer la justice ¹.

On constate donc une effervescence dans chacun des grands secteurs touchant à la prévention, à la lutte contre le crime et au traitement des délinquants. Ceci se manifeste tant dans les milieux académiques, où l'horizon de l'enseignement criminologique tend à s'élargir dans une perspective interdisciplinaire, que chez les praticiens qui éprouvent, de plus en plus, le besoin d'une formation académique supérieure et spécialisée pour répondre aux exigences croissantes que pose le traitement, dans le sens le plus général du terme, de la criminalité. Le développement du secteur des services dans les sociétés industrielles avancées favorise par ailleurs la naissance de nouvelles professions et spécialisations. Ce processus, qui semble irréversible, se manifeste même dans un champ socialement aussi peu favorisé que la criminalité.

¹ S. Glueck (1963) *Law and the stuff of life*, *Harvard Law School Bulletin*, (Cambridge, Mass.,) vol. 14, no 6, p. 3-6.

CHAPITRE III

CRÉATION D'UNE DISCIPLINE DE CRIMINOLOGIE ¹

Nous exposerons ici les arguments qui militent en faveur de l'établissement, dans les universités, d'un enseignement criminologique de type interdisciplinaire formant des criminologues destinés aux carrières de chercheurs, de praticiens (cliniciens) et d'administrateurs dans le domaine de la prévention, et de la lutte contre le crime et du traitement des délinquants. Nous examinerons successivement la criminologie comme science autonome et les possibilités de la constitution d'une profession criminologique.

La criminologie est-elle une science autonome ?

En 1933, Michael et Adler ² ont adressé une critique dévastatrice à la criminologie et ses fondations scientifiques. Ils ont proclamé qu'il était impossible, à l'époque d'avoir une science empirique de criminologie, vu la non-existence de la psychologie et de la sociologie comme disciplines empiriques. Il est évident qu'une attitude aussi sceptique et négative est moins justifiée à présent qu'au moment où elle a été exprimée.

G. Wilber ³ a critiqué également la criminologie en disant qu'elle ne pouvait pas devenir une science, car une science consiste en propositions générales d'une valeur universelle. Or, telles propositions ne peuvent être énoncées qu'en rapport avec des éléments constants et homogènes. La criminalité n'est ni stable ni homogène, elle varie d'une époque ou d'un endroit à un autre. Des propositions de valeur universelle ne peuvent donc pas être formulées en ce qui concerne la criminalité, et l'étude scientifique du criminel est donc impossible.

¹ Voir Szabo, *op. cit.*

² Michael et M.J. Adler, *Crime, Law and Social Science*, Harcourt-Brace, edit. New York, 1933.

³ G. Wilber, The scientific adequacy of criminological concepts, *Social Forces*, 1949, 28, 165-174.

Cette critique accorde une importance exagérée aux propositions universelles, et il n'est pas impossible non plus de choisir certains domaines et certains types d'infractions, pour lesquels les définitions sont essentiellement semblables ou de prendre en considération la variation des définitions. C'est, en fait, une des tâches sur lesquelles se penche la criminologie comparée.

Nous pouvons ainsi conclure, comme l'ont fait Sutherland et Cressey (1966)¹ que l'infraction est semblable aux autres phénomènes sociaux, et qu'il n'est plus impossible d'ériger en science l'étude du comportement criminel comme celle de tout autre comportement. En effet, on peut à l'heure actuelle considérer la criminologie comme une science autonome en se basant sur les considérations qui suivent.

La criminologie a accumulé un ensemble de données qui lui sont propres, elle a développé un système conceptuel grâce à l'usage des méthodes scientifiques dans l'étude et la compréhension du phénomène criminel². Cette position ne contredit point la situation d'interdépendance qui existe entre la criminologie et une série d'autres disciplines telles que la psychiatrie, la psychologie, la sociologie et le droit. Chacune de ces disciplines contribue à son développement, au fur et à mesure que la psychiatrie, la sociologie criminelles, etc., se transforment en criminologie psychiatrique, sociologique, etc.³. Le criminologue est un roi sans royaume, écrivait Thorsten Sellin en 1938⁴. Les progrès scientifiques du récent quart de siècle ont incontestablement changé cette situation.

Une conception trop étroite de ce qu'est la science est à l'origine des contestations de la nature scientifique de la criminologie. Comme le fait remarquer Ellenberger (1962), il existe à côté des sciences du général (la physique et surtout les mathématiques), les sciences dont l'objet d'étude consiste en des faits particuliers, mais qui ne sont plus strictement uniques et individuels⁵. C'est le cas des naturalistes (botanistes et zoologistes, par exemple). L'utilisation de la méthode expérimentale, qui constitue la force motrice et le principal facteur du progrès dans les sciences exactes, se heurte à des difficultés croissantes d'application, au fur et à mesure que l'on passe de la chimie à la physiologie, à la psychologie et à la sociologie. Cette méthode subit de profondes modifications dans les sciences humaines, étant donné les particularités de ces dernières.

¹ E. Sutherland, et D. Cressey, *Principes de criminologie* — Cujas, édit. Paris 1966, 662 pages. Traduction française de la 6e édition de *Criminology*, Lippincott, édit. New York.

² M. Wolfgang, *Criminology and criminologist*, *Journal of Criminal Law, Criminology and Police Science* (Baltimore, Md.) vol. 54, no 2, p. 155-162.

³ Pinatel, *op. cit.*

⁴ T. Sellin, *Culture Conflict and Crime*, New York, Social Science Research Council.

⁵ H. Ellenberger (1962) *Recherche clinique et recherche expérimentale en criminologie, Contribution aux Sciences humaines*. Montréal.

Où se place la criminologie par rapport à ces sciences ? demande Ellenberger. Elle figurera dans un autre groupe, celui des sciences complexes, à côté de la médecine. Cinq caractéristiques distinguent ces sciences des autres.

Premièrement, elles se situent à un carrefour de sciences avec lesquelles elles ne se confondent pas, mais dont elles sont solidaires. La médecine repose sur l'anatomie, la physiologie, la physique, la chimie, etc. La criminologie repose sur la sociologie, la psychologie, l'anthropologie physique, la génétique, la médecine, la statistique, etc.

Deuxièmement, ces sciences ne sauraient être purement théoriques, elles n'ont de sens que par leur application pratique. La médecine trouve sa raison d'être dans la thérapeutique et l'hygiène publique ; la criminologie, dans la réforme pénale, la pénologie, la réhabilitation, la prophylaxie.

Troisièmement, ces sciences ne concernent ni uniquement le général, ni uniquement le particulier, mais bien plutôt elles offrent un constant mouvement de va-et-vient du général au particulier et du particulier au général. C'est ce mouvement de va-et-vient qui définit la clinique. Le mot « clinique » vient du mot grec *klinè*, qui signifie « lit ». C'est en effet, à l'origine, la médecine pratiquée et apprise au lit du malade, plutôt que dans la salle de cours, l'amphithéâtre ou le laboratoire. Le clinicien fait des observations au lit du malade, il les élabore sous forme de théorie ou d'hypothèse à soumettre à l'expérimentation. Après quoi, revenu au lit du malade, il le traite en le faisant bénéficier des acquisitions de la théorie et de l'expérimentation. Il ne s'agit pas là d'une simple « application » dans le genre de celles de la physique, mais d'une élaboration humaine qui tient compte de l'individualité unique et de la personnalité du malade. Il s'agit donc d'une application scientifique doublée d'une relation humaine entre le clinicien et son patient. Cette relation n'exclut pas, naturellement la recherche, mais elle lui donne une tonalité que l'on ne rencontre qu'en médecine et en criminologie appliquée.

Quatrièmement, ces sciences travaillent non seulement avec des concepts scientifiques, mais avec des concepts exprimant des jugements de valeur. La médecine se base sur les trois notions de santé, maladie et guérison, qui sont impossibles à définir scientifiquement. Seraient-elles des « mythes » comme certains l'ont affirmé, les médecins ne sauraient s'en passer. Quant à la criminologie, elle repose, elle aussi, sur des notions exprimant des jugements de valeur et qui sont difficiles ou impossibles à définir : tels sont les concepts du juste et de l'injuste, et ceux de responsabilité, de crime et de châtement.

Cinquièmement, ces sciences se caractérisent par une finalité éthique autonome. C'est là ce qui les distingue essentiellement de toutes les autres sciences. La physique et la chimie ne sont, en elles-mêmes, ni bonnes ni

mauvaises, elles sont neutres, et beaucoup de savants ne se soucient guère qu'elles soient appliquées pour le bien ou pour le mal de l'humanité. Il n'en est pas de même en médecine et en criminologie. La médecine est orientée toute entière vers une finalité éthique, exprimée dans le serment d'Hippocrate et dans des préceptes tels que « Guérir, soulager, consoler ». Il est scientifiquement impossible de prouver que la médecine doit chercher à guérir. On peut, certes, imaginer une médecine que des criminels utiliseraient pour rendre plus malade ou faire souffrir, mais l'horreur inspirée par cette simple idée montre bien comment la notion de la médecine est impensable sans celle d'effort pour guérir et soulager. Il en est de même pour la criminologie. Elle aussi obéit à un impératif d'ordre éthique, aussi indémontrable scientifiquement que peut l'être celui de la médecine, mais qui en est, ici aussi, la clef de voûte. Cette finalité morale a été on ne peut plus exposée par Beccaria dans son immortel *Traité des délits et des peines* ; elle tient dans les points suivants : s'il faut punir, infliger le minimum efficace des peines et associer la rééducation à la peine, traiter médicalement le criminel lorsqu'il s'agit d'un malade, et enfin prévenir le crime plutôt que d'avoir à le punir.

La criminologie est-elle une profession ?

L'analogie avec la médecine demeure ici tout aussi valable et notre réponse sera, par conséquent, encore une fois affirmative, bien que nuancée par quelques réserves.

Examinons d'abord la définition et les caractéristiques de la « profession » et voyons si elles s'appliquent à la criminologie. Les attributs que nous associons, actuellement, à une profession rappellent ceux des guildes du Moyen Âge ; contrôle d'un certain type de travail et relations entre collègues, maintien d'une éthique qui règle les rapports avec les « clients » et protection spéciale et privilèges accordés par la communauté aux activités « professionnelles » des membres de la gilde¹.

L'application de techniques intellectuelles à la solution des problèmes de la vie de tous les jours est devenue la caractéristique principale des nouvelles « professions » qui se constituent dans la société d'opulence des pays industriels d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Ce qui relevait jadis de la sagesse commune et de l'expérience, notamment dans le domaine social, devient l'objet des sciences nouvelles. La solution des problèmes sociaux, pris dans le sens le plus large, appelle des techniques et des arts nouveaux, fruits d'un long apprentissage. Ce développement est continu et

¹ S. Nosow et W.H. Form (édit.) (1962) *Man, Work and Society, A reader in the sociology of occupations*, New York, Basic Books.

très rapide, tant du côté des connaissances scientifiques que dans le domaine de l'organisation économique et sociale, de telle sorte que la naissance de nouvelles professions, la transformation de certains « métiers » en professions caractérisera de plus en plus la situation de l'avenir.

Si la profession est définie comme un groupement d'individus, ayant une vocation basée sur une formation intellectuelle prolongée et spécialisée en vue de rendre des services spéciaux, elle doit reposer sur une théorie systématique, une autorité sanctionnée publiquement, un code d'éthique (déontologie) et une culture propre ¹.

Examinons brièvement chacune de ces caractéristiques et voyons si elles pourraient être appliquées à la criminologie.

Une théorie systématique : il s'agit d'un système de propositions abstraites qui décrit en termes généraux les catégories de phénomènes sur lesquelles se concentre l'intérêt de la profession. C'est dans des termes théoriques que le professionnel résume et rationalise ses opérations dans des situations concrètes.

En criminologie, il s'agit de l'application des théories des sciences humaines et sociales au contrôle et à la resocialisation de l'individu antisocial et à la prévention de la criminalité. Les institutions dans lesquelles opère le criminologue sont destinées à assurer une défense sociale, c'est-à-dire à protéger la société des activités antisociales d'une certaine catégorie d'individus. Tant les institutions pénales que les agences et services de probation ou de liberté surveillée que les tribunaux et les services de police exigent un personnel apte à exercer cette fonction de contrôle. Il est entendu que celle-ci ne consiste plus seulement en un contrôle physique mais en un contrôle scientifique, psycho-social de la conduite morale des individus confiés à leurs soins. C'est là où l'application des connaissances des sciences humaines devient indispensable à chaque échelon.

La resocialisation des individus antisociaux exige du personnel de traitement le recours à la criminologie clinique. Celle-ci consiste, selon Pinatel, dans l'approche multidisciplinaire du cas individuel à l'aide des principes et des méthodes des sciences criminologiques ². Le but de cette approche multidisciplinaire est d'évaluer le délinquant étudié, de formuler une hypothèse sur sa conduite ultérieure et d'élaborer le programme des mesures susceptibles de prévenir la récidive. Le processus de resocialisation tant en institution qu'en régime de semi-liberté doit redresser les handicaps personnels dont souffre l'individu (absence de formation professionnelle,

¹ E. Greenwood, (1962) *Attributes of a profession*, dans S. Nosow et W.H. Form, *op. cit.* p. 207-218.

² J. Pinatel (1963) *Traité de droit pénal et de criminologie*, tome III, Paris, Dalloz, p. 396 et seq.

santé physique ou mentale défectueuse, etc.) et développer en lui un potentiel d'adaptation à la vie sociale.

La resocialisation ainsi que le contrôle des délinquants exigent un progrès continu des connaissances scientifiques ; ce contrôle est impossible sans la recherche fondamentale et appliquée. L'exemple de revues bibliographiques¹ est là pour indiquer l'importance croissante des matériaux accumulés sur l'étiologie et le traitement des conduites criminelles.

Une autorité attachée à l'exercice de ses fonctions : celle-ci est basée sur les connaissances acquises. En effet, le professionnel évalue et guide son client, lui dit ce qu'il lui convient. Ce dernier manque en effet de connaissances précises et suffisantes pour porter remède à ses propres problèmes : il en confie la solution au professionnel.

Cette caractéristique s'applique à la criminologie plus qu'à n'importe quelle autre profession. En effet, ses clients ne sont pas libres, ils ne viennent pas, en ordre général et de leur plein gré pour solliciter des services. C'est l'autorité légale, mandatée par la société, qui les oriente de la sorte. Cette situation pose toute une série de problèmes spécifiques que nous ne pouvons pas étudier ici. Notons seulement l'existence d'une autorité incontestable, attachée à la fonction du criminologue dans l'exercice de sa profession.

Une sanction publique renforce la position de la profession dans la mesure où elle réglemente son accès et tend à établir un monopole dans son exercice.

Les vieilles professions telles que la médecine et le droit exercent, par exemple, un monopole complet sur les services que leurs membres peuvent être appelés à rendre. Ce monopole est sanctionné par la loi. Les membres d'une profession sont les seuls juges dans les matières qui les concernent.

Cette sanction publique est, à toute fin utile, inexistante pour les criminologues. Aucun ordre professionnel comparable à celui des médecins ou même des psychologues n'existe, à l'heure actuelle, pour eux². La raison vient de l'origine professionnelle multidisciplinaire des spécialistes qui travaillent dans le champ criminologique. Les psychologues, les psychiatres, les juristes, les travailleurs sociaux, etc., s'identifient encore à leur formation professionnelle fondamentale et ont tendance à considérer la criminalité comme un des domaines d'application de leurs connaissances, acquises dans une perspective beaucoup plus large.

¹ Voir en particulier « Abstracts on Crime and Delinquency » (*Excerpta Criminologica*) et les publications du service de recherches du *National Council on Crime and Delinquency*.

² En 1969, le gouvernement de la province de Québec a approuvé la charte d'une association professionnelle des criminologues. Cette association devient ainsi la première de son genre au Canada.

Un code d'éthique propre caractérise les membres d'une profession. Vu ce qui précède, il est entendu qu'un code d'éthique n'existe que d'une façon diffuse chez les criminologues. Chacun véhicule encore le code de sa profession d'origine : ceux qui s'occupent de resocialisation s'inspirent du code médical, ceux qui sont chargés de la lutte contre le crime, de celui des administrateurs publics. Il n'est point étonnant, dans ces conditions, que des conflits déontologiques graves se présentent, à l'heure actuelle, entre les diverses personnes impliquées dans la pratique criminologique. C'est le cas, par exemple, du secret professionnel, si diversement interprété par le psychiatre et l'administrateur pénitentiaire ; l'usage du détecteur de mensonge, si diversement apprécié par certains policiers et certains magistrats et avocats.

Une culture propre caractérise la profession, s'appuie sur des valeurs, des normes et des symboles particuliers. Elle se développe au sein des institutions où se situe le contact entre le professionnel et son client ainsi que dans les facultés où se fait la formation professionnelle.

L'apprentissage de la culture professionnelle est donc le complément indispensable des traits précédemment décrits et dont l'ensemble constitue une profession. C'est grâce à son acculturation aux valeurs, aux normes et aux symboles qui intègrent les membres dans le complexe total de la profession, que la personne devient un « professionnel ».

On ne pourrait pas affirmer, sans doute, que les criminologues possèdent une culture professionnelle distincte de celles qu'apportent les spécialistes (du droit, de la médecine, du travail social, etc.). Il existe toutefois des systèmes sociaux spécifiques, caractérisés par une culture distincte, qui constituent le champ d'application de la criminologie telle que nous l'avons définie : les tribunaux, la police, les agences chargées de la réhabilitation des criminels. On peut supposer qu'au fur et à mesure de la « professionnalisation » de tous ces secteurs, c'est-à-dire de l'augmentation de la proportion des diplômés de l'enseignement supérieur et grâce aux effets de l'interaction de type « horizontal » dont nous parlions plus haut, des conditions favorables au développement d'une culture professionnelle spécifique seront réunies.

La création des facultés, écoles ou départements universitaires, spécialement conçus en vue de la formation criminologique, facilitera d'une manière décisive la constitution d'une telle culture en intégrant l'apport des autres professions et en y ajoutant ce qui est spécifiquement criminologique.

Des progrès dans ce sens sont toutefois à signaler. Les Sociétés internationales de droit pénal, de criminologie, de défense sociale et la Fondation internationale pénale et pénitentiaire coordonnent étroitement le programme de leurs activités. Une fusion progressive entre ces organisations ne se fera probablement pas attendre très longtemps. La transformation de la très importante et très dynamique association américaine, la « National Probation and Parole Association » en « National Council on Crime and Delinquency »

marque non seulement un élargissement des horizons, mais également le progrès de l'intégration interdisciplinaire, premier pas vers la naissance d'une criminologie autonome. On note, depuis quelques années, la constitution de sociétés nationales de criminologie qui regroupent tous les praticiens et chercheurs œuvrant dans le secteur criminologique.

Notons enfin le rôle positif et fort important exercé dans le même sens par la Section de la Défense sociale des Nations Unies dont les congrès et les publications visent une promotion universelle de la recherche criminologique et d'une politique criminelle.

L'absence de formation professionnelle proprement criminologique dans les universités est une des causes majeures de cette solidarité professionnelle que nous pourrions qualifier de verticale. Il se développe cependant, avec un nombre plus grand de professionnels travaillant dans le domaine criminologique, une prise de conscience de la quantité toujours croissante de problèmes qui sont communs à tous ceux qui œuvrent en vue de la prévention, de la lutte contre le crime et du traitement des délinquants. Il se développe de la sorte une solidarité horizontale entre personnes d'allégeance professionnelles « verticales ». Nous décelons là l'embryon d'une nouvelle catégorie professionnelle.

La rapidité de ce développement dépendra, principalement, des progrès que nous pourrons enregistrer dans l'accroissement de la qualité des services exigés par toutes les institutions qui s'occupent de la criminalité. La resocialisation des criminels, une fois entreprise suivant l'indication de la criminologie, exigera une qualification précise ; la gestion des institutions de défense sociale (police, établissements, organisations de réhabilitation, etc.) demande des administrateurs spécialement formés. L'administration de la justice, elle aussi, accordera l'influence voulue à la science criminologique tout en gardant sa fonction d'interprète et de gardienne de la moralité publique.

Un long chemin reste à faire. C'est ainsi que Lopez-Rey fait remarquer que la procédure criminelle actuelle — qu'elle soit fondée sur le système français qui comprend deux étapes séparées, l'une inquisitoriale et l'autre accusatoire, ou sur le système anglo-saxon qui est surtout accusatoire — n'offre pas beaucoup d'occasions de faire réellement usage de connaissances professionnelles¹. Dans beaucoup de pays, les juges d'instruction ne voient que rarement l'accusé. L'accusé est toujours tenu à part, dans les deux systèmes judiciaires. Des connaissances criminologiques ne peuvent point servir dans ces conditions et il n'est point étonnant que le Chief Justice d'Angleterre, Lord Alverstone, ait pu dire que la criminologie ne l'intéressait point car le bon sens lui suffisait dans l'exercice de ses fonctions.

¹ M. Lopez-Rey (1963) La justice criminelle et la formation des juges, des magistrats du ministère public et des avocats, *Revue de droit pénal et de criminologie*, vol. 43, no 3, p. 1-35.

Cependant, le code pénal modèle de l'*American Law Institute*, le nouveau *Model Sentencing Act*, élaboré par un groupe de juges du *National Council on Crime and Delinquency*¹ ainsi que la réforme récente du code pénal français rendant obligatoire la tenue d'un dossier de personnalité avant le prononcé de la sentence sont autant d'indices des changements profonds qui surviennent dans ce secteur².

Le domaine criminologique a été « colonisé » en quelque sorte, par les professions déjà constituées. C'était dans l'ordre des choses puisque ces mêmes professions ont tardé elles aussi à se dégager de l'emprise des professions plus anciennes. Le facteur principal du progrès sur ce point consiste dans l'intégration progressive des connaissances intellectuelles dans une perspective originale qui se définit de plus en plus couramment comme une science nouvelle. C'est autour de ce corps de connaissances que la nouvelle formation professionnelle finira par se structurer et s'organiser.

¹ Model sentencing act, *Crime and delinquency* (New York), vol. 9, no 4 numéro spécial, octobre 1963, p. 339-403.

² Voir M. Colin (édit.) (1961) *Examen de personnalité et criminologie. Étude clinique et médico-légale*, Paris, Masson, vol. I-II ; et G. Levasseur (1961) De la minimisation du dossier de personnalité à la généralisation du pouvoir discrétionnaire, *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé* (Paris), nouvelle série, no 1, p. 83-94.

CHAPITRE IV

LE PROGRAMME DU DÉPARTEMENT DE CRIMINOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Si nos hypothèses sur la criminologie comme science complexe autonome, comme profession en puissance, sont exactes, quel devrait être le programme de formation universitaire à prévoir ? Au lieu de proposer une institution modèle inexistante, nous décrirons ici la naissance, le développement et le programme du département de Criminologie de l'Université de Montréal. Celui-ci a été conçu, essentiellement, comme une réponse affirmative aux questions formulées plus haut. Si le cas que nous présentons est particulier, il n'est cependant pas unique : l'École de criminologie de l'Université de Californie à Berkeley a été réorganisée il y a quelques années dans la même perspective et son orientation rejoint, sur la plupart des points importants, celle de notre département.

La naissance et le développement du département de Criminologie ¹

Tant l'École de service social que le département de Psychologie de l'Université de Montréal dispensaient, au même titre que le Département de sociologie, un enseignement consacré à la criminalité, intégré dans le programme ordinaire qui conduit à des titres universitaires classiques. Aucune collaboration interdisciplinaire n'existait entre les départements.

L'impulsion en vue de constituer un programme de criminologie est venue des praticiens : ceux-ci étaient non seulement préoccupés de la pénurie de personnel qualifié mais ils étaient frappés également par la formation inadéquate des cadres professionnels sortis de l'université. Les jeunes professionnels s'adaptaient très difficilement aux conditions de travail pénitentiaire et il en résultait une instabilité excessive du personnel, fort préjudiciable à l'efficacité des services. Les doléances des praticiens ont finale-

¹ Si nous décrivons brièvement les circonstances qui ont donné naissance à ce département, ce n'est pas dans le but de faire œuvre d'historiographe mais pour présenter une illustration des conditions et des mécanismes que suscite l'introduction d'une innovation dans les structures académiques.

ment été entendues par la faculté des Sciences sociales, qui a mis sur pied en 1960, au sein du Département de sociologie, un programme conduisant à une maîtrise ès arts en criminologie à l'intention des bacheliers spécialisés dans les sciences humaines ou sociales et les diplômés en droit ¹.

Le programme a été conçu dans l'esprit des recommandations de l'UNESCO sur l'enseignement de la criminologie : il est donc interdisciplinaire et assure une surspécialisation en s'adressant à des personnes déjà diplômées de l'université ². Il avait été entendu, qu'à partir d'un recrutement d'un corps professoral suffisant et l'existence d'un certain nombre d'élèves, l'enseignement criminologique recevrait un statut départemental autonome au sein de la Faculté. Ceci fut réalisé en 1962 et depuis le début de l'année scolaire 1964-1965, un programme d'étude conduisant au doctorat en criminologie a été créé consacrant ainsi le statut académique de la discipline ³.

En septembre 1967, un nouveau programme de cours du baccalauréat spécialisé en criminologie (B.Sc. criminologie) a été mis sur pied. Ce programme du premier cycle est axé sur une formation spécialisée en criminologie afin de remédier à la pénurie existante dans le secteur professionnel et au manque de criminologues spécialisés aptes à occuper les postes dans les organismes chargés de lutter contre le crime ou de réhabiliter les criminels. Le programme est agencé pour rencontrer deux orientations : orientation généraliste et orientation pratique.

L'orientation généraliste est assurée aux deux premiers niveaux dans des cours obligatoires, cours de base rattachés aux disciplines mères de la criminologie et dans le cadre des cours optionnels choisis hors département, permettant de diversifier et de compléter les connaissances de l'étudiant. Les cours optionnels du deuxième niveau, choisis au département, assurent à l'étudiant les prérequis nécessaires à plusieurs champs de spécialisation, permettant par le fait même une polyvalence effective jusqu'au troisième niveau d'étude.

De même que les travaux pratiques et sur le terrain des deux premiers niveaux assurent une vue d'ensemble et une prise de contact avec tous les domaines d'application de la criminologie, soit la police, le système judiciaire et institutionnel.

¹ Ce qu'on appelle « baccalauréat spécialisé » au Canada correspond, grosso modo, à une licence française ; la maîtrise ès arts est l'équivalent, à peu près, du diplôme d'études supérieures français.

² J. Pinatel (1956) *Les Sciences sociales dans l'enseignement supérieur : criminologie*, Paris, UNESCO.

³ D. Szabo (1963) Criminologie et criminologue : discipline et professions nouvelles *Revue internationale de Criminologie et de Police technique* (Genève), vol. 17, no 1, p. 13-22. Notons que le premier doctorat en criminologie a été décerné par le département au mois de mai 1968 à l'auteur du présent rapport.

Finalement, une solide formation en recherche, obligatoire pour tous, est étalé tout au long du programme pour faire des diplômés, non pas des techniciens, mais bien des chercheurs perpétuels nécessaires au développement d'une science nouvelle.

L'orientation pratique ou spécialisée est assurée dès le deuxième niveau par un choix de cours optionnels et par les travaux pratiques ou stages qui mettent l'étudiant en contact direct avec l'objet de ses études. Ce n'est cependant qu'au troisième niveau que la spécialisation prendra tout son sens dans le cadre des cours optionnels et d'un stage spécialisé qui se poursuivra toute l'année dans un endroit choisi par l'étudiant. La coordination des cours et stages sera assurée par un laboratoire de recherche obligatoire, lieu de synthèse, de confrontation et de préparation au marché du travail.

L'objectif du département consiste donc à assurer un enseignement permettant l'intégration progressive de l'étudiant au marché du travail, permettant une formation de recherche ouverte et une polyvalence rendue nécessaire pour l'évolution rapide du milieu.

Les cours se répartissent en cinq séquences ou options :

- 1) Défense contre le crime ;
- 2) Resocialisation en institution ;
- 3) Resocialisation en milieu libre ;
- 4) Prévention ;
- 5) Recherche.

Ces options présupposent une propédeutique comprenant des cours dans les sciences humaines, sociales, juridiques et médicales. Cet enseignement de base s'appuie en particulier sur la psychologie, la sociologie et la méthodologie de la recherche. Chaque séquence se compose d'une première série de cours de formation criminologique générale et d'une deuxième série qui vise une spécialisation criminologique particulière. L'accent est mis surtout sur des *stages* et le *travail sur le terrain* car les cours et les séminaires dispensés par le Département se doivent d'être complétés par une formation pratique en criminologie, qui permet à l'étudiant d'intégrer dans un contexte vécu, les connaissances qu'il a acquises. C'est pourquoi, dès la deuxième année du baccalauréat spécialisé, l'étudiant sera appelé à mettre en pratique la formation théorique qu'il aura reçue. Ces stages se poursuivent également au niveau de la maîtrise et s'effectuent généralement en fonction du champ d'action que l'étudiant a choisi.

D'autre part les cours de méthodes et techniques de recherche en criminologie sont complétés par des *séances de laboratoire*, dans lesquelles chaque étudiant doit élaborer et mettre en marche un schéma expérimental simple. Il s'agit pour l'étudiant de se familiariser avec la mise sur pied d'une

expérience scientifique, la détermination et la planification des diverses étapes d'une vérification expérimentale, le maniement de certaines méthodes, de certains instruments et appareils, les techniques de rédaction des rapports de recherche et de compte-rendus scientifiques, etc. Ces sciences de laboratoire peuvent prendre la forme, surtout au niveau de la maîtrise, de véritables « stages de recherche » et constituent ainsi une préparation immédiate au mémoire de maîtrise.

1) *Défense contre le crime :*

Le but de cette séquence est de former des criminologues spécialisés, aptes à travailler, comme agent ou comme officier, dans les divers organismes de police (fédérale, provinciale, municipale, police privée) où ils pourront accomplir des tâches de prévention (service d'aide à la jeunesse), de détection du crime (police scientifique, criminalistique) d'administration, de compilation et de systématisation des statistiques criminelles.

2) *Resocialisation en institution :*

Cette séquence vise à préparer l'étudiant à travailler, comme officier de classement ou de réhabilitation auprès des délinquants et des criminels, dans les établissements pénitentiaires, les prisons et les centres spécialisés.

3) *Resocialisation en milieu libre :*

Cette séquence est destinée à préparer l'étudiant à travailler en milieu libre avec les criminels et les délinquants. Ces fonctions de surveillance et d'assistance s'exercent essentiellement dans le cadre de la liberté surveillée ou probation et celui de la libération conditionnelle.

4) *Prévention :*

Le but de cette séquence est de former des criminologues aptes à s'occuper de la prévention criminelle auprès des individus, dans des groupes écoles et même dans des champs d'action plus étendus (programme d'organisation communautaire).

5) *Recherche :*

La séquence « recherche » a deux objectifs principaux :

a) Assurer à l'étudiant une démarche intégrée de l'information méthodologique à la pratique de la recherche ;

b) Coordonner les activités pratiques des étudiants en termes de thèses ou mémoires et des simples travaux dans le cadre des laboratoires.

RECOMMENDATIONS

RECOMMANDATIONS

Cet aperçu historique et de l'état actuel de l'enseignement de la criminologie à l'Université de Montréal montre que cet enseignement a fait de grands pas durant les dix dernières années. Cependant il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine et bien des efforts devraient être entrepris pour assurer le meilleur développement de l'enseignement de la criminologie.

Les recommandations suivantes peuvent donc être formulées :

— Vu les considérations que nous avons mentionnées plus haut et vu que la criminologie est une science appliquée, le cadre idéal pour son enseignement sera dans le sein d'une école des sciences humaines appliquées. Une telle école fera appel aux services des spécialistes et des experts dans toutes les disciplines des sciences humaines et groupera les programmes d'enseignement professionnel destinés à ceux qui travailleront dans les différents secteurs de la vie sociale tels que la santé, le bien-être social, le développement économique et social, le loisir, l'immigration, les communications, etc.¹

Une telle école pour la formation des ingénieurs sociaux remplira en ce qui concerne la formation en sciences sociales une fonction semblable à celle que remplit actuellement l'école polytechnique pour la formation en sciences pures. Elle jouera, en plus, dans l'avancement des sciences humaines le même rôle que joue actuellement l'école polytechnique à l'égard des sciences pures.

Ainsi le Département de criminologie de l'Université de Montréal pourrait servir d'exemple à l'instar duquel d'autres départements pour

¹ La création d'une école des sciences sociales appliquées à l'Université du Michigan a été proposée par le professeur Albert Reiss, Jr.

Voir A. Reiss Jr. (1969) A proposal to establish a school of applied social science at the University of Michigan and across the nation's campuses. Mimeographed and dated oct. 22, 1969.

les diverses disciplines des sciences sociales pourraient être créés et groupés ensemble dans « une école des sciences sociales appliquées ».

— Le Département de criminologie de Montréal et le Centre de criminologie de l'Université d'Ottawa sont aptes à fournir le marché du travail pour plusieurs années à venir d'un nombre suffisant des criminologues spécialisés et vu la difficulté de recrutement des enseignants qualifiés il n'est pas souhaitable, au moins dans un prochain avenir, de mettre sur pied un autre centre ou un autre département de criminologie.

— Il est cependant nécessaire d'introduire dans les facultés de droit et les facultés des sciences sociales des cours de criminologie proprement dite. Ces cours devront être suivis dans le cadre de leur programme général par les étudiants en droit, en sciences sociales, (en médecine et en psychologie).

En plus des cours de criminologie générale, il est souhaitable que des enseignements de biologie et de psychiatrie criminelles (bio-criminogénèse) soient institués dans les facultés de médecine ; que des enseignements de psychologie et de sociologie criminelles (psycho-criminogénèse et socio-criminogénèse) soient institués dans les facultés de philosophie et des sciences sociales et que des enseignements de pénologie, de police scientifique et de psychologie et psychiatrie judiciaires soient institués dans les facultés de droit.

— La situation particulière des étudiants ou des diplômés en droit exige une attention spéciale. La plupart de ces diplômés, comme le montre l'expérience, envisagent de poursuivre une carrière juridique et de pratiquer le droit soit comme avocats, procureurs ou juges. Il s'ensuit qu'il est inutile de leur imposer un programme destiné à former des criminologues spécialisés. Un programme spécial, bien adapté à leurs besoins, leur assurant des connaissances adéquates de la criminologie et des disciplines connexes, pourrait être envisagé. Ce programme spécial d'enseignement criminologique destiné aux étudiants ou aux diplômés en droit devrait être conçu en fonction de la formation juridique des candidats et du travail qu'ils exerceront ultérieurement dans la pratique. Ainsi l'accent pourrait être mis, non sur les méthodes de recherche mais sur le rôle de la criminologie dans l'administration de la justice et les applications des sciences criminologiques au secteur de la justice.

— Il est souhaitable que l'enseignement de la criminologie destiné aux adultes soit développé. Ces adultes peuvent être divisés en deux catégories :

a) le public général : le public général constitue la majorité des victimes d'actions criminelles. En plus les méthodes de resocialisation

en milieu libre ainsi que les projets de prévention communautaire exigent de plus en plus une collaboration et une participation de la part des citoyens. Il est à noter également que toute réforme pénale, qu'elle soit législative ou administrative, pour être efficace, doit jouir de l'approbation du public. L'enseignement de la criminologie à ce public lui apprendra donc comment se protéger contre les délinquants et les mesures à prendre pour mieux garder sa propriété contre les vols. Cet enseignement servira également à changer les attitudes du public à l'égard des délinquants et de l'éclairer sur la philosophie pénale nouvelle et les nouvelles méthodes de traitement et de resocialisation. Cet enseignement criminologique qui s'adresse au public général pourrait être assuré dans le cadre des programmes de l'éducation permanente destinée aux adultes.

b) Les adultes qui travaillent actuellement dans des secteurs criminologiques tels que la police, l'administration de la justice criminelle, la resocialisation en institution ou en milieu libre (probation, libération conditionnelle, post-cure) ou dans le domaine de la prévention et qui n'ont pas eu l'occasion, avant de joindre ces services, d'acquérir une formation professionnelle adéquate et qui désirent combler cette lacune de leur formation. Des programmes spéciaux d'enseignement en criminologie et en disciplines connexes pourraient être conçus et créés pour répondre aux besoins de cette clientèle à l'instar du programme qui a été mis sur pied récemment au Collège de Ahuntsic de Montréal.¹

— Il est nécessaire que la criminologie soit enseignée aux C.E.G.E.P. surtout aux étudiants qui ne comptent pas continuer leurs études à l'université mais qui visent d'aller sur le marché du travail dans les secteurs de l'administration de la justice, d'assistance sociale, ou de rééducation

¹ Au mois de septembre 1969, le ministère de l'Éducation de la province de Québec autorisait, pour la première fois la mise sur pied d'un programme en « Technique auxiliaire de la justice » : option policière au C.E.G.E.P. de Ahuntsic. La préparation du programme a nécessité la collaboration des organismes suivants : Commission de la police, Service de police de la ville de Montréal, Département de criminologie de l'Université de Montréal et le ministère de la Justice.

Il est prévu que cette première expérience, réduite à l'option policière et aux adultes déjà sur le marché du travail, sera étendue prochainement à d'autres secteurs tels que les institutions pénales (pénitenciers, prisons, centres de formation et de rééducation), la probation, etc., ainsi qu'à d'autres catégories à savoir les finissants du secondaire désireux de travailler dans des secteurs déjà mentionnés.

Le programme actuel est d'une durée de trois ans. Il comporte cinq sessions de six cours chacune et une session terminale de travaux pratiques sur le terrain (stages). Si le candidat termine la scolarité requise et réussit à ses examens il obtiendra un diplôme d'études collégiales (D.E.C.). Mais déjà à la fin des quatre premières sessions du programme, l'étudiant pourra être admis à diverses facultés universitaires compte tenu des structures d'accueil précisées dans l'annuaire de la D.L.G.E.C.

en institution après l'obtention du diplôme d'études collégiales (D.E.C.). Il serait donc opportun que des cours en criminologie, en pénologie et en sciences policières soient offerts à ces étudiants à côté des cours de formation générale et des cours de formation spéciale en sciences humaines.

— Un rapport dialectique entre le Département et les praticiens devrait être établi. Seule une personne qualifiée en charge de l'administration pourrait sentir le besoin de recherche. Si les directeurs de police, de prison, de pénitencier, etc., ne possèdent pas les qualifications nécessaires et s'ils ne sont pas convaincus de l'importance et la nécessité de la recherche pour leurs établissements, ils ne demanderont pas d'en faire. Si par contre ces individus croient en l'apport de la criminologie, (comme c'est le cas pour la police de la ville de Montréal) tout le système pourrait être soumis à la recherche en vue d'une meilleure planification.

Développer le contact et améliorer les liens entre le Département et les organismes gouvernementaux dont les activités touchent de près ou de loin à la criminologie pourrait servir également à d'autres fins. On ne doit pas oublier que la plus grande partie des données nécessaires à la recherche criminologique doit encore être cherchée auprès des organismes du gouvernement : police, cours, institutions, etc. Un dialogue, une entente et une coopération entre le Département et ces organismes ouvriront les portes de ces derniers aux étudiants et chercheurs en criminologie et leur assureront une source indispensable du matériel dont ils ont besoin.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

Dans son rapport compréhensif, la Commission Katzenbach a souligné que « le plus grand besoin est le besoin de savoir ». Pour satisfaire ce besoin les recommandations concernant la recherche occupent une bonne place parmi les conclusions de la Commission.

La recherche a été définie comme « l'utilisation de démarches systématiques et unifiées en quête de la connaissance ». On insiste dans cette définition¹ sur les termes « unifiées et systématiques » qui s'opposent à toute accumulation forfuite de connaissances. Selon Mannheim (1965) le terme « connaissance » comprend beaucoup plus que la connaissance purement factuelle, la recherche a principalement pour objet la découverte des faits, pris au sens le plus large du mot.

D'après Mannheim la vérification et la revérification des hypothèses sont la fonction la plus essentielle et la plus évidente de la recherche, mais non la seule. Cette fonction est telle : servir à reformuler ou à changer radicalement les hypothèses et à préparer l'étape suivante dans ce processus sans fin de rectification qui continue sa course entre la théorie, l'hypothèse, les recherches et les faits démontrés par cette dernière. Le fait qu'on s'astreigne de plus en plus à vérifier des hypothèses spécifiques est un signe du progrès de la recherche criminologique².

L'enseignement doit s'appuyer sur la recherche qui, surtout dans les sciences sociales appliquées telle que la criminologie, ne peut être dissociée entièrement de la pratique. C'est ainsi qu'à l'époque actuelle on ne peut concevoir un enseignement de la criminologie coupé de la recherche. Un tel enseignement serait évidemment un enseignement stérile ; d'où la nécessité d'une liaison de l'enseignement et de la recherche.

D'autre part, recherche et pratique sont des secteurs interreliés et interdépendants. Comme l'a noté Milton Rector : « Pratique sans recherche

¹ Voir K.R. Merton (1957). *Social Theory and Social Structure*. Glencoe, III.

² Voir H. Mannheim (1965). *Comparative Criminology*. N.Y. Houghton Mifflin Company.

est aveugle et recherche sans pratique est vide. » En expliquant cette constatation pour le cas particulier de la criminologie il écrit :

“The social scientist certainly cannot work in an every tower without guidance from the practice as to its needs, and the judge, the probation or parole officer or the prison administrator — as is well shown by the vast experience of the past — are not always successful in their fight for the prevention, control and treatment of crime and delinquency if they continue to follow traditional concepts without taking into account the existing knowledge in the behavioral science and also if they do not submit their programs to objective assessment.”

Malgré l'importance évidente de la recherche et de la technique il est paradoxal de constater que la révolution scientifique qui, au cours des vingt dernières années, a changé radicalement de nombreux aspects de la société nord-américaine n'a eu qu'une très faible répercussion sur l'administration de la justice.

Dans notre société occidentale la justice est appelée à affronter des problèmes de plus en plus nombreux, complexes, difficiles. En outre, l'inflation législative qui s'épanouit rend la tâche de la justice encore plus ardue. En face d'un tel défi, la justice, comme toute autre institution, ne saurait vivre que dans la mesure où elle sait incessamment se rajeunir par des apports nouveaux. La formation des cadres, la remise à jour constante de nos connaissances, le « recyclage » périodique des techniciens sont des nécessités de l'époque actuelle qui s'imposent à la justice comme à toute discipline actuelle.

Pour faire face aux tâches croissantes et complexes qui lui incombent dans le monde moderne, *la justice devrait mobiliser la science et la technique à son service, elle devrait recourir à des recherches systématiques menées avec les instruments scientifiques nécessaires, qui proviennent des sciences sociales.*

Or, il existe actuellement une césure entre action législative et recherche criminologique d'où se déduit l'absence d'une réelle politique criminelle. De même que la justice criminelle dans notre société, fort avancée sur le plan scientifique, s'est accrochée à un régime de punition et de rééducation des criminels qui semble négliger l'utilité de la recherche scientifique, qui refuse de fonctionner sur une base scientifique, et qui, de façon générale, accomplit ses travaux sans considération aucune envers la science. Tout indique cependant que la guerre contre le crime ne sera pas gagnée si l'on n'assure pas une solution de continuité entre l'intervention sociale face au crime et la recherche criminologique.

DEUXIÈME SECTION

LA RECHERCHE

CHAPITRE I

LA RECHERCHE CRIMINOLOGIQUE : APPORT ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Le présent chapitre est une tentative d'évaluation de l'apport de la recherche criminologique, un examen des problèmes particuliers qui se posent à cette recherche ainsi qu'un court aperçu de l'importance et de l'utilité et des perspectives d'avenir d'une telle recherche.

L'apport de la recherche criminologique

Quelle est la valeur de la recherche criminologique effectuée jusqu'ici ? Les recherches criminologiques qui ont été faites jusqu'ici ont-elles été de quelque utilité pour quiconque ?

Radzinowicz (1965) ¹ a souligné le fait que la criminologie a déjà atteint une réussite considérable en étudiant la criminalité et les peines dans leur réalité, et cela malgré les faiblesses de bien des hypothèses de ses débuts, malgré les imperfections de beaucoup de ses méthodes et de ses techniques actuelles et en dépit de l'aide très faible qui lui a été accordée jusqu'ici. « Certes, écrit Radzinowicz, un grand nombre de problèmes qui se posent depuis longtemps déjà n'ont pas été résolus, et de nombreux problèmes nouveaux ont surgi ; mais un ensemble sérieux de connaissances solides et éprouvées a néanmoins pu être rassemblé. À certains points de vue, les nombreux doutes que la criminologie a suscités sur maints problèmes revêtent autant d'importance que les solutions qu'elle a pu fournir. »

Mannheim (1965) ² répond également dans l'affirmative aux questions précédentes et souligne les points suivants :

1) La recherche criminologique a détruit ou au moins a affaibli beaucoup de croyances erronées, principalement celles qui portent sur les prétendues causes du crime et sur l'efficacité des diverses méthodes de traitement.

¹ Voir L. Radzinowicz (1965) *Où en est la criminologie ?* Paris : Cujas.

² Voir H. Mannheim (1965) *Comparative Criminology*. N.Y. : Houghton Mifflin Company.

2) De façon plus positive, on doit à la recherche criminologique beaucoup d'améliorations dans le système pénal ; celles-ci s'imposent pour combler le vide laissé par la disparition de méthodes démodées. De plus, hors du champ étroit du système pénal, une pénétration croissante du fonctionnement de l'esprit humain et des institutions sociales, redevable non seulement aux recherches sociologiques et psychologiques mais aussi à la recherche criminologique, a donné naissance à une approche moins timide et moins bornée du problème du crime. On peut attendre à ce que la recherche criminologique, dans un avenir pas trop lointain, prendra place aux côtés de la presse, des commissions royales, des comités départementaux « en tant qu'associée du même statut parmi les corps constituants de l'opinion publique ». De plus la recherche criminologique joue un rôle de plus en plus grand en fournissant la connaissance des faits utiles pour la législation.

3) La criminologie, débitrice des autres disciplines et de leurs découvertes scientifiques, joue de plus en plus, et d'une certaine manière, le rôle d'une « créancière », surtout par ses recherches sur les groupes de contrôle et en écologie, lesquelles ont apporté des renseignements généraux qui n'étaient pas disponibles auparavant sur les non-délinquants et sur certaines régions à multiples caractéristiques.

Les problèmes de la recherche criminologique

Plus que n'importe quelle autre recherche en sciences sociales, la recherche criminologique se heurte à plusieurs difficultés. On peut résumer ces difficultés en s'inspirant de Mannheim (1965) de la façon suivante :

- a) La difficulté d'avoir le matériel nécessaire à la recherche criminologique :
- une partie du matériel nécessaire à la recherche criminologique est inaccessible aux chercheurs. Les délits qui n'ont pas été portés à la connaissance des autorités, les délinquants qui n'ont pas été découverts et, en somme, tout ce qui entre sous la définition du terme « le chiffre noir » constitue un matériel auquel les chercheurs en criminologie n'ont pas accès.
 - l'existence de la peine rend souvent presque impossible l'obtention du matériel et des données requis, car la crainte de la punition et de la stigmatisation, empêche les délinquants et même les autres de donner de l'information.
 - une très grande partie du matériel est aux mains des autorités publiques : police, tribunaux, cours, services de prisons et de pénitenciers, départements fédéraux, autorités provinciales administrant ou contrôlant les institutions des jeunes délinquants, etc.

La nature et le fonctionnement de ces services administratifs chargés de la politique criminelle limite nécessairement les conditions d'accès des chercheurs aux sources. Mais l'obstacle majeur auquel les chercheurs font face c'est surtout l'attitude de ces organismes. La crise de confiance et le manque de dialogue entre les chercheurs et les administrateurs incitent ces derniers à adopter à l'égard de la recherche criminologique une attitude négative qui pose beaucoup de barrières et d'obstacles sur le chemin de la recherche.

- b) L'existence d'un « potentiel de biais » chez les participants à la recherche :

L'attitude méfiante des administrateurs et l'existence chez eux de certains biais à l'égard de la criminologie et de la recherche criminologique rend l'accessibilité au matériel nécessaire pour la recherche assez difficile. Mais la recherche criminologique ne souffre pas uniquement et exclusivement des biais des administrateurs, elle souffre également de ceux qui consciemment ou inconsciemment existent chez les chercheurs eux-mêmes. Il est incontestable que la personnalité et le travail du chercheur soient dominés par certaines valeurs qui déterminent sa « vision du monde ». Ainsi les biais qui existent chez le chercheur peuvent déformer inconsciemment la démarche ou les résultats de la recherche. Or, en criminologie, probablement plus que dans n'importe quel autre domaine, le chercheur devrait être neutre, impartial et sans préjugés ; car le domaine du crime est un domaine dissociable de la morale, un domaine chargé d'un lourd héritage de préjugés et de parti pris.

- c) La criminologie et la pénologie ne sauraient pas être purement théoriques, elles n'ont de sens que par leurs applications pratiques et par les solutions qu'elles peuvent apporter aux problèmes policiers, judiciaires, pénitentiaires et aux problèmes de prévention. C'est ainsi qu'on attend que la criminologie et la pénologie produisent des résultats susceptibles d'empêcher ou au moins de réduire le crime, qu'elles fournissent des méthodes de traitement et de resocialisation efficaces. Ces considérations pratiques comportent le danger que la préférence dans le domaine de la recherche criminologique soit accordée aux projets qui promettent ou qui sont susceptibles d'avoir une application pratique immédiate au détriment des sujets théoriques dont la valeur pratique semble douteuse ou tout au moins éloignée. La recherche criminologique et pénologique risque donc d'être régie par des considérations de nature pratique trop bornée, de négliger l'étude du phénomène criminel et d'oublier

que les découvertes de la recherche ont une valeur en elles-mêmes, si elles ne peuvent immédiatement être transformées en réformes pratiques d'ordre législatif ou administratif. Il est à noter ici que les recherches appliquées (et cela a été déjà souligné par Pinatel¹) sont de peu d'utilité pour ce qui concerne la criminologie proprement dite. On ne concevrait pas, par exemple, que la recherche médicale soit limitée à des projets ayant des applications pratiques immédiates, à l'évaluation du rendement des hôpitaux ou à l'étude de la communauté hospitalière.

- d) La recherche criminologique en Amérique du Nord reste, malgré les subventions croissantes venant des gouvernements ces dernières années, une recherche dépendante des organismes privés qui la financent. Souvent ces organismes ne sont pas prêts à accorder les fonds nécessaires sauf aux projets qui les intéressent personnellement et dont les résultats pourraient leur être utiles. Or, ce fait recèle un danger éminent, à savoir l'existence ou la dominance d'une recherche orientée dans un double sens, vers les secteurs particuliers au détriment des autres secteurs et vers des projets d'utilité pratique au détriment de ceux qui ne porteront leurs fruits que dans un avenir lointain.
- e) Étant donné que la criminologie est une science multidisciplinaire et qu'elle doit encore s'appuyer (jusqu'à l'élaboration de ses propres méthodes) à la fois aux méthodes des sciences sociales et aux méthodes des sciences exactes, la place qu'occupe la recherche multidisciplinaire et la recherche interdisciplinaire² en criminologie ne cesse de s'étendre. Ces deux types de recherche exigent la coopération et la collaboration des chercheurs venant de différentes disciplines. Or la collaboration et le dialogue entre ces experts, de formations variées, s'avèrent quelquefois difficiles. On a souvent tendance à surestimer et à n'avoir confiance qu'en sa propre discipline. Le résultat principal d'une telle attitude c'est que la recherche criminologique menée par une équipe multidisciplinaire en souffre souvent.

¹ Voir J. Pinatel (1966) Où va la criminologie ? *Acta Criminologiae et Medicinae Legalis Janonica*, vol. 32, no 2, pp. 37-40.

² Pour la distinction entre recherche multidisciplinaire et recherche interdisciplinaire voir J. Pinatel (1964). La recherche scientifique en criminologie au point de vue international et comparatif, dans *l'Équipement en criminologie*, Actes du XIV^e Cours international de Criminologie (Lyon-Oct. 1964) publiés sous la direction de Marcel Colin. Paris : Masson, p. 156.

Ces principaux problèmes sont, à notre avis, ceux qui se posent actuellement à la recherche criminologique, et l'avenir de cette recherche dépendra naturellement de la façon dont elle les résoudra.

Perspectives d'avenir de la recherche criminologique

L'importance et le besoin de la recherche criminologique ont été soulignés très récemment par le Comité canadien de la réforme pénale et correctionnelle. Dans le dernier chapitre de son rapport et sous le titre « Recherche, Planification et Comités consultatifs », le Comité a souligné la nécessité de la recherche criminologique au Canada. Après avoir noté que le Canada devrait utiliser au maximum les résultats de la recherche faite en d'autres pays, le Comité a déclaré que, vu la pénurie de la recherche criminologique dans le monde entier, le Canada ne peut se permettre d'attendre qu'un autre pays lui apporte les connaissances dont il a besoin. Le Comité a souligné ensuite le fait qu'on a besoin d'une recherche spécifiquement canadienne.

« Le crime, écrit le Comité, est un phénomène social et le problème du crime au Canada ne sera compris et résolu qu'en tenant compte des particularités de la société qui est la nôtre. Chez nous, la recherche porte en grande partie sur la constitution politique et juridique particulière à notre pays. Il en résulte que la recherche doit tenir compte de nos problèmes à nous et que les constatations faites en d'autres pays ne sauraient s'appliquer au Canada sans être de nouveau examinées.

De plus, le programme de recherche est un élément essentiel de tout programme valable d'éducation qui vise à former du personnel pour les services policiers, judiciaires et correctionnels. Cette recherche est nécessaire comme complément de l'enseignement que les étudiants reçoivent en classe et elle sert également à empêcher les enseignants de se figer dans la routine. Enfin, elle aide le personnel des services à se tenir au courant de la pensée moderne.

Pour que la recherche soit efficace, il faut la considérer comme faisant partie intégrante du système de la justice et non pas simplement comme un service annexe. En d'autres mots, il faut reprendre sans cesse l'étude de chaque phase du système afin d'en évaluer l'efficacité et il y a lieu de mettre au point des méthodes permettant l'assimilation des résultats de la recherche au fur et à mesure que celle-ci ouvre la voie à des méthodes plus efficaces.

La publication des résultats de la recherche est également importante. Le Canada peut ainsi contribuer à la mise en commun des connaissances acquises dans le monde entier à l'avantage réciproque de tous. La publication met les résultats de la recherche à la disposition d'autres travailleurs qui peuvent en vérifier l'exactitude. En outre, la publication de travaux de recherche permet au public de juger l'efficacité des services ».

Le Comité a énuméré de nombreux secteurs du domaine criminologique qui pourront être couverts par la recherche tel que la compréhension et la définition du crime, l'établissement des plans et des politiques, l'administration et les moyens d'action sur le comportement humain.

Pour résoudre les problèmes actuels de la recherche criminologique, le Comité a souligné qu'il incombe à tous les services policiers, judiciaires et correctionnels de donner leur appui à la recherche et de lui soumettre leur propre travail pour qu'une évaluation soit faite chaque fois que la chose est possible. Il a noté néanmoins que c'est aux gouvernements et aux universités à assumer la principale responsabilité.

« Les gouvernements ont tout particulièrement intérêt à encourager l'échange de renseignements positifs étant donné que le fonctionnement de la plupart des services leur incombe. Ils ont l'avantage de ressources financières importantes et ils disposent de quantité d'éléments de recherche dans leurs propres services. Cependant, il y a des limites au genre et à la portée des recherches qu'un service public peut diriger. Les chercheurs de l'État n'ont habituellement pas toute liberté pour publier les résultats de leurs recherches lorsque leurs conclusions entrent en conflit avec la politique gouvernementale. Il arrive souvent que les ministères se partagent un même domaine de juridiction, d'où la difficulté d'une étude complète des problèmes. Le troisième handicap du chercheur fonctionnaire est le besoin de parer aux difficultés que les services existants rencontrent jour après jour. Cela ne lui laisse pas beaucoup de temps ni de moyens pour la recherche fondamentale.

Remarquons que le genre de recherches qui peuvent être effectuées dans les services mêmes est assez restreint, les délinquants condamnés ne représentant qu'une des facettes des problèmes posés par le crime. C'est dans l'élément libre de la société en général qu'il faut rechercher les facteurs permettant de comprendre et de définir le crime.

Les avantages spéciaux dont jouissent les gouvernements : importantes ressources financières et éléments de recherche facilement disponibles, ils peuvent les transmettre aux universités. Les gouvernements sont en mesure de commanditer les recherches qu'ils ne sauraient entreprendre eux-mêmes et de mettre à la disposition de chercheurs qui ne sont pas fonctionnaires les fonds et la documentation de recherche qu'ils possèdent.

Ce sont les universités qui peuvent le mieux servir de centres où se ferait ce qu'on peut appeler la recherche pure. Les universités disposent d'un certain nombre d'avantages. Elles ont les installations nécessaires : bibliothèques, personnel compétent et techniques de recherche. Elles sont plus indépendantes et rien ne les oblige à opter pour un point de vue particulier.

Il est également essentiel que les universités mettent en œuvre un programme de recherches pour compléter l'enseignement qu'elles dispensent.

Il doit en être ainsi pour que les étudiants aient la possibilité de comprendre pleinement les problèmes en cause, de même que les résultats des recherches faites ailleurs. C'est également nécessaire pour tenir le personnel au courant des idées nouvelles et l'empêcher de s'enliser dans la routine.

Il y a lieu d'envisager la possibilité de rattacher les services correctionnels plus étroitement aux universités, à peu près de la même façon que les hôpitaux-écoles sont reliés aux universités qui possèdent une faculté de médecine. L'adoption d'une telle mesure contribuerait à l'avancement de la recherche tout en fournissant un service de formation. Ce serait également un moyen de combler partiellement le fossé qui sépare l'université et le service dans le domaine de l'orientation.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de recherches, chaque ministère de l'État engagé dans des travaux de criminologie devrait avoir une unité de recherches dont la fonction serait de maintenir la liaison entre les chercheurs et l'administration, d'établir des projets de recherches et des modalités d'utilisation des résultats de la recherche, d'agir comme agent de liaison entre les chercheurs des autres ministères et ceux des universités, de s'entendre avec les universités pour leur faire exécuter des recherches et d'administrer tout programme de subventions gouvernementales à la recherche. »

Le Comité a ensuite recommandé que le ministère du Solliciteur général et le ministère de la Justice entretiennent des centres de recherche qui assument leurs obligations dans ce domaine, ainsi que la mise sur pied d'un *Conseil canadien de la recherche criminologique* dont la direction ne relèverait pas du gouvernement fédéral, mais qui serait financé par lui, pour assurer la coordination voulue à l'échelle nationale.

Le Comité a recommandé également la création des comités consultatifs près du gouvernement fédéral et que ces comités soient chargés d'élaborer des programmes de justice pénale d'un vaste champ d'application.

CHAPITRE II

À notre avis l'examen du rôle de la recherche criminologique dans l'administration de la justice doit porter sur trois points principaux :

- a) Les différents types de la recherche criminologique.
- b) Les orientations de la recherche criminologique.
- c) Les méthodes de la recherche criminologique.

LES DIFFÉRENTS TYPES DE LA RECHERCHE CRIMINOLOGIQUE

Les termes qui désignent les différents types de recherche en criminologie sont très nombreux. On entend parler de recherche pure, fondamentale, appliquée, active, évaluative, expérimentale, exploratrice, opérationnelle, théorique, étiologique, conceptuelle, descriptive, corrélationnelle, clinique, statistique, comparative, culturelle, historique, etc.¹

Certains de ces termes comme par exemple *évaluative*, *étiologique*, *comparative* indiquent par eux-mêmes la nature de la recherche en question. D'autres comme *statistique*, *clinique*, *expérimentale*, *corrélationnelle* indiquent la méthode employée.

Examinons rapidement quelques uns des types principaux de la recherche criminologique.

La recherche opérationnelle

La Commission Katzenbach a conclu que « ... there must be much more operational and basic research into the problems of crime and criminal

¹ Notons qu'on peut diviser également les types de recherches selon leur durée en des recherches à long terme ou des études longitudinales qui exigent naturellement un gros investissement du capital de recherche et dont on n'attend les résultats qu'après une période relativement longue soit 10, 20 ou 30 ans ; et des recherches à court terme ou d'une courte durée allant d'un à 3 ans environ, après lesquels on aura les résultats de l'enquête.

administration by those both within and without the system of criminal justice ».

La recherche opérationnelle dans le domaine de la justice criminelle peut servir à plusieurs fins. Dans un document intitulé *Contribution de la recherche scientifique et des progrès techniques au domaine de la justice*, Sorès Inc. a souligné le rôle que peut jouer la recherche opérationnelle dans l'amélioration des opérations de la police, dans l'activité des cours de justice, dans la punition et la réhabilitation ou, finalement, pour réduire le coût et augmenter l'efficacité et le rendement du système de la justice.

Ainsi la recherche opérationnelle est à même de déterminer quand, comment et où utiliser les forces de police, ainsi que la manière de répondre à diverses situations normales ou exceptionnelles.

La recherche opérationnelle peut déterminer jusqu'à quel point les patrouilles préventives peuvent éviter le crime, comment doivent être alloués les effectifs de police selon le lieu et l'heure, quelles sont les tactiques optimales pour les patrouilles, etc.

Certaines techniques, impliquant l'élaboration et la manipulation de modèles mathématiques¹ sont susceptibles d'améliorer considérablement l'organisation et l'administration du système de justice et en plus, de permettre une analyse du coût et de l'efficacité de chacune des activités du système.

Pour répondre à la nécessité d'avoir un meilleur système d'information à tous les échelons de l'organisme de justice, un système intégré sur ordinateur pourrait être développé afin d'assister les forces de police, de faciliter l'investigation des crimes et de formuler un certain nombre de critères susceptibles de servir de base à l'imposition des sentences. Ce système permettrait également d'évaluer l'efficacité des programmes de réhabilitation, et partant, de les améliorer ; enfin, la collecte de statistiques complètes, cohérentes et d'un format standardisé permettrait un contrôle du crime infiniment plus efficace².

En guise de conclusion Sorès Inc. souhaite que les projets suivants soient entrepris au Canada :

- Amélioration de l'efficacité des opérations de police et simulation des activités des forces de police.

¹ Voir là-dessus M.E. Wolfgang et H. Smith (1966) *Mathematical methods in criminology*, *International Social Science Journal*, 18, 2, 200-223.

² Voir le document ci-haut mentionné préparé par Sorès Inc. et intitulé *Contribution de la recherche scientifique et des progrès techniques au domaine de la justice*, Montréal, avril 1967.

Voir également l'article de Thomas H. Sheehan intitulé « An application of management services to criminal justice », publié dans *Tempo*, vol. 14, no 2, June 1968, 13-21.

- Établissement d'un système de contrôle et de commande des opérations de la police, assisté par ordinateur.
- Établissement d'un modèle de simulation des activités des cours de justice.
- Mise au point d'un système permettant d'établir le traitement correctionnel approprié au délit et aux caractéristiques du délinquant.
- Analyse du coût et de l'efficacité du système de justice.

La recherche évaluative

La tendance se généralise en sciences humaines de chercher à savoir si ce que l'on fait est utile ou non. En d'autres termes on essaye d'évaluer l'efficacité et la rentabilité de toute action pratique sur l'humain. C'est cette exigence d'évaluation qui exprime tout le rapport actuel entre recherches pures et recherches appliquées dans le domaine des sciences humaines.

Mais la recherche évaluative, c'est-à-dire la recherche qui a pour but d'évaluer les résultats et de mesurer l'efficacité et la rentabilité des sanctions pénales, des traitements, des méthodes de resocialisation et des moyens de prévention est relativement récente en criminologie.

« En criminologie, on n'a généralement ressenti le besoin d'une recherche évaluative que depuis 15 ou 20 ans : c'est pourquoi, jusqu'à présent, peu de travaux ont été dirigés en ce sens. D'ordinaire, il y a un décalage entre la prise de conscience d'un besoin social, le financement d'un organisme pour s'en occuper et la solution du problème ¹. L'histoire démontre que les régimes correctionnels ont choisi délibérément de ne pas tenir compte de la recherche ou alors, qu'ils ne s'en sont guère préoccupés. Tout au plus ont-ils suivi, avec bien des hésitations, les suggestions de la recherche ; ils n'en ont presque jamais entrepris, et n'ont pas tenté de l'intégrer à leurs travaux. ² »

Jusqu'à présent, les méthodes correctionnelles ont évolué indépendamment de toute conduite scientifique, elles découlaient presque entièrement de considérations arbitraires. Ces considérations sont nées des notions humanitaires entretenues depuis le XVIII^e siècle.

¹ Voir M.E. Wolfgang (1965) *État actuel des recherches sur l'évaluation statistique des programmes de traitement*. Rapport général présenté au V^e Congrès international de Criminologie, Montréal, (miméographié).

Voir également D. Glaser (1964) *The effectiveness of a prison and parole system*. Indianapolis : Bobbs-Merrill Co. Inc.

L. Wilkins (1965) Evaluation of Penal Treatments' in *Sociological Studies in the British Penal Services*, edited by Paul Halmos (Sociological Review Monograph no 9).

L. Wilkins (1969) *Evaluation of Penal Measures*. N.Y. Random House.

J.E. Hall Williams (1966) Evaluating penal methods, *International Social Science Journal*, 18, 2, 162-175.

² Wolfgang, *op. cit.* p. 7.

Il y a quelques années l'ancien ministre de l'Intérieur de la Grande Bretagne, le très honorable R.A. Butler, dans une conférence sur la *réforme pénitentiaire et la recherche*¹ a déclaré que le but ultime est d'étudier les meilleures méthodes pour traiter les délinquants. « Tout cela, déclare-t-il, met en relief la nécessité de faire des recherches d'une envergure jamais atteinte dans notre pays. » D'ailleurs, le double rôle de prévention et de correction que remplit un système pénal devrait démontrer clairement que « nous avons besoin de connaître de façon plus scientifique les effets du traitement pénitentiaire appliqué au délinquant, et la mesure dans laquelle le système pénal dans son ensemble exerce un effet préventif² ».

Le but de la recherche, a déclaré également M. Butler, est « de voir à ce que les ressources accrues du système pénal soient utilisées le plus avantageusement possible, et de porter les lumières de la raison dans les problèmes fondamentaux du traitement pénitentiaire qui ont été si souvent par le passé le champ de bataille de l'émotion et des préjugés³ ».

Dans quelle mesure les fonctionnaires doivent-ils utiliser la restriction, la contrainte, la privation, l'emprisonnement, et laquelle de ces mesures faut-il employer ? Voilà des domaines caractéristiques qui se prêteraient bien à la recherche. Les études sur les méthodes de décision ne sont pas nouvelles en socio-psychologie, mais la criminologie n'a pas réussi jusqu'ici à utiliser toute la technologie scientifique disponible pour examiner la multitude de postulats qu'impliquent ces pouvoirs de décision. Alors qu'il est peut-être vrai que la bureaucratie s'est substituée de plus en plus au dilettantisme dans l'administration de la justice et des institutions pénales, on a apporté très peu d'amélioration au fondement scientifique des jugements portés au stade critique de la discrétion ; ou encore, là où existent des points d'appui tirés de l'expérience, un faible emploi de ces derniers a été rapporté⁴.

Dans l'étude déjà mentionnée de M. Butler l'auteur a fait remarquer que « la vitalité d'un régime pénal dépend de deux éléments : l'auto-critique et l'exploration ; il est donc important que ceux qui s'occupent directement du traitement des délinquants travaillent aussi à l'évaluation des résultats du traitement ; ils ne doivent pas avoir le sentiment que leur travail constitue simplement un sujet d'étude pour d'autres personnes qui ne partagent pas leurs responsabilités⁵ ».

De son côté le gouvernement de la Grande-Bretagne a déclaré dans un livre blanc intitulé *Penal Practice in a changing Society* : « Ce ne sont

¹ R.A. Butler (1960) *Penal Reform and Research*, Eleanor Rathbone Memorial Lecture, Liverpool University Press.

² *Ibid*, p. 3.

³ *Ibid*, p. 3.

⁴ Wolfgang, *op. cit.*, p. 25, 26.

⁵ Butler, *op. cit.*, p. 4.

pas nécessairement les organismes officiels qui font les meilleures recherches. L'attitude, la formation et le milieu du travailleur social lui procure des avantages dont le personnel d'un ministère de l'État ne peut profiter que dans certains genres de recherche. D'autre part, un ministère qui, sur le plan pratique, est en rapport quotidien avec les réalités du traitement pénal, qui est libre de consulter certains dossiers inaccessibles aux travailleurs de l'extérieur, a un rôle à jouer. Le travail qui se fait et qui doit se faire est donc partagé entre les organismes spécialisés et les organismes officiels qui œuvrent en étroite collaboration ¹ ».

L'importance et la nécessité de la recherche évaluative sont donc évidentes. Comme Wolfgang l'a affirmé au cours du V^e Congrès international de Criminologie (Montréal, 1965) « quand le pouvoir politique définit des programmes, tente des expériences, elle (la criminologie) s'interroge sur leur valeur scientifique, non seulement du point de vue théorique mais sur le plan des résultats concrets. Car une des directions les plus récentes de la criminologie scientifique est celle de la recherche évaluative des divers traitements. Il s'agit d'apprécier leur efficacité respective, d'en dégager les résultats ». Nous pouvons donc réitérer les conclusions formulées à la fin du congrès au sujet de la recherche évaluative :

- 1 — intensifier et perfectionner la méthode quantitative pour évaluer les résultats thérapeutiques et éducatifs ;
- 2 — perfectionner les méthodes de traitement ;
- 3 — réaliser l'action thérapeutique et l'évaluation quantitative dans une intégration de travail d'équipe.

La recherche de prédiction ou la recherche prévisionnelle

Les débuts de la prédiction, comme l'a souligné Wilkins (1967) ont été marqués par la controverse et aujourd'hui encore il existe un manque d'accord notable en criminologie en ce qui concerne ce secteur de travail, aussi bien de la part de ceux qui établissent les tables de prédiction et cherchent à les défendre que de ceux qui pourraient utiliser les informations ².

Nous pouvons définir la recherche de prédiction comme étant la recherche qui vise à prédire, à partir de critères déterminés à l'avance, la délinquance ou la récidive. Cette définition simpliste nous permet de distinguer deux types différents d'études prédictives ou prévisionnelles :

¹ *Penal Practice in a changing society*. H.M.S.O., 1959, p. 5.

² Voir L. Wilkins (1967) Ce que signifient les faits et les chiffres dans *l'Efficacité des peines et autres mesures de traitement*. Strasbourg : Conseil de l'Europe.

- a) La recherche qui a pour but d'évaluer la probabilité de devenir délinquant, c'est à dire de prévoir la délinquance future d'enfants âgés de 6 à 7 ans. Il s'agit donc ici de découvrir les prodromes de la délinquance, les signes dangereux qui annoncent le début d'une carrière criminelle ¹.
- b) La recherche qui vise à évaluer la probabilité de récidive, c'est-à-dire de prévoir le comportement futur de personnes déjà délinquantes. Une telle évaluation pourrait être faite soit avant le jugement (pour aider le juge à prononcer la sentence appropriée) soit avant la libération (pour aider les autorités qui décident de la libération conditionnelle).

La signification pratique de la prédiction et son importance quant à la décision, ou à la prévention sont si évidentes qu'il sera superflu de les élaborer. Cependant, nous devons admettre que la recherche de prédiction en criminologie est encore à ses débuts, et les résultats obtenus jusqu'à présent sont encore loin de permettre un usage systématique des tables de prédiction dans les secteurs ci-haut mentionnés quoique les connaissances déjà acquises dans ce domaine soient très prometteuses.

Il est vrai que les juges, les magistrats, les individus en charge des établissements pénaux ou de la libération conditionnelle ont toujours essayé au cours des années, consciemment ou inconsciemment, de faire de la prédiction, mais il s'agissait surtout de jugements subjectifs ou de généralisations basées sur l'expérience personnelle et ce n'est que très récemment que les études scientifiques et systématiques sur la prédiction ont commencé.

La première étude de prédiction en criminologie à être généralement considérée comme telle, est celle de Warner publié en 1923 ². Cette étude fut suivie des travaux de Burgess, des Glueck, de Ohlin, de Wilkins et Mannheim, de Gottfredson et Ballard et autres.

Pour construire les tables de prédiction on utilise plusieurs critères. Pour prédire le comportement futur des enfants les Glueck se sont basés surtout sur :

- a) certains facteurs familiaux,
- b) des traits de caractère déterminés par les tests Rorschach,
- c) et certains traits de personnalité révélés au cours d'entrevues psychiatriques.

Lorsqu'il s'agit de prédire le comportement futur des personnes déjà délinquantes, la conduite délinquante antérieure devient un critère important qui s'ajoute aux critères utilisés.

¹ Les efforts des Glueck dans ce domaine sont à souligner. Voir leur livre : *Unraveling Juvenile Delinquency*. N.Y. Commonwealth Fund (1950).

² S.B. Warner (1923), Factors determining parole for the Massachusetts Reformatory, *Journal of Criminal Law and Criminology*, 14, pp. 172-207.

Les tables de prédiction peuvent être utilisées pour prédire le comportement d'un groupe ou pour prédire des cas individuels, c'est-à-dire la conduite d'un individu. On a constaté que la prédiction massive fournit souvent de meilleurs résultats que la prédiction individuelle.

Les études de prédiction ont suscité beaucoup de critiques. On leur reproche d'être déterministes et d'impliquer une séquence fixe de cause et d'effet, de nier l'existence de la « libre volonté ». Pour appuyer leurs arguments, les critiques soulignent que dans les questions humaines, le caractère d'indétermination et d'incertitude dépasse toute prédiction qui serait possible.

Wilkins (1967)¹ a répondu aux critiques en déclarant que la notion d'incertitude est fondamentale pour la méthode statistique mais que cette incertitude peut être traitée. De plus, à mesure que la connaissance progresse, le degré d'incertitude peut diminuer, sans atteindre toutefois le point zéro.

Quant à l'objection qui veut que les méthodes de prédiction utilisent des facteurs de base pour fournir des évaluations de comportements futurs et qu'elles sont, par conséquent, statiques et incapables de tenir compte des changements des conditions sociales ou personnelles des délinquants, Wilkins note que dans les évaluations subjectives, les facteurs de base sont également utilisés. Il peut, en plus, exister des cas dans lesquels un modèle statique est plus approprié qu'un modèle « dynamique ». Le genre de modèle à préférer, ou même valide, dépend du type de problème posé et de la nature des solutions trouvées.

Wilkins a conclu que « les connaissances que nous possédons ont des applications limitées mais puissantes. Il semble que nous puissions utiliser au mieux ces connaissances ainsi que d'autres comme une procédure de filtrage — nous pouvons indiquer quels nouveaux systèmes, traitements et procédures seront probablement inefficaces et nous pouvons fournir un cadre rationnel pour le rejet d'un grand nombre de propositions courantes. Jusqu'à présent, notre connaissance nous aide peu à fournir une orientation certaine sur ce qui doit être fait, mais elle est plutôt utile pour suggérer ce qui ne doit pas être fait »².

La recherche active³

Le terme recherche active (*action research*) dû au psychologue Kurt Lewin⁴ se caractérise par l'intégration dans un même processus de la

¹ Pour une discussion détaillée des arguments pour et contre la recherche de prédiction et pour une réponse aux critiques voir Wilkins, *op. cit.*

² *Ibid.*, p. 89.

³ Ce court exposé sur la recherche active est basé principalement sur l'article de M. J. Vérin (1969) « La recherche active en criminologie. »

⁴ Nous suivons ici l'opinion de M. J. Vérin (1969) exprimée dans son article intitulé « La recherche active en criminologie », *Revue de Science criminelle et de Droit*

recherche, et de l'action destinée à provoquer un changement social. « La recherche qui ne produit que des livres ne suffit pas » écrit Kurt Lewin en 1948. Lewin tient pour essentiel de maintenir unies, comme en un triangle, action, recherche et formation, dans l'intérêt même de chacun de ces éléments.

Spencer (1964)¹ a précisé que trois éléments essentiels distinguent la recherche active, d'autres formes voisines. Ce sont :

- une collaboration étroite entre chercheurs et profanes ;
- une approche centrée sur un problème à résoudre ;
- l'intention de contribuer à changer une situation existante.

Henri Michard a affirmé la nécessité d'associer la recherche et l'action dans l'étude de la délinquance juvénile que ce soit au niveau de la connaissance objective du phénomène, au niveau de la prévention, du traitement, ou de l'évaluation des résultats, au niveau même des modalités de formation du personnel. « C'est ce type de recherche engagée dans l'action, par l'action et pour l'action, que sociologues et pédagogues ont dénommé *la recherche active* ². »

M. Vérin³ fait remarquer que si l'on parle de plus en plus de recherche active en criminologie, on y a peu recours, en définitive, en dehors tout au moins du champ de la prévention de la délinquance juvénile. C'est ainsi que l'on ne trouve aucun projet de recherche active dans les derniers recensements effectués par le Conseil de l'Europe⁴ dont les rubriques « programmes d'action » et « réalisations-modèles » sont demeurées vides.

Il est superflu d'affirmer le rôle de la recherche active en criminologie. Rien ne peut illustrer mieux l'importance de ce rôle en sciences sociales que les paroles de Kurt Lewin qui dit :

« Une administration sociale rationnelle procède à la façon d'une spirale de cercles comprenant chacun projet, action et recherche des résultats de l'action. » « Le simple diagnostic d'une situation donnée ne suffit pas.. il

pénal comparé, 24, 2, 449-465. Voir également A.M. Rose (1956) *Theory and Method in the Social Sciences*, p. 169. Pour l'histoire du terme voir l'échange de lettres entre Z. Toeman et Laura Thomson, in *Scientific Monthly*, 70, mai 1950, p. 345-346.

¹ J. Spencer (1964) *Stress and Release in an Urban Estate, a Study in Action Research*. London : Tavistock.

² H. Michard (1965) Problèmes posés par l'insertion de la recherche active dans un contexte institutionnel. Communication au Ve Congrès international de Criminologie, dans *Annales de Vauresson*, 1965, p. 199-207.

³ *Ibid.*, p. 449.

⁴ Conseil de l'Europe, C.E.P.C., Échange international d'informations sur les projets de recherches criminologiques dans les États membres, nos 5, 6 et 7.

faut le compléter par des études expérimentales comparatives de l'efficacité des différentes techniques de changements¹. » À l'affirmation précédente M. Vérin ajoute que « de leur côté les sciences sociales ne peuvent se passer du stade de la vérification expérimentale des hypothèses ; elles doivent inclure, à côté de l'analyse théorique, mathématique et conceptuelle, la description des faits, et « *par-dessus tout, les expériences de changement social effectuées en laboratoire ou sur le terrain* »².

Comme exemples de la recherche active menée aux États-Unis dans le domaine de la prévention de la délinquance juvénile, citons le mouvement *Mobilisation for Youth* de New York, le *Chicago Area Project* et la *Cambridge-Sommerville Youth Study*.

M. Vérin se demande si la recherche active peut être appliquée en matière judiciaire. Il note que certaines objections d'ordre éthique peuvent s'y opposer. Il donne cependant l'exemple des juges américains qui n'ont pas hésité à participer à des expériences contrôlées portant sur diverses formes de traitement, en soumettant des modalités de leur sentence à l'effet du hasard. C'est ainsi que dans le projet né à Provo, dans l'Utah, le juge qui avait placé un jeune délinquant en probation choisissait ensuite au hasard, parmi plusieurs enveloppes, le papier qui décidait si l'intéressé effectuerait sa probation de façon ordinaire, ou s'il aurait l'obligation de fréquenter un centre particulier. De même dans le *Community Treatment Project* de la « California Youth Authority » les jeunes délinquants primaires condamnés sont affectés au hasard, soit à un groupe expérimental libéré immédiatement sur parole avec surveillance intensive au sein de la communauté, soit à un groupe de contrôle qui subit dans une institution le traitement habituel.

Notons finalement que si la nature de la recherche active ne lui permet pas de bénéficier de méthodes scientifiques rigoureuses, son dynamisme lui permet, par contre, bien mieux qu'une recherche purement statique d'atteindre la réalité profonde des phénomènes.

D'autre part la recherche active apporte de précieuses contributions à l'action lorsqu'elle lui est réellement incorporée au lieu de paraître seulement la critiquer de haut. Elle lui fournit tout d'abord ce « *feed back* » indispensable pour corriger de façon continue sa direction en fonction des résultats obtenus. Elle encourage en même temps l'homme d'action lui-même à prendre une attitude expérimentale, à accepter une remise en cause permanente de ses méthodes, à refuser, comme l'a écrit Michard, que l'institution se constitue en un monde clos.

Elle dote également l'action sociale de la théorie qui lui est nécessaire pour avancer. Elle valorise le travail des praticiens associés à la recherche

¹ Cité d'après J. Vérin, *op. cit.*, p. 450.

² *Ibid.*, p. 450.

et garantit que l'étude sera formulée en des termes qui auront un sens pour eux, qu'ils en comprendront les résultats et en accepteront plus facilement les implications et les intégreront dans leur travail. Finalement, la recherche active provoque l'ébranlement initial qui entraînera le mouvement ¹.

La recherche fondamentale

Selon M. Pinatel ², la recherche fondamentale est celle

- 1) qui a pour fin d'augmenter la connaissance scientifique par l'exploration et la clarification des aspects théoriques de la criminologie ;
- 2) dont le but immédiat n'est pas l'amélioration et la correction d'un état de fait ;
- 3) dont le financement n'est pas conditionné par son application à des situations concrètes.

La recherche fondamentale est donc une recherche pure, une recherche désintéressée.

Il existe une tendance à contester l'utilité de la recherche fondamentale en criminologie et à minimiser l'importance de cette recherche par rapport à la recherche appliquée. Ainsi M. Ley, au Colloque de Bruxelles organisé par la fondation internationale pénale et pénitentiaire (1962), a soutenu que la recherche appliquée était la seule valable en criminologie.

Comme le fait remarquer M. Pinatel une telle opinion est erronée, car la recherche fondamentale est, en criminologie comme ailleurs, la condition indispensable à l'avancement de la science. Il serait plus exact, écrit-il, de dire qu'il existe des liens étroits entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée en criminologie. De fait, des données dégagées par la recherche fondamentale peuvent être reprises sur le plan de la recherche

¹ Voir J. Vérin, *op. cit.*, p. 463-464.

² Voir J. Pinatel (1967) Programmes et méthodes en recherches fondamentales, dans *Études relatives à la recherche criminologique*, vol. I Publications du Conseil de l'Europe.

Selon M. Lodge (1964), la recherche pure est l'étude de sujets portant sur les problèmes courants à l'exclusion d'une étude directe du problème lui-même. Ainsi la recherche pure en criminologie, peut inclure des travaux de psychologie, sociologie, génétique, biochimie, statistique, pathologie, droit et nombreux autres sujets. Ces études peuvent être effectuées dans des universités mais pas nécessairement uniquement dans les universités, car le plus souvent elles ne nécessitent pas une vaste organisation et parce qu'il n'est pas essentiel que ces activités soient coordonnées, chaque travailleur pouvant effectuer sa tâche isolément.

Voir Lodge (1964) La recherche sur le plan de la criminologie en Angleterre et au pays de Galles, dans *l'Équipement en criminologie*, les Actes du XIV^e Cours international de Criminologie. Paris : Masson, p. 162.

appliquée. L'œuvre des Glueck aux États-Unis constitue un bon exemple dans cet ordre d'idées. Les résultats de leurs études comparatives et suivies ont servi de base à l'élaboration de leurs tables de prédiction, qui sont des instruments cliniques.

Les directions de la recherche fondamentale sont au nombre de trois : la première s'inspire des sciences exactes, la seconde de l'histoire naturelle de l'homme, la troisième des sciences culturelles. Cette diversité de directions soulève essentiellement le problème de la coordination et l'on fait face ici à deux courants opposés : l'un insistant sur la nécessité de laisser aux chercheurs la plus grande initiative et, le second, au contraire, affirmant qu'il fallait dans une certaine mesure planifier la recherche.

Quoique la tendance semble se diriger vers la planification, il faut souligner que planification ne veut pas dire contrainte autoritaire.

La recherche étiologique

La recherche étiologique est la recherche qui a pour but d'établir les causes de la criminalité et la délinquance ou au moins les facteurs associés à ces phénomènes. L'importance de cette recherche n'a pas été exagérée lorsque le livre blanc, *Penal Practice in a changing Society*, a déclaré qu'il est impossible de prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la délinquance sans mieux en connaître les causes.

Les auteurs du XIX^e siècle fixaient à la criminologie la mission de trouver les causes du crime. Leurs formules peuvent paraître aujourd'hui assez naïves. Cependant, la recherche étiologique européenne reste plus ou moins une recherche pure.

Elle est effectuée par des chercheurs ou des équipes isolées qui ne sont pas attachés à vérifier des hypothèses criminologiques spécifiques et ne participent pas à un mouvement plus général des sciences du comportement.

Par contre les chercheurs américains « accrochent » souvent la recherche étiologique à un moment criminologique qui la fait glisser dans le domaine de la recherche appliquée (récidive, échec — réussite de la probation, de la parole, chez tel type de délinquant...). Ces chercheurs manipulent également des outils conceptuels (*le self-concept*, la sous-culture, etc.) et instrumentent leurs travaux de techniques empruntés aux sciences humaines fondamentales¹.

Il convient ici également de rappeler la distinction faite par Nils Christie² entre la prévention du crime et la recherche étiologique. Il s'agit surtout ici d'une différence d'étendue. La plupart des recherches sur la prévention du crime, et également sur le traitement, portent en même temps

¹ Voir G. Houchon (1967) La recherche sur l'étiologie du crime, dans *Études relatives à la recherche criminologique*, vol. I, Publications du Conseil de l'Europe.

² Voir N. Christie (1966) Recherches sur les méthodes de prévention du crime. *Revue internationale des Sciences sociales*, XVIII, 2.

sur l'étiologie, mais la prévention du crime ne recouvre naturellement qu'une petite partie de tout le domaine de l'étiologie.

Les raisons qui justifient la recherche étiologique en criminologie sont multiples. Mais la plus importante c'est peut-être que les résultats de cette recherche enrichiront nos connaissances du phénomène criminel et nous fourniront des bases solides pour élaborer notre politique criminelle et nos méthodes de traitement et de prévention.

Notons toutefois que la notion de cause tend à être remplacée par la notion de facteur car en sciences sociales il est difficile, sinon impossible, de parler d'une causalité directe, d'une relation directe de cause et effet comme cela existe en sciences naturelles. Au lieu de parler des causes on parle plutôt des facteurs dont l'ensemble est apte à produire le phénomène en question.

De son côté M. Pinatel ¹ a déclaré que « l'utilisation du terme de cause en criminologie supposerait qu'on individualise la relation entre l'objet et les faits d'une manière certaine. Il s'ensuit donc que la notion de cause ne peut être employée à priori, mais seulement comme l'aboutissement d'une recherche. À la limite, l'évolution des attitudes des spécialistes des sciences humaines, face à la notion d'étiologie du comportement peut se résumer par cette proposition de F. Duyckaerts : c'est l'observation des fréquences et non la découverte des causes qui intéresse la science. Celle-ci cherche à déceler les habitudes du monde physique et social... Si les phénomènes passés peuvent utilement nous renseigner sur les phénomènes à venir, c'est que le monde phénoménal a des habitudes ou des allures privilégiées... Il est d'ailleurs aisé de voir qu'une loi est une habitude du monde physique ou social que nous dotons d'un exposant métaphysique parfaitement inutile ».

Malgré l'importance évidente de la recherche étiologique en criminologie, une tendance qui tend à se manifester depuis quelques années cherche à en diminuer la valeur. En réaction contre l'attitude adoptée par les vieux criminologues (qui réservaient à la recherche étiologique une place importante dans leurs travaux) voici que se manifeste une nouvelle conception défendue le plus souvent par de jeunes spécialistes des sciences sociales. Pour eux, ce qui est essentiel ce n'est pas d'étudier les causes ou les facteurs de la criminalité mais plutôt d'étudier et de concentrer les efforts sur les méthodes du traitement et de la prévention. À notre avis, une telle attitude n'est pas justifiée car, comme nous l'avons souligné plus haut, il est impossible de trouver des méthodes de prévention ou des remèdes efficaces au problème du crime sans une connaissance adéquate des causes ou des facteurs sous-jacents.

¹ Voir le rapport de M. Pinatel (1963) à la première conférence des directeurs d'Instituts de Recherches criminologiques, Strasbourg, 9-12 déc. 1963. Cité d'après G. Houchon, *op. cit.* p. 46.

La recherche comparative

Durkheim estimait que la recherche comparée représente la « voie royale » des recherches en sciences sociales. Tarde publiait à la fin du XIX^e siècle un petit ouvrage intitulé *la Criminalité comparée*. Cet ouvrage représente un des tout premiers essais dans ce domaine. Au cours de la même période, en dehors de la perspective sociologique théorique, seul Lombroso — dans le domaine de l'anthropologie physique et de la médecine — a jeté les premières bases des comparaisons interculturelles en criminologie.

Cependant, jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, ces études se révélèrent assez limitées et hétérogènes. De plus, elles ne reposaient pas sur des fondements factuels précis. Les statistiques criminelles en particulier étaient absentes ou fausses. Ensuite, les problèmes « pratiques » de la criminologie prenant le dessus, les perspectives trop générales et théoriques de Durkheim et Tarde sont abandonnées. Et entre les années 30 et 60, les préoccupations des chercheurs se tournent vers les problèmes plus « immédiats » de la correction et de la resocialisation des criminels, ou encore vers des questions de pénologie ou d'administration judiciaire, avec le résultat que les données obtenues sont toujours très limitées à un contexte précis et très rarement susceptibles de généralisation dans une perspective comparative.

Autour des années 60 on assiste à un timide retour aux sources. Le problème de la recherche comparative en sciences sociales et les problèmes « universels » de la criminologie commencent à attirer de nouveau l'attention des chercheurs.

C'est ainsi que l'assemblée générale de l'UNESCO à sa onzième session s'est saisie de la question et a adopté une résolution-programme [3.42 (c)] afin de « faciliter l'étude de théories et de concepts de base, aussi bien que de méthodes et de techniques, dans la recherche interculturelle en sciences sociales et de publier ou d'arranger la publication des résultats ».

Au Congrès de La Haye en 1960, Sheldon Glueck suggère des recherches « destinées à découvrir les universaux étiologiques opérant comme agents causaux, indépendamment des différences culturelles parmi les pays différents ¹ ». Le Congrès de Topeka de 1966 en examinant les « facteurs culturels de la délinquance » représente le premier pas fait dans cette direction ².

On ne doit pas oublier cependant que la recherche comparative en criminologie, si importante et si utile soit-elle, devait surmonter de nombreux

¹ S. Glueck (1964) Wanted, a comparative criminology, in *Ventures in Criminology*. London : Tavistock publications.

² Gibbens T.C.N. et R.H. Ahrenfeld (1966) édit., *Cultural factors in delinquency*. London : Tavistock publications.

obstacles et résoudre plusieurs problèmes. La recherche comparée se heurte plus que toute autre à des difficultés particulières autant en raison des variables sociologiques, historiques et philosophiques, qu'à cause des difficultés de comparaison des données statistiques dont les modes de compilation de base ne sont pas uniformes à l'intérieur de certains pays et à plus forte raison pour les divers pays. Toutes ces difficultés ne doivent pas toutefois décourager les efforts qui commencent à être entrepris dans cette direction et les fruits que pourraient porter de telles recherches sont dignes de tentatives sérieuses pour résoudre les problèmes d'ordre méthodologique ou pratique.

C'est ainsi qu'en 1969 l'Université de Montréal en collaboration avec la Société internationale de Criminologie a mis sur pied un Centre international de Criminologie comparée ayant pour but de promouvoir les recherches comparatives dans les domaines de la criminologie et de l'administration de la justice criminelle. La création du Centre représente une étape importante dans l'évolution du mouvement scientifique international.

En effet l'institutionnalisation des échanges et des recherches universitaires dans une perspective comparée dote le champ de la justice criminelle d'un outil de choix pour procéder à une standardisation des recherches, et de projets des réformes législatives, qui peuvent bénéficier des expériences de divers pays.

Le Centre international de Criminologie comparée est destiné à

- a) compiler les données concernant les principales tendances de la criminalité qui préoccupent tout particulièrement les autorités publiques et les sociétés ou corporations intéressées, de par leurs fonctions, à ces problèmes ;
- b) comparer et évaluer l'orientation des réformes de la justice criminelle ;
- c) établir une banque d'instruments de recherches utilisés dans les divers pays concernés ;
- d) étudier et comparer les modes de formation du personnel spécialisé ;
- e) étudier et comparer les modes de prévention en vigueur ;
- f) examiner, comparer et évaluer les modes de traitement des délinquants juvéniles et des criminels adultes ;
- g) examiner, comparer et analyser les résultats obtenus en fonction des diverses méthodes de réhabilitation utilisées.

CHAPITRE III

ORIENTATION DE LA RECHERCHE CRIMINOLOGIQUE

À notre avis, la recherche criminologique doit s'orienter vers trois secteurs principaux :

- l'étude des criminels, de la criminalité et des victimes,
- l'étude de la justice répressive,
- l'étude de la prévention du crime,
 - méthodes de prévention directe,
 - méthodes de traitement des délinquants.

Les recherches sur les criminels, la criminalité et les victimes

La criminalité, ses manifestations comme ses auteurs, font encore l'objet d'une connaissance imparfaite, que ce soit au niveau scientifique ou à celui des institutions chargées de les traiter.

Cela tient notamment au fait que dans la plupart des pays, les services chargés de traiter le problème criminel n'ont eu jusqu'ici à leur disposition que des matériaux d'une valeur scientifique limitée, telles que les statistiques, pendant que dans le cadre universitaire l'absence de moyens et de coordination ont souvent entravé le développement des initiatives. C'est dans ces conditions que les administrations responsables de la prévention de la criminalité et du traitement des délinquants ont notamment, depuis quelques années, suscité la création de services de recherche comme le service de recherche créé au sein du ministère fédéral du solliciteur général.

Depuis quelques années, la recherche criminologique ne se limite plus à l'étude des criminels et de la criminalité et a envahi le domaine, jusqu'alors vierge, de la victimologie¹. L'étude de la personnalité de la victime, de ses particularités, l'examen de son rôle et de sa contribution à la genèse du

¹ Voir nos études sur la victimologie citées à la bibliographie.

crime, la découverte des rapports entre le délinquant et sa victime, l'analyse de leur fréquence et de leurs caractéristiques ouvrent des perspectives nouvelles à la recherche criminologique. La victimologie offre un point de vue original pour envisager le dynamisme de l'acte délictueux et assure une meilleure compréhension de l'acte et de son auteur. Elle offre un domaine vaste et vierge à des recherches scientifiques qui portent principalement sur les problèmes de prévention et de prophylaxie, mais qui ne négligent ni l'étude du phénomène criminel sous son aspect victimologique, ni l'étude de l'étiologie criminelle sous l'angle de la victime. La criminologie et la politique criminelle se trouveront sans doute enrichies par les résultats des recherches et par les connaissances acquises dans le domaine de la victimologie.

Les recherches sur la justice répressive

Dans ce domaine, l'intérêt principal est accordé au fonctionnement de la justice répressive et à sa réforme. Il s'agit avant tout de fournir aux juges les moyens de remplir leur mission. La crise de la justice criminelle que l'on constate à de multiples indices oblige à faire remonter le commencement de cette grappe de recherches beaucoup plus haut : il convient, en effet, de compter plus précisément l'activité judiciaire et de définir la fonction de justice dans la société occidentale contemporaine.

Dans cette recherche empirique du « What the legal system does and how », l'objectif est d'évaluer l'administration de la justice bien plus par ses résultats sociaux qu'en fonction de sa conformité à des schémas idéaux abstraits.

Les problèmes de la justice criminelle tirent essentiellement leur origine du fait que les structures de l'administration de cette justice apparaissent comme de plus en plus archaïques et inaptes à satisfaire les exigences de notre société et du fait que le contraste entre l'immobilisme ou du moins la lenteur de la transformation de ces structures et la rapidité de l'évolution sociale à laquelle celles-ci devraient constamment être adaptées augmente toujours davantage.

Pour connaître le rapport qui existe entre les structures dans lesquelles opèrent les juges et le contexte social auquel ces mêmes structures s'appliquent et pour rechercher les moyens aptes à corriger leur inadaptation, les disciplines traditionnelles technico-juridiques sont insuffisantes. *Il faut recourir à des recherches systématiques menées avec les instruments scientifiques nécessaires. Ces instruments proviennent des sciences sociales.* Cette pénétration des sciences sociales dans les domaines du droit et de la justice a donné naissance à plusieurs nouvelles branches de la psychologie et de la sociologie, telles que la psychologie judiciaire, la psychologie juridique, la sociologie du droit, la sociologie judiciaire et la sociologie juridique.

L'usage très répandu des méthodes mathématiques et statistiques en sciences sociales, a amené les sociologues à se poser la question de savoir si ces méthodes ne sont pas applicables à la science juridique et en administration de la justice. L'emploi de ces méthodes dans les domaines du droit et de la justice s'est avéré non seulement possible mais aussi très prometteur. À côté de la psychométrie et de la sociométrie, « la jurimétrie » a vu le jour.

Les recherches sur la prévention du crime

Les recherches sur les méthodes du traitement des délinquants entrent dans le cadre des recherches sur la prévention du crime puisque ces méthodes ont pour but de prévenir le crime en empêchant la récidive.

Mais un autre type de la recherche sur la prévention porte sur les méthodes de prévention directe qui visent la réduction des occasions et des possibilités de commettre le crime. Ces méthodes s'appliquent donc à l'égard des délinquants virtuels ou potentiels comme aux récidivistes. Ce type de recherche porte en plus sur les moyens de prévention communautaires par des actions dirigées contre les facteurs qui produisent ou favorisent la criminalité.

1) RECHERCHE SUR LES MÉTHODES DU TRAITEMENT DES DÉLINQUANTS

La recherche relative au traitement a fait des progrès remarquables depuis la dernière guerre mondiale. On dispose de nouvelles données et on a apporté des améliorations dans la méthodologie et dans les techniques. La plupart des études sur le traitement des délinquants est du type évaluatif et porte sur les effets du traitement du point de vue des repercussions sur le délinquant. Ces études se sont proposées d'établir dans quelle proportion les mesures pénales sont inefficaces contre la récidive et d'évaluer les raisons de cet échec.

Selon Hood (1967), il y a trois conceptions différentes de la recherche en matière de traitement. Les deux premières consistent à suivre les délinquants à partir du traitement et pendant une période spécifiée, de manière à étudier ceux qui « réussissent » et ceux qui « échouent » au moyen de divers critères. L'une de ces conceptions se concentre sur les délinquants qui ont suivi *un seul* traitement particulier, l'autre tend à comparer les résultats entre les différents traitements. La troisième conception est d'étudier le contenu du traitement en soi et de ses effets sur les attitudes, les valeurs et le comportement des délinquants¹.

¹ Voir R. Hood (1967). La recherche relative à l'efficacité des sanctions et des traitements, dans *Études relatives à la recherche criminologique*, vol. I, Conseil de l'Europe. Strasbourg, pp. 81-127.

Hood note que les progrès récents réalisés en méthodologie laissent espérer des résultats plus utiles pour les tribunaux et l'administration pénitentiaire que les généralisations ne l'ont été dans le passé. Il note en plus que la recherche en matière de traitement vise à mettre sur pied une politique sociale et non à l'imposer. Si nous nous préoccupons trop de pousser au maximum l'efficacité du traitement, nous risquons d'oublier les répercussions financières personnelles et sociales d'une telle politique. Pour qu'une telle politique puisse atteindre ses objectifs logiques, il faut procéder à une révision totale de notre conception de la justice. Ici Hood rappelle la proposition de Lady Wooton que le traitement soit constitué par l'action minimale permettant un succès raisonnable des mesures de prévention des délits. C'est au gouvernement, non aux chercheurs, qu'il incombe de décider de l'opportunité de telles mesures.

2) RECHERCHE SUR LES MÉTHODES DE PRÉVENTION DIRECTE

Les méthodes de prévention directe peuvent être divisées en deux catégories : méthodes de défense contre le crime et méthodes d'attaques contre les causes ou les facteurs qui favorisent la criminalité.

a) *Méthodes de défense contre le crime*

Ce sont les moyens directs employés par la police et les autres agents de sécurité pour empêcher la commission des crimes. Toutes les techniques de surveillance, de protection, de défense contre le crime et contre les criminels sont donc incluses.

L'industrialisation, l'urbanisation et les moyens modernes de transport et de communication ont produit des nouvelles formes de criminalité. Pour n'en citer que deux exemples, mentionnons le crime organisé et la piraterie de l'air. Les responsabilités des forces de l'ordre sont devenues plus difficiles et plus complexes. Il est devenu nécessaire que les organismes chargés de lutter contre le crime, pour qu'ils puissent faire face aux tâches croissantes et complexes qui leur incombent dans le monde moderne, mobilisent la science et la technique à leur service. Il s'ensuit qu'une bonne partie de la recherche criminologique devrait être orientée vers ce secteur qui offre des perspectives très prometteuses dans la bataille contre le crime.

b) *Méthodes de prévention communautaire*¹

Depuis quelques années, on note un recul relatif des techniques centrées sur l'individu, en d'autres termes, de la tradition médico-psychologique, prolongée et perpétuée par la plupart des services sociaux dont les traditions

¹ Voir D. Szabo (1968). Mesures de prévention sociale, dans *Criminologie en action*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

se sont créés durant l'entre-deux-guerres. Ces techniques ne sont pas du tout adaptées à la masse des cas, à la dimension et à l'échelle des problèmes tels qu'ils se posent actuellement. Seules les méthodes collectives, de type communautaire, ont quelque chance d'obtenir un rendement proportionnel à l'attente du public.

Cette approche communautaire a de multiples implications du point de vue stratégique : si c'est la communauté qui produit la délinquance, elle doit pouvoir sécréter les forces nécessaires pour rééquilibrer les effets des forces de désorganisation. Un *leadership* local, assisté par des experts venus de l'extérieur, est donc indispensable.

Grâce à la recherche scientifique, une évaluation doit être comprise dans chaque expérience : il est évident que des services élémentaires peuvent être assurés sans qu'il faille se préoccuper de leurs effets : venir en aide aux gens dans le dénuement, ne doit point être justifié « scientifiquement ». Mais l'effet des interventions plus complexes devra être mesuré et évalué afin que se constitue progressivement un patrimoine intellectuel qui, à l'instar des expériences cliniques, permettra une planification plus efficace des interventions futures.

Bref, l'attaque du problème de la criminalité et de la délinquance doit tenir compte de toute la structure socio-culturelle et doit être planifiée scientifiquement à l'échelle de la communauté ; soit dans le cadre des recherches expérimentales et actives, soit après des recherches exploratrices et des recherches étiologiques préalables.

Le programme de recherche de l'Institut national de « Law Enforcement and Criminal Justice » U.S.A.

Aux États-Unis, le bill Omnibus de 1968 (*Public Law 90-351*) a assuré la création au sein du ministère de la Justice d'un Institut national « of Law Enforcement and criminal Justice » avec un budget initial de dix millions de dollars pour l'exercice fiscal de 1969. La mission et le programme de l'institut tels qu'esquissés dans le document préparé par Alfred Blumstein, *et al* (nov. 1968) dresse un tableau des principaux domaines que doit couvrir la recherche criminologique (voir appendice II).

Le projet couvre 5 secteurs principaux chacun comprenant plusieurs sections :

A. PRÉVENTION DU CRIME ET RÉHABILITATION — RÉDUIRE LE BESOIN ET LE DÉSIR DE COMMETTRE UN CRIME

1) Identification et réduction des causes du crime :

- a) établir et mesurer les facteurs associés au crime y compris les facteurs économiques et sociaux, facteurs reliés à l'organisation physique et sociale des communautés, et facteurs génétiques et bio-chimiques ;
- b) recherche fondamentale sur le développement des systèmes de valeurs individuels à travers la famille, le groupe de pairs, moyens de communication (mass media), et les institutions ;
- c) évaluation des résultats des programmes (action programs) entrepris en vue de contrôler le crime (par exemple : campagnes d'éducation) ou pour d'autres fins (par exemple : programmes en vue de diminuer le chômage, programmes de bien-être) par rapport à la diminution de la criminalité ;
- d) développement d'une méthodologie pour l'évaluation des programmes sociaux ;
- e) analyse des causes et développement des troubles civils.

2) *Réhabilitation des délinquants :*

- a) développement des moyens de prédiction des modèles de la future conduite des délinquants tel qu'influencé par le traitement correctionnel et l'application de ces moyens aux futures décisions sur le traitement ;
- b) développement et évaluation des nouveaux programmes de traitement, comprenant des alternatives à la conviction et à l'emprisonnement et un emploi étendu des ex-délinquants et para professionnels ;
- c) développement et évaluation des nouvelles techniques de formation professionnelle pour les détenus et de programmes de placement vocationnel ;
- d) élaboration des projets d'établissements correctionnels exemplaires ;
- e) analyse des caractéristiques des délinquants.

B. *CONTRÔLE DU CRIME — AUGMENTER LES RISQUES ET LES DIFFICULTÉS DE COMMETTRE UN CRIME*

3) *Prévention directe du crime :*

- a) développement des techniques pour réduire les opportunités et les occasions de commettre les crimes : renforcer les objectifs (serrures de sécurité pour les automobiles, exigences pour des chèques et cartes de crédit, etc.), ou ;
- b) développement et examen des systèmes d'alarme et de surveillance ;
- c) études des facteurs intimidants et dissuasifs y compris la dissuasion différentielle des différents groupes de la population (par exemple : les jeunes, les ex-détenus, etc.) selon le type du crime ; la relation entre la probabilité d'appréhension et l'intimidation, analyse et évaluation des moyens d'évoquer le comportement rejeté ;

- d) analyse et expérimentation avec les stratégies et techniques des patrouilles de prévention ;
- e) analyse structurelle et attaque stratégique sur le crime organisé, trafic des drogues, et d'autres systèmes criminels ;
- f) développement et évaluation des plans, des tactiques et des techniques pour tuer dans l'œuf les émeutes éventuelles.

4) *Amélioration de la probabilité d'appréhension et de conviction des criminels :*

- a) analyses des facteurs qui mènent à l'appréhension par une étude des opérations policières ;
- b) développement des méthodes pour augmenter l'habileté et le désir du public de rapporter les crimes ;
- c) analyses des modèles des crimes ;
- d) développement des moyens pour une allocation plus efficace des ressources de patrouilles ;
- e) élaboration des meilleurs systèmes de commande et de contrôle ;
- f) développement d'un laboratoire pour simulation du contrôle normal et contrôle en cas d'urgence ;
- g) élaboration d'un réseau radiophonique de la police ;
- h) développement d'une nouvelle famille de radios portatives pour la police ;
- i) établissement des standards pour les radios de la police ;
- j) développement et évaluation des techniques de preuves et techniques criminalistiques ;
- k) développement des techniques modernes pour identification des empreintes digitales ;
- l) développement d'aides complémentaires aux ordinateurs pour les investigations policières ;
- m) développement des véhicules expérimentaux pour la police ;
- n) développement et évaluation des armes non mortelles ;
- o) évaluation des effets des décisions judiciaires passées et présentes sur les probabilités d'appréhension et conviction.

C. *AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE LA JUSTICE CRIMINELLE RÉDUIRE LES COÛTS D'OPÉRATION DU SYSTÈME*

5) *Amélioration du rendement et l'efficacité du système de la J.C. :*

- a) analyse des opérations totales du système de la justice criminelle ;
- b) amélioration de l'allocation des ressources en termes de temps, lieu et fonction ;

- c) étude du processus d'innovation et changement dans les organes de la justice criminelle ;
- d) développement des modèles d'information inter-juridictionnels et inter-gouvernementaux ;
- e) évaluation des moyens de réduire le temps (*court processing time*) ;
- f) développement des formats standards pour l'ordinateur (e.g. pour dossiers judiciaires) ;
- g) développement des programmes largement utiles pour l'ordinateur (e.g. pour allocation des forces patrouilles).

6. *Amélioration des relations entre le système de la justice criminelle et la communauté :*

- a) mesurer les attitudes et le comportement de la communauté et des officiers du système de la justice criminelle ;
- b) évaluation des innovations dans les projets démonstratifs des attitudes et du comportement de la communauté ;
- c) évaluation des effets des opérations du système de la justice criminelle sur les attitudes et le comportement.

7. *Amélioration de sélection et formation du personnel :*

- a) étude de la relation entre les qualifications requises et les emplois ;
- b) développement et évaluation des tests pour les emplois ;
- c) développement des standards pour le personnel et procédures d'évaluation ;
- d) développement des matériels et techniques de formation.

D. *PROGRAMME D'APPOINT*

8. *Établissement d'équipement pour les tests et le laboratoire d'évaluation :*

- a) établissement des standards pour le matériel et l'équipement ;
- b) examen et évaluation du nouveau matériel et du nouvel équipement ;
- c) contrôle et évaluation de la qualité des nouveaux produits ;
- d) appoint technique pour les investigations sur le terrain.

9. *Établissement et opération d'un centre des statistiques et de mensuration du crime :*

- a) collection, analyse et publication des statistiques globales du système de la justice criminelle ;
- b) entreprendre des enquêtes spéciales sur les statistiques ;

- c) enquêtes sur la victimisation pour réajuster la mensuration du crime rapporté.

10. *Établissement d'un institut majeur de recherche privée.*

11. *Provision pour l'appoint technique à l'administration du programme :*

- a) planification du nouveau programme ;
- b) évaluation du programme ;
- c) évaluation des propositions ;
- d) évaluation des projets ;
- e) dissémination des résultats du programme.

CHAPITRE IV

LES MÉTHODES DE LA RECHERCHE CRIMINOLOGIQUE

Les méthodes de recherche en criminologie sont assez multiples. Vu que le crime est un phénomène réel qui ne peut être reconnu que par des jugements empiriques fondés sur l'expérience, la criminologie appartient par conséquent au groupe des sciences *empiriques* qui utilisent la méthode inductive (en opposition aux sciences de l'*a priori*, qui procèdent par déduction, telles les mathématiques).

D'après Seelig (1951)¹ les voies par lesquelles les sciences empiriques établissent leurs jugements sont de deux sortes : *l'observation*, par laquelle un processus naturel est saisi selon un plan scientifique ; et *l'expérimentation* où les phénomènes à saisir sont provoqués par la création artificielle des conditions requises.

L'observation peut être faite au moyen de trois différentes méthodes d'enquête : 1) l'enquête individuelle, 2) l'enquête en série, 3) l'enquête en masse.

Le choix de la méthode dépend naturellement de la nature de la recherche en question. Pour la recherche étiologique par exemple, on peut procéder par la méthode différentielle ou la méthode de transformations corrélatives. Pour la recherche évaluative, les méthodes souvent employées sont les méthodes mathématiques et, surtout, la méthode des équations prévisionnelles qui consiste à établir une relation mathématique entre, d'une part, les éléments communs au passé de tous les délinquants soumis au traitement et, d'autre part, le critère de récidive. La recherche fondamentale utilise des méthodes empruntées à la biologie, la psychologie et la sociologie. Notons ici que la recherche statistique obéit moins à des préoccupations de recherche fondamentale qu'à des fins de recherche appliquée.

La question de la méthode en sciences sociales, en général, et en criminologie, en particulier, soulève beaucoup de problèmes et suscite de multiples discussions. L'un des thèmes de discussion se rapporte à l'orientation générale de la recherche. Faut-il donner la priorité à l'orientation dirigée vers les

¹ E. Seelig (1956) *Traité de Criminologie*. Paris : P.U.F.

problèmes, ou à l'orientation dirigée vers les *méthodes*? L'idéal serait, naturellement, d'étudier les problèmes d'importance fondamentale avec une méthodologie rigoureuse, mais cet idéal se montre souvent impossible; faut-il alors persister à étudier ces problèmes capitaux avec une méthodologie imparfaite, ou se borner à établir des problèmes d'ordre secondaire avec d'excellentes méthodes? Les partisans d'une criminologie scientifique penchent souvent pour cette dernière alternative. Cependant, en criminologie comme en médecine, le besoin de solutions pratiques urgentes peut prévaloir sur les desiderata de la théorie scientifique. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, autrefois, les partisans de Beccaria n'attendirent pas, pour commencer leurs réformes, que la science criminologique eût apporté des solutions aux problèmes qu'ils affrontaient. La tendance prédominante, en criminologie moderne, semble être l'orientation vers les problèmes, avec un effort particulier pour trouver des voies nouvelles afin d'améliorer la méthodologie.

On peut se demander pourquoi il est difficile, en criminologie, de s'attaquer aux problèmes fondamentaux avec des méthodes rigoureuses, tandis que ces dernières s'appliquent surtout aux problèmes d'importance secondaire. La raison en est principalement dans le caractère complexe de la criminologie. La criminologie étudie l'origine du phénomène criminel, or les causes du crime sont multiples, les unes étant d'origine psychobiologique, les autres d'origine sociologique. D'une part, il existe une criminologie générale, qui cherche à établir des lois universelles comme il en est dans les sciences physiques et naturelles et, d'autre part, une criminologie clinique, qui est la science du fait particulier, soit comme point de départ, soit comme domaine d'application des faits établis par la criminologie générale. Il résulte de là que la criminologie doit se servir de méthodes différentes, selon qu'elle étudie les causes biologiques ou les causes sociologiques du crime, et selon qu'elle travaille dans le domaine théorique et général ou dans le domaine clinique et individuel¹.

Nous voyons donc que la criminologie ne peut progresser que par la mise en œuvre d'une pluralité de méthodes. Ces méthodes seront, les unes empruntées à d'autres sciences (biologie, psychologie, psychiatrie, sociologie), d'autres propres à certains domaines de la criminologie au sens le plus large (criminalistique, pénologie). Cette pluralité des méthodes comporte des conséquences théoriques et pratiques importantes.

Du point de vue théorique, si la criminologie veut être plus qu'une mosaïque de données empruntées à des sciences auxiliaires, elle doit envisager le moyen d'effectuer la synthèse de ces données. À notre avis, la notion essentielle sur laquelle se base l'autonomie de la criminologie c'est celle de la finalité éthique qui dirige l'activité du criminologue. À ce point de vue,

¹ Voir H. Ellenberger et D. Szabo (1967). L'approche multidisciplinaire des problèmes de la criminologie, *Informations sur les Sciences sociales*, 6, no 5, pp. 95-114.

la criminologie se compare à la médecine et à la pédagogie : la médecine ne se conçoit pas sans son application au traitement et à la prévention des maladies ; la pédagogie n'a de sens que par son orientation éthique et son application au développement harmonieux de l'individualité de l'enfant. De même, la criminologie n'aurait aucun sens si elle n'était pourvue d'une *visée de valeurs* spécifique : sa finalité éthique se réalise par son application à la prophylaxie du crime, à la resocialisation (et, s'il y a lieu, au traitement) des criminels. Donc, les méthodes biologiques, psychologiques, psychiatriques, sociologiques et autres, employées par la recherche criminologique, doivent converger vers une synthèse, dont le principe directeur réside dans la visée de valeurs définies plus haut.

Du point de vue pratique, la pluralité des méthodes de recherches implique une conséquence importante, qui est le caractère multidisciplinaire de la plupart des recherches en criminologie. Certes, il existe des possibilités de recherche individuelle en criminologie, et beaucoup de découvertes importantes doivent le jour au labeur de savants travaillant isolément dans un domaine étroitement circonscrit (la statistique criminologique a été fondée par deux de ces isolés, Quetelet et Guerry). Mais plus les problèmes étudiés sont d'ordre général, plus l'approche pluridisciplinaire s'impose¹.

Les tâches à accomplir dans le domaine de la méthodologie et des techniques de recherche ont été résumées par Houchon (1967)² de la façon suivante :

- construction de techniques visant à étudier les phénomènes particuliers à la criminologie (exemple : l'étude du chiffre noir, de la statistique criminelle par des procédés d'ordre démographique, par des enquêtes individuelles, ou par des questionnaires distribués à des échantillons) ;
- application à la criminologie de certains outils empruntés directement aux sciences humaines (exemple : évaluation des effets de la situation carcérale sur la définition de situation de test par un détenu) ;
- spécification des techniques de recherche utile à la validation d'une théorie à vocation opérationnelle (exemple : construction des item d'un questionnaire visant à mettre en évidence la labilité émotionnelle).

¹ Voir Ellenberger, *op. cit.*

² Voir G. Houchon (1967). La recherche sur l'étiologie du crime, dans *Études relatives à la recherche criminologique*, vol. I, Conseil de l'Europe.

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

Dans ce bref aperçu de la recherche criminologique nous n'avons pas prétendu dresser un inventaire des recherches entreprises dans les différents secteurs de la criminologie. Tout au contraire, nous avons même évité de citer des exemples précis car aucun inventaire ne peut être exhaustif. Notre but principal était d'insister sur certains types de recherches et sur l'utilité et la nécessité de leur emploi dans le domaine de l'administration de la justice criminelle ou les domaines connexes. Cependant, cet aperçu, si bref soit-il, nous permet de tirer plusieurs conclusions :

1. La criminologie offre tous les caractères de la science future. Elle est le modèle d'une science en avance sur son temps, car elle est d'emblée polydisciplinaire. En ce qui concerne l'intégration scientifique et pratique, elle est sans doute la science la plus avancée. En effet c'est autour du phénomène criminel que la recherche criminologique s'organise. Cela conduit nécessairement à une forte unité. Unité imposée par l'objet et par la finalité de la connaissance engagée. Unité réalisée à travers et grâce à la diversité des actions : policière, judiciaire, pénitentiaire, pénologique, sociale... Ces interventions se font à des moments différents du processus social anticriminel. Elles sont également le fait de diverses disciplines : médecine, sociologie, psychologie, etc. ¹
2. L'enseignement de la criminologie au premier niveau, que ce soit à l'université ou aux C.E.G.E.P., doit répondre aux besoins du marché du travail en fournissant aux organismes chargés de la lutte contre le crime ou du traitement des délinquants des personnes qualifiées aptes à remplir les postes qui existent actuellement ou qui seront créés à l'avenir au sein de ces organismes.

¹ Voir J. Susini (1963). Police et Criminologie, *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 18, 2, 388-397. — et du même auteur (1968), Le bureau de la criminologie et des sciences humaines de la police nationale, *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 23, 3, 679-687.

Par contre, l'enseignement supérieur de la criminologie doit remplir, tel que souligné par M. Pinatel, une triple mission :

- un enseignement de haute spécialisation pour les chercheurs et les professeurs,
- un enseignement de formation professionnelle destiné aux administrateurs,
- un enseignement d'information principalement destiné aux juristes.

On peut ajouter une quatrième mission qui n'est pas moins importante que celles mentionnées par M. Pinatel. L'enseignement supérieur en criminologie doit viser également à former du personnel qualifié pour intervenir auprès des individus et des groupes pour fins de resocialisation des criminels et de prévention du crime.

3. Les problèmes sociaux de la vie moderne devenant plus complexes, l'université est appelée à jouer un rôle de plus en plus éminent dans le développement et l'enseignement des sciences sociales et également dans la recherche et l'application des résultats de cette recherche en pratique.
4. Le besoin actuel n'est pas simplement un besoin des criminologues spécialisés mais aussi un besoin des chercheurs formés dans les méthodes des sciences sociales et des enseignants possédant à côté de la formation supérieure l'expérience pratique en administration de la justice ou dans le traitement des délinquants.
5. La recherche criminologique au Canada se heurte, à l'heure actuelle, à deux principaux obstacles :

- a) Le manque de fonds adéquats qui permettent des recherches d'équipe, des recherches longitudinales, des recherches comparatives et surtout des recherches actives du type entrepris aux États-Unis pour la prévention de la délinquance juvénile.

Il est à noter que la recherche fondamentale ou la recherche pure souffre encore plus du manque de fonds que la recherche appliquée.

- b) La pénurie des chercheurs spécialisés est ressentie au Canada et aux États-Unis. C'est ce manque de chercheurs qui a incité le professeur Ohlin à noter que « the basic need of criminology is not simply a higher level of technical training, it is, rather a need for intensively trained teachers and research workers who have a broad understanding of the total field and a thorough knowledge of the underlying social science disciplines. This would assure the kind of advanced program sought and would provide the greatest assistance to its future development. Even more obvious, is the need for highly trained personnel technically competent at the

PH.D. level to design and carry out basic and applied programs of research in criminology, e.i. broadly trained research workers equipped to adapt and to innovate research methodologies of different types. »

6. Il existe aujourd'hui un large fossé entre le savoir et l'action et la plupart des recherches et des enquêtes n'ont aucun effet sur le cours de l'action sociale. Certains chercheurs résistent même à toute participation aux responsabilités qu'entraîne l'exploitation pratique des connaissances scientifiques. Selon L. Wilkins (1964)¹ c'est un gouffre d'incompréhension qui sépare la science sociale de l'action sociale : « Le scientifique s'attachant à résoudre avec élégance des problèmes qui n'existent pas ou sont sans intérêt, tandis que ceux qui sont chargés de l'action sociale se contentent de « bien faire » sans jamais savoir s'ils obtiennent de bons résultats. »
7. Le progrès scientifique et le développement technique qui, au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle ont touché presque tous les secteurs de la vie, n'ont pas eu de répercussions considérables sur le système de la justice criminelle qui reste archaïque dans ses moyens et dans ses techniques et cela malgré le fait que la justice criminelle se prête, comme tout autre système social ou même plus que tout autre système social, aux innovations techniques et aux améliorations scientifiques.

¹ Voir L. Wilkins (1964). *Social Deviance*. London : Tavistock publications.

APPENDICE I

Nombre d'étudiants inscrits au département de
Criminologie de l'Université de Montréal
et prévisions pour l'avenir.

APPENDICE I

Nombre d'étudiants inscrits au département de Criminologie de l'Université
de Montréal et prévisions pour l'avenir.

<i>Année</i>	<i>Premier cycle</i>	<i>2e et 3e cycles</i>	<i>Total</i>
1969/70	187	50	237
1970/71	185	105	290
1971-72	180	120	300
1972/73	210	70	280
1973/74	225	90	315
1974/75	240	90	330

APPENDICE II

Principal areas of investigation in the research
program of the National Institute of
Law Enforcement and Criminal Justice
U.S. — Department of Justice.

APPENDICE II

PRINCIPAL AREAS OF INVESTIGATION IN THE RESEARCH PROGRAM OF THE INSTITUTE

MISSION AREA I

CRIME PREVENTION AND REHABILITATION — Reduction in the Need and Desire to Commit Crime.

Program Area 1. IDENTIFICATION AND REDUCTION OF CAUSES OF CRIME

1. Measurement of factors related to crime, including social and economic factors, factors in physical and social organization of communities, and biochemical and genetic factors.
2. Basic research into the development of individual value systems through family, peer groups, mass media and institutions.
3. Evaluation of crime-reduction consequences of action programs undertaken for crime-control purposes (e.g., educational campaigns) or other purposes (e.g., unemployment reduction programs, welfare programs).
4. Development of methodology for social program evaluation.
5. Analysis of causation and development of civil disorders.

Program Area 2. REHABILITATION OF CRIMINAL OFFENDERS

1. Development of means for prediction of future criminal patterns of offenders, especially as affected by correctional treatment, and use of this to aid treatment decisions.
2. Development and evaluation of innovative treatment programs, including alternatives to adjudication and incarceration and expanded use of ex-offenders and sub-professionals.
3. Development and evaluation of new prisoner training techniques and vocational placement programs.
4. Design of model correctional institutions.
5. Analysis of characteristics of offenders.

MISSION AREA II

CRIME CONTROL — Increase in the Risks and Difficulty of Committing Crime.

Program Area 3. DIRECT PREVENTION OF CRIME

1. Development of techniques for reducing the opportunities to commit crime, including hardening of targets (e.g., standards for automobile locks, building code requirements, credit card and check cashing requirements).

2. Development and testing of community surveillance and alarm systems.
3. Study of factors in deterrence, including differential deterrability of different population groups (e.g., juveniles, past offenders) by crime types ; relationship of deterrence to apprehension probability and analysis and evaluation of means for evoking deterred behavior.
4. Analysis and experimentation with preventive patrol strategies and techniques.
5. Structural analysis and strategic attack upon organized crime, narcotics traffic, and other criminal systems.
6. Development and evaluation of plans, tactics, and techniques for early quenching of potential riot situations.

Program Area 4. IMPROVEMENT OF THE PROBABILITY OF APPREHENSION AND CONVICTION OF OFFENDERS

1. Analysis of factors leading to apprehension through studies of police operations.
2. Development of methods to increase community ability and willingness to report crimes.
3. Analysis of crime patterns.
4. Development of means for effective assignment of patrol resources.
5. Design of improved command and control systems.
6. Development of a laboratory for simulation of normal and emergency command and control.
7. Design of police radio networks.
8. Development of new family of portable police radios.
9. Establishment of standards for police radios.
10. Development and evaluation of forensic and other evidential techniques.
11. Development of modern fingerprint recognition techniques.
12. Development of computer aids to detective investigation.
13. Development of experimental police vehicles.
14. Development and evaluation of non-lethal weapons.
15. Evaluation of the effects of past and present court decisions on apprehension and conviction probabilities.

MISSION AREA III

**CRIMINAL JUSTICE SYSTEM MANAGEMENT IMPROVEMENT —
Reduction of the Costs of System Operations.**

Program Area 5. IMPROVEMENT OF THE EFFICIENCY AND EFFECTIVENESS OF CRIMINAL JUSTICE SYSTEM MANAGEMENT

1. Analysis of total criminal justice system operations.
2. Improvement of resources allocation by time, place, and function.
3. Study of the process of innovation and change in criminal justice agencies.
4. Development of model inter-agency and inter-jurisdiction criminal justice information systems (e.g., for a metropolitan area or for a total criminal justice system).
5. Evaluation of means to reduce court processing time.
6. Development of standard computer formats (e.g., for criminal records).
7. Development of widely useful computer programs (e.g., for patrol-force allocation).

Program Area 6. IMPROVEMENT OF RELATIONS BETWEEN THE CRIMINAL JUSTICE SYSTEM AND THE COMMUNITY

1. Measurement of attitudes and behavior of the community and of criminal justice system officials.
2. Evaluation of innovations in demonstration projects on community attitudes and behavior.
3. Assessment of effect on attitudes and behavior of criminal justice system operations.

Program Area 7. IMPROVEMENT OF SELECTION AND TRAINING OF PERSONNEL

1. Study of relation between required skills and jobs.
2. Development and evaluation of job tests.
3. Development of personnel standards and evaluation procedures.
4. Development of training materials and techniques.

MISSION AREA IV

PROGRAM SUPPORT

Program Area 8. ESTABLISHMENT OF EQUIPMENT TESTING AND EVALUATION LABORATORY

1. Establishment of equipment and materials standards.
2. Test and evaluation of new equipment and materials.
3. Quality control evaluation of new products.
4. Technical support for field investigations.

Program Area 9. ESTABLISHMENT AND OPERATION OF A STATISTICS AND CRIME MEASUREMENT CENTER

1. Collection, analysis, and publication of total criminal justice system statistics.
2. Conduct of special statistical surveys.
3. Conduct of victimization surveys to calibrate reported crime measurements.

Program Area 10. ESTABLISHMENT OF A MAJOR PRIVATE RESEARCH INSTITUTE

Program Area 11. PROVISION FOR PROGRAM MANAGEMENT TECHNICAL SUPPORT

1. Planning of future RDT & E program.
2. Evaluation of program.
3. Evaluation of proposals.
4. Appraisal of projects.
5. Dissemination of results of program.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

- Abdel — Fattah, E., (1966) Quelques problèmes posés à la justice pénale par la victimologie. *Annales Internationales de Criminologie*, 5, 2, 335-361.
- Abdel — Fattah, E., (1957) La victimologie : qu'est-elle, et quel est son avenir ? *Revue Internationale de Criminologie et de Police technique*, 21, nos 2 et 3, 113-124 et 193-202.
- Abdel — Fattah, E., (1967) Vers une typologie criminologique des victimes. *Revue internationale de Police criminelle*, 22, no 209, 162-169.
- Abdel — Fattah, E., et Normandeau, A., (1969) *Sondage d'opinion publique sur la justice criminelle au Québec*. Rapport présenté à la Commission d'Enquête sur la Justice criminelle au Québec.
- Aussel, J. M. (1962) L'enseignement de la criminologie en France dans les facultés de Droit. *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, no 4, pp. 649-688.
- Blain, D., (1964) *Manpower training and corrections*. (Polycopié).
- Blumstein, A., et al. (1968) *A national program of research*. Virginia : IDA.
- Butler, R.A., (1960) *Penal Reform and Research*. Eleanor Rathbone Memorial Lecture, Liverpool : Liverpool University Press.
- Christie, N., (1966) Recherches sur les méthodes de prévention du crime, *Revue internationale des Sciences sociales*, 18, 2.
- Clinard, M., (1963) *The Sociology of deviant behavior*. N.Y. : Holt.
- Colin, M. (Ed.) (1961) *Examen de la personnalité et criminologie. Étude clinique et médico-légale*. Paris : Masson.
- Conseil de l'Europe — C.E.P.C. *Échange international d'informations sur les projets de recherches criminologiques dans les États membres*. Nos 5, 6 et 7.
- Edwards, J.L.I.J. (1961) Canadian teaching and research in criminology. *Canadian Law Quarterly*.
- Ellenberger, H. (1964) Recherche clinique et recherche expérimentale en criminologie. dans *Contributions aux Sciences humaines*. Montréal.
- Ellenberger, H., et Szabo, D., (1967) L'approche multidisciplinaire des problèmes de la criminologie. *Informations sur les Sciences sociales*, 6, 5, 95-114.
- Ferracuti, F., Fontanesi, M., et Wolfgang, M., (1963) The diagnostic and classification center in Rebibbia, Rome. *Federal Probation*, 27, 3, 31-35.

- Gibbens, T.C.N. et Ahrenfeld, R.H., (1966) édit. *Cultural factors in delinquency*. London : Tavistock publications.
- Glaser, D., (1964) *The prospect of corrections*. (Polycopié).
- Glaser, D., (1964) *The effectiveness of a prison and parole system*. Indianapolis : Bobbs-Merrill Co. Inc.,
- Glueck, Eleanor et Sheldon (1950) *Unraveling Juvenile Delinquency*. N.Y. : Commonwealth Fund.
- Glueck, S. (1963) Law and the stuff of life. *Harvard Law School Bulletin*, 14, 6, 3-6.
- Glueck, S., (1964) Wanted, a comparative criminology. In : *Ventures in Criminology*. London : Tavistock publications.
- Greenwood, E., (1962) Attributes of a profession. *Man, Work and Society*, Nosow, S. et Form, W.H. (Ed.). N.Y. : Basic books pp. 207-218.
- Grygier, T. (1962) Education for correctional workers : a survey of needs and resources. *Canadian Journal of Corrections*, 4, 3, 137-151.
- Guindon, J., (1960) La formation des éducateurs spécialisés à l'Institut de psychologie de l'université de Montréal. *Revue canadienne de Criminologie*, 2, pp. 273-291.
- Hall Williams, J.E. (1966) Evaluating penal methods. *International Social Science Journal*, 18, 2, 162-175.
- Home Office (1959) *Penal Practice in a changing Society*. London : H.M.S.O.
- Hood, R., (1967) La recherche relative à l'efficacité des sanctions et des traitements, dans *Études relatives à la recherche criminologique*, vol. I. Strasbourg : Publications du Conseil de l'Europe.
- Houchon, G., (1967) La recherche sur l'étiologie du crime, dans *Études relatives à la recherche criminologique*. Vol. I. Strasbourg : Publications du Conseil de l'Europe.
- Levasseur, G., (1961) De la minimisation du dossier de personnalité à la généralisation du pouvoir discrétionnaire. *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*. Paris : nouvelle série, no 1.
- Lodge, M., (1964) La recherche sur le plan de la criminologie en Angleterre et au pays de Galles, dans *l'Équipement en criminologie*, Actes du XIV^e Cours international de Criminologie (Lyon, oct. 1964) publiés sous la direction de Marcel Colin.
- Lopez-Rey, M., (1963) La justice criminelle et la formation des juges, des magistrats, du ministère public et des avocats. *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 43, 3.
- Mannheim, H., (édit.) (1960) *Pioneers in Criminology*. Chicago : Quadrangle Books.
- Mannheim, H., (1965) *Comparative Criminology*. N.Y. : Houghton Mifflin Company.
- Meeker, B.S. (1964) *Expansion of field work and internship facilities for the training of correctional personnel*. (Polycopié).
- Mergen, A., (1964) *Die Tatsachliche Situation der Kriminologie in Deutschland*. Hamburg.
- Merton, K.R., (1957) *Social Theory and Social Structure*. Glencoe, III.
- Michael et Adler, M.J. (1933) *Crime, Law and Social Science*, Harcourt — Brace, ed. New York.
- Michard, H., (1962) *L'Éducateur de jeunes délinquants*. Vaucresson : Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée.
- Michard, H., (1965) Problèmes posés par l'insertion de la recherche active dans un contexte institutionnel. Communication présentée au V^e Congrès international de Criminologie, Montréal. Publié dans les *Annales de Vaucresson*, 1965, pp. 199-207.

- Morris, A., (1963) What's new in education for correctional work ? *Correctional Research*, bulletin no 13, pp. 1-53.
- Müller, G., (1962) Codification pénale aux États-Unis d'Amérique. *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 43, 3, 383-417.
- N.C.C.D. (1963) Model Sentencing Act. *Crime and Delinquency*, 9, 4, 339-403.
- Levasseur, G., (1961) De la minimisation du dossier de personnalité à la généralisation du pouvoir discrétionnaire. *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 1, 83-94.
- Nosow, S., et Form, W.H. (ed.) (1962) *Man, Work and Society, A reader in the sociology of occupations*. N.Y. : Basic books.
- Pinatel, J., (1956) *Les Sciences sociales dans l'enseignement supérieur : criminologie*. Paris : UNESCO.
- Pinatel, J. (1960) *La Criminologie*. Paris : Spes.
- Pinatel, J., (1963) *Rapport présenté à la première conférence des Directeurs d'Instituts de recherches criminologiques*. Strasbourg : Publications du Conseil de l'Europe.
- Pinatel, J., (1963) *Traité de droit pénal et de criminologie*. Tome III : Criminologie. Paris : Dalloz.
- Pinatel, J., (1964) La recherche scientifique en criminologie au point de vue international et comparatif, dans *l'Équipement en criminologie*, Actes du XIV^e Cours international de Criminologie (Lyon, Oct. 1964) publiés sous la direction de Marcel Colin. Paris : Masson.
- Pinatel, J., (1966) Où va la criminologie ? *Acta Criminologicae et Medecinae Legalis Japonica*, 32, no 2, 37-40.
- Pinatel, J., (1967) Programmes et méthodes en recherches fondamentales, dans *Études relatives à la recherche criminologique*, vol. I. Publications du Conseil de l'Europe.
- Pinatel, J., (1968) La faculté des Sciences sociales, économiques et politiques de l'Université de Montréal. *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 23, 1, 112-119.
- President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice (1967) *The Challenge of Crime in a free Society*. Washington, D.C. : U.S. Government Printing.
- Radzinswicz, L. (1951) *In search of criminology*. London : Heinemann. Traduction française : *Où en est la criminologie ?* Paris : Cujas.
- Roche, L., (1962) Enseignement de criminologie clinique. *Bulletin de Médecine légale*, 5, 5-6, 261-265.
- Rose, A.M., (1954) *Theory and Method in the Social Sciences*. University of Minnesota Press.
- Seelig, E., (1956) *Traité de Criminologie*. Paris : Presses universitaires de France.
- Sellin, T., (1938) *Culture Conflict and Crime*. N.Y. : Social Science Research Council.
- Sheehan, Th. H., (1968) An application of management services to criminal justice. *Tempo*, 14, 2, 13-21.

- Sibley, E., (1963) *The education of Sociologists in the United States*. N.Y. : Russel Sage Foundation.
- Sorès, Inc. (1967) *Contribution de la recherche scientifique et des progrès techniques au domaine de la justice*. Montréal : polycopié.
- Spencer, J. (1964) *Stress and Release in an Urban Estate, a Study in Action Research*. London : Tavistock.
- Studt, E., (1959) *Education for social workers in the correctional field*, vol. 5. N.Y. : Council on Social Work Education.
- Susini, J., (1963) Police et Criminologie. *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 18, 2, 388-397.
- Susini, J. (1968) Le bureau de la criminologie et des sciences humaines de la police nationale. *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 23, 3, 679-687.
- Sutherland, E. et Cressey, D.R. (1964) *Principles of criminology*. Chicago : Lippincott. Traduction française : *Principes de criminologie*. Paris : Cujas.
- Szabo, D., Fréchette, M., Ciale, J., (1962) A note on the teaching of criminology : a reply to Dr. Grygier. *Canadian Journal of Corrections*, 4, 205-209.
- Szabo, D. (1963) Criminologie et criminologue : discipline et professions nouvelles. *Revue internationale de Criminologie et de Police technique*, 17, 1, 13-22.
- Szabo, D. (1964) La criminologie dans l'enseignement universitaire : contribution à la sociologie de l'innovation. *Revue internationale de Politique criminelle*, no 22, 19-30.
- Szabo, D. (1968) Mesures de prévention sociale, dans *Criminologie en action*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Vérin, J., (1969) La recherche active en criminologie. *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, 24, 2, 449-465.
- Vouin, R. et Léauté J. (1956) *Droit pénal et criminologie*. Paris : Presses universitaires de France.
- Warner, S.B., (1923) Factors determining parole for the Massachusetts Reformatory. *Journal of Criminal Law and Criminology*, 14, 172-207.
- Wilber, G. (1949) The scientific adequacy of criminological concepts. *Social Forces*, 28, 165-174.
- Wilkins, L., (1964) *Social Deviance*. London : Tavistock publications.
- Wilkins, L., (1965) Evaluation of penal treatments. *Sociological Studies in the British Penal Services*. Paul Halmos (Ed.). Sociological Review Monograph, no 9.
- Wilkins, L., (1967) Ce que signifient les faits et les chiffres, dans *l'Efficacité des peines et autres mesures de traitement*. Strasbourg : Conseil de l'Europe.
- Wilkins, L., (1969) *Evaluation of Penal Measures*. N.Y. Random House.
- Wilson, O., (1963) *Police Administration*. N.Y. : McGraw Hill.
- Witte, E.F. (1964) *Expanding educational facilities for social work manpower*. (Polycopié).

- Wolfgang, M.E., Savitz, L., et Johnston, N., (édit.) (1962) *The Sociology of Crime and punishment*. N.Y. : J. Wiley.
- Wolfgang, M.E., (1963) Criminology and criminologist. *Journal of Criminal Law, Criminology, and Police Science*, 54, 2, 155-162.
- Wolfgang, M.E., (1965) *État actuel des recherches sur l'évaluation statistique des programmes de traitement*. Rapport présenté au Ve Congrès international de Criminologie, Montréal. (Polycopié).
- Wolfgang, M.E. et Smith, H., (1966) Mathematical methods in criminology. *International Science Journal*, 18, 2, 200-223.

DEUXIÈME PARTIE

**PLAN DE RECHERCHE
SUR L'ADMINISTRATION DE LA
JUSTICE CRIMINELLE AU QUÉBEC**

par

José M. RICO

Professeur au département de Criminologie

Université de Montréal

L'auteur désire remercier ses collègues Ezzat Abdel Fattah, Jacques Bellemare, Paul Cornil, Jacques Fortin, Denis Gagné, Brian Grosmann, Marc Leblanc, André Normandeau et Guy Tardif, dont la collaboration a été indispensable pour la préparation de ce plan de recherche.

INTRODUCTION

INTRODUCTION

L'importance de la recherche dans l'administration de la justice criminelle a été tellement soulignée, qu'il semble superflu d'y revenir. Ses formes, son orientation, ses méthodes ont été par ailleurs indiquées dans la première partie de ce volume, où l'on a en outre dénoncé l'absence d'application des connaissances scientifiques et techniques modernes dans le domaine de la justice pénale.

Pourtant, il est de plus en plus évident que le succès de la recherche scientifique est la source véritable du progrès humain et que les gouvernements ont une grande part de responsabilité dans l'animation et l'orientation de celle-là.

Dans le secteur de la justice criminelle, on peut affirmer que ni le Québec, ni le Canada, ni par ailleurs la plupart des pays n'ont jamais eu une vraie politique scientifique à l'échelon national.

Certes, de nombreux travaux de recherche en criminologie ont déjà été effectués. Cependant ces travaux, que l'on pourrait qualifier d'efforts individuels plutôt que collectifs, se sont jusqu'à présent limités à un seul secteur de l'administration de la justice criminelle — le secteur pénitentiaire ¹.

L'absence d'une politique scientifique dans le champ de la justice peut s'expliquer aussi bien par le caractère limité des fonds consacrés à la recherche et son corollaire, un personnel insuffisant et souvent médiocrement formé — que par le manque d'une liaison adéquate entre les différents organes que composent l'administration de la justice pénale.

Il est également regrettable de constater « combien l'opinion publique est généralement peu informée et motivée en tout ce qui concerne la recherche scientifique. Elle n'en perçoit pas — notamment dans le domaine des

¹ La Commission d'Enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale au Québec a par ailleurs commandité un certain nombre de recherches dans plusieurs autres secteurs (Cf. Enquête d'opinion publique sur la police au Québec, Enquête d'opinion auprès de cinq services de police au Québec, Sondage d'opinion publique sur la justice criminelle au Québec, Sondage d'opinion auprès des criminalistes de Montréal, etc).

sciences humaines — l'importance, la nécessité, la justification, les bienfaits dont certains sont même monnayables, la rentabilité à court terme, à moyen terme et à long terme, l'enrichissement collectif aux plans économique, social, technique et culturel, l'apport indispensable au développement et au progrès de la société. En définitive, le public ignore que la recherche est l'ennemi numéro un de la routine et la clé du progrès. C'est l'instrument par excellence dont toute société doit se servir au cours de son évolution si elle veut vraiment s'épanouir ¹ ».

Finalement, il arrive souvent que, d'une part, les chercheurs ne connaissent pas le fonctionnement réel de la machine judiciaire et des services correctionnels et, d'autre part, les responsables de ces secteurs soient peu familiarisés avec les ressources que peuvent offrir les méthodes scientifiques de recherche.

L'utilité de la recherche scientifique dans l'étude du phénomène criminel, de sa répression et de sa prévention se base dans les quatre constatations suivantes ² :

- il existe souvent une discordance entre les prescriptions de la loi pénale et les transformations incessantes des conduites criminelles ;
- la fonction et l'image de la justice traversent une crise profonde, indice d'une mutation fondamentale ;
- les peines et mesures de traitement sont parfois d'une efficacité relative en dépit de la multiplication des courants de réforme ;
- enfin, on peut déplorer l'absence d'un instrument suffisamment précis de prévision de l'activité criminelle qui entrave ou retarde l'adaptation des structures répressives.

Ces constatations devraient logiquement conduire à combler la solution de continuité entre la recherche criminologique et l'action sociale face au crime. Mais pour aboutir sur ce point à des résultats concrets, encore importe-t-il de coordonner les programmes de recherche dans ce domaine.

Compte tenu du partage de responsabilités en matière d'administration de la justice non seulement entre le pouvoir central et les gouvernements provinciaux mais aussi entre plusieurs ministères, une politique scientifique de recherche en criminologie au Québec comme au Canada, devrait, à notre avis, prendre en considération les éléments suivants : l'établissement d'un programme complet de recherche, la planification des travaux à effectuer et le financement dudit programme.

En ce qui concerne l'élaboration d'un programme de recherche, le modèle que nous présentons ici et dont les principaux chapitres portent sur le crime et certaines de ses manifestations, la délinquance juvénile, la police, l'appareil judiciaire, les mesures de traitement, la prévention et la

¹ Extrait d'une lettre adressée par Me Yves Prévost au Dr Denis Szabo (6 novembre 1969).

² Note d'orientation sur la politique de recherche dans le domaine de la criminologie adressée en 1969 au ministère français de la Justice par monsieur Philippe Robert.

science et la technologie dans l'administration de la justice pénale, a été conçu pour le contexte québécois. Rien n'empêche néanmoins, étant donné la quasi-totale inexistence de plans semblables en cette matière, que d'autres pays puissent s'en inspirer et éventuellement l'appliquer après avoir effectué les modifications opportunes.

La planification, phase indispensable pour la mise en œuvre d'une politique criminelle rationnelle et cohérente, permet d'établir, en fonction des impératifs de développement du pays, des priorités dans la recherche, de coordonner les plans des divers services que composent l'administration de la justice et de former, conformément aux conditions de la recherche moderne, le personnel nécessaire pour la mener à bien.

Finalement, un budget suffisant devrait, à l'instar du domaine industriel, être affecté à la recherche en criminologie. Diverses commissions récentes sur la justice criminelle (Commission Katzenbach aux États-Unis, 1967 ; Comité canadien pour la réforme pénale et correctionnelle au Canada, 1969) ont estimé que chaque gouvernement devrait consacrer à la recherche deux pour cent du budget global de l'administration de la justice, ce qui par ailleurs contribuerait à garantir de meilleurs résultats et permettrait de réaliser des économies substantielles en augmentant l'efficacité des services policiers, judiciaires et pénitentiaires.

Ces conditions de base remplies, la principale responsabilité de la recherche devrait incomber aux universités, qui non seulement possèdent déjà les installations nécessaires — bibliothèques, centres spécialisés de documentation, personnel compétent — , mais aussi jouissent d'une plus grande indépendance que les divers services de l'administration de la justice. Cependant, des bureaux d'étude de l'État doivent être en mesure d'effectuer les recherches indispensables et urgentes qui ne peuvent pas être entreprises par les universités. Ces services officiels doivent, en outre, assurer la liaison entre les universités et les administrateurs, afin de faciliter le rassemblement des informations nécessaires à la recherche.

Dans les deux cas, l'équipe de chercheurs devrait être multidisciplinaire et composés de juristes, de spécialistes des sciences du comportement, de statisticiens ou de conseillers en informatique, de cliniciens. Il convient de souligner ici le rôle capital que devrait jouer l'informatique et autres techniques mathématiques dans l'évaluation des résultats de la recherche.

Un organisme central doit finalement être institué pour coordonner et faciliter les efforts des services publics et privés dans la réalisation du plan général de recherches.

Le plan de recherches que nous allons présenter couvre les principaux champs d'action de l'administration de la justice criminelle au Québec. Une étude en profondeur de ces divers secteurs permettrait de mettre en

évidence la réalité criminelle et pénale dans notre province, phase indispensable à toute réforme future basée sur les résultats obtenus.

La méthode à employer ne sera pas la même pour tous les chapitres. Les données seront parfois inexistantes, parfois elles seront faciles à recueillir. Certains points pourraient par ailleurs présenter de sérieuses difficultés. C'est pourquoi nous avons préféré n'indiquer que les méthodes spécifiques applicables dans des secteurs bien déterminés. Dans la plupart des cas, l'on devrait avoir recours aux méthodes classiques d'observation directe, d'analyse statistique, d'histoire de cas, d'entrevues, etc.

CHAPITRE I

LE CRIME

I — LA CRIMINALITÉ

L'élaboration d'une carte criminologique du Québec, qui établirait le bilan de la criminalité et de son contrôle dans cette province, s'impose. Elle pourrait être construite à partir des différents types de statistiques criminelles. À cet effet, deux genres d'information pourraient être utilisés : les données déjà publiées par le Bureau fédéral de la Statistique ou le gouvernement du Québec et les données non publiées que possèdent les organismes précités.

A — Les données publiées

Le Bureau fédéral de la Statistique publie annuellement trois types principaux de statistiques criminelles : statistiques de la criminalité, statistiques des jeunes délinquants et statistiques de la criminalité (police). Ces types de statistiques criminelles permettent d'apprécier la criminalité sous deux angles différents puisque les deux premiers types sont compilés à partir des données fournies par les autorités judiciaires tandis que le dernier type est préparé à partir des données fournies par la police.

1. La statistique de la criminalité donne des renseignements sur le type d'infraction, les personnes condamnées, la peine infligée et les traits caractéristiques des criminels (âge, sexe, occupation, état civil, religion, origine ethnique et niveau d'instruction).
2. Les mêmes informations sont disponibles pour les jeunes délinquants dans la statistique des jeunes délinquants.
3. Quant à la statistique de la criminalité (police), on y trouve des données sur la criminalité générale, des données particulières sur certaines zones métropolitaines et sur les territoires des sûretés municipales ainsi que des informations sur le nombre d'infractions signalées et sur le taux de criminalité par 100,000 habitants.

Ces données, ces informations permettraient de dresser un portrait général de la criminalité au Québec et de la comparer à celle des autres provinces du Canada et d'autres pays.

B — Les données non publiées

Un portrait global de la criminalité au Québec est sûrement intéressant mais des informations sur la criminalité dans les diverses régions du Québec seraient encore plus pertinentes. La criminalité n'est sûrement pas la même à Montréal et en Gaspésie d'où une diversité dans l'application de la loi et dans l'administration de la justice.

À cet effet, on pourrait demander au Bureau fédéral de la Statistique et au gouvernement du Québec, pour tous les types de statistiques criminelles, d'établir des compilations par régions économiques ou toute autre unité choisie.

C — La criminalité des cinq prochaines années

Après avoir dressé un portrait de la criminalité au Québec durant les cinq dernière années, on pourrait tenter d'établir des prévisions quant à la criminalité à laquelle nous aurons à faire face durant les cinq prochaines années. Ces informations sont essentielles pour la planification de l'administration de la justice au Québec (cf. paragraphe V).

II — LA POPULATION PÉNITENTIAIRE

Dans ce domaine, deux juridictions sont superposées, chacune ayant son propre système de statistiques pénitentiaires. Pour connaître la population pénitentiaire au Québec, il nous faudrait par conséquent étudier les données concernant les pénitenciers et celles concernant les prisons provinciales et des comtés.

A — La population des pénitenciers

Le rapport annuel du commissaire des pénitenciers donne des renseignements sur la formation des détenus, l'organisation et l'administration, les services et les finances, les services médicaux, l'industrie, ainsi que sur les détenus incarcérés et libérés au cours de l'année. Ces dernières données portent sur l'infraction, l'âge, le sexe, la religion, la durée d'incarcération, etc. Ces données sont présentées, dans ce rapport, pour l'ensemble des pénitenciers du Canada mais il serait possible de les obtenir pour les pénitenciers du Québec.

B — La population des prisons provinciales et de comtés

En ce qui concerne ces institutions, il y a très peu d'informations disponibles ; un système de statistique est néanmoins en voie de réalisation.

Il serait possible, grâce à un sondage, c'est-à-dire, à l'envoi d'un questionnaire à toutes les prisons de comtés et provinciales, de recueillir les données sur la population pénale, le personnel, les services auxiliaires et le traitement. Ce sont des informations semblables à celles que l'on possède déjà pour les pénitenciers du Québec.

III — LES STATISTIQUES CRIMINELLES

Les statistiques criminelles sont la source principale des données sur la criminalité et son contrôle, bien que dans les circonstances actuelles elles ne permettent pas une évaluation exacte de l'état réel de la criminalité. Comment les rendre plus exactes et précises ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'évaluer le système actuel de compilation des statistiques criminelles au Canada et au Québec. Un examen spécial du système de cueillette des données au niveau de la police, de la poursuite, de la Cour, des institutions pénales, des services de probation et de libération conditionnelle, ceci tant pour les statistiques criminelles adultes que juvéniles, devrait être réalisé.

Il serait également nécessaire d'examiner le système de statistiques criminelles de certains pays européens, le système de déclaration uniforme de la criminalité des États-Unis et la littérature pertinente. Grâce à cet examen critique et comparatif des systèmes de statistiques criminelles, il serait possible de détecter les défauts du système actuel et de proposer des améliorations.

IV — LE COÛT DU CRIME

Toute évaluation du coût de la criminalité sera nécessairement basée sur des estimations approximatives car non seulement on manque encore de moyens pour connaître d'une façon exacte les montants ci-dessus indiqués, mais aussi et surtout parce qu'une estimation ne peut rendre une appréciation précise du chiffre noir de la criminalité, c'est-à-dire des infractions qui ne sont pas portées à la connaissance de la police ou des autorités judiciaires.

Les méthodes adoptées par la Commission américaine sur l'application de la loi et de l'administration de la justice pourraient servir de guide dans

une estimation du coût de la criminalité au Québec. Il faudrait alors prendre en considération les pertes, dommages et dépenses suivantes :

- 1) *Les pertes et dommages causés par les crimes :*
 - a) contre la personne (homicide, assaut, etc.) ;
 - b) contre la propriété ;
 - c) autres crimes (avortement, fraude aux impôts, etc.).
- 2) *Les marchandises et services illégaux* (narcotiques, prostitution, jeu, alcool, prêts usuraires, etc.).
- 3) *Les dépenses publiques pour l'application de la loi et l'administration de la justice :*
 - a) la police ;
 - b) la poursuite et la défense ;
 - c) les cours ;
 - d) les services correctionnels.
- 4) *Les coûts privés associés au crime :*
 - a) services de prévention ;
 - b) équipement de prévention ;
 - c) assurances ;
 - d) cautionnement, dépenses des témoins, des jurés, etc.

V — PLANIFICATION DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE

La mise en application d'une politique criminelle rationnelle et cohérente dans le Québec devrait reposer sur la régionalisation de l'administration de la justice.

Or, cette régionalisation suppose, d'une part, la connaissance précise des besoins de la population des diverses régions de notre province en fait de protection sociale, et d'autre part, l'établissement d'un indice valable qui puisse permettre d'adapter les divers services de l'administration de la justice aux exigences particulières de chacune des régions.

Dans cette perspective, et à la lumière des résultats obtenus par d'autres pays dans le domaine de la politique criminelle, il serait possible, après avoir rassemblé les éléments significatifs d'ordre socio-économico-culturel, d'établir des critères qui, tenant compte de toutes les données du problème, puissent être en mesure d'assurer tous les services indispensables à la protection sociale des différentes régions.

A — Indices significatifs d'ordre socio-économico-culturel dans les diverses régions de la province ¹

- Répartition de la population (zones, groupes d'âge, sexe, état civil, ethnie, religion, citoyenneté, langue, etc.) ;
- Évolution de la population (migration, naissance, décès, mariages, etc.) ;
- État de santé (maladies en général, maladies mentales, vieillards, filles-mères, nombre d'établissements hospitaliers, assurances maladie, etc.) ;
- Économie de la région (type — industrielle, agricole, etc., — formation professionnelle, main d'œuvre, chômage, grèves, revenu per capita, commerce, finances, banques, caisses populaires, etc.) ;
- Transports et télécommunications, (nombre de véhicules à moteur, accidents de la route etc.) ;
- Instruction (degré d'instruction, établissements scolaires, bibliothèques, moyens de diffusion — presse, cinéma, T.V. — etc.).

B — Indices significatifs d'ordre criminologique

- Criminalité (personnes accusées, personnes condamnées, formes de la criminalité, fréquence, facteurs, jeunes délinquants, etc.) ;
- Police (organisation, formation, effectifs, etc.) ;
- Établissements pénitentiaires (division, personnel, nombre de détenus, architecture, hygiène, travail, etc.) ;
- Libération conditionnelle et autres mesures de post-cure ;
- Auxiliaires de la justice (coroners, shérifs, registrateurs, etc.).

Après avoir effectué des corrélations adéquates entre les différents facteurs envisagés, il s'agirait d'essayer d'établir un indice valable de protection sociale à développer suivant les régions. L'on sera à même de le faire, en tenant compte, par exemple, de la croissance ou de la diminution de la population dans la région déterminée (due à la mortalité infantile, aux mouvements migratoires, au développement de nouvelles industries, etc.), des mesures prises pour lutter contre certaines maladies (maladies mentales en particulier) ou contre les risques que suppose le nombre chaque fois plus élevé de véhicules à moteur (source d'innombrables infractions — homicides involontaires, omission de porter secours à la victime — etc.), en tenant

¹ L'unité territoriale pourrait être le district judiciaire.

compte également de l'importance accordée à l'amélioration du niveau scolaire de la population et du bon emploi des différents moyens de diffusion.

En ce qui concerne la criminalité, il faudrait consacrer une attention toute particulière à certaines formes nouvelles de criminalité, à l'efficacité des services de police pour la prévention et la détection du crime, à celle des tribunaux et des établissements pénitentiaires dans leur tâche délicate, finalement à celle des diverses institutions (probation, liberté surveillée, parole, etc.) qui évitent ou raccourcissent le séjour en prison du délinquant et essayent par tous les moyens de le réintégrer à la société.

En conclusion, cette partie de la recherche pourrait apporter :

- 1) une connaissance approfondie des besoins de la population en fait de protection sociale ;
- 2) une connaissance du degré d'efficacité des différents services de l'administration de la justice dans la province ;
- 3) une possibilité de projection de ces services sur les dits besoins, ce qui permettrait éventuellement de décider s'ils doivent être conservés, améliorés ou rejetés ;
- 4) tout ceci permettant, par conséquent, d'élaborer une politique criminelle dans la province sur des bases scientifiques indiscutables.

CHAPITRE II

MANIFESTATIONS PARTICULIÈRES DU CRIME

I — LE CRIME ORGANISÉ

A — Historique

Historique du crime organisé sous toutes ses formes tant sur le continent européen et aux États-Unis qu'au Canada (Québec surtout).

Étude de l'évolution suivie par l'organisation du crime durant le siècle dernier en remontant aux sources et en passant en revue les différents types d'associations criminelles.

B — Point de vue légal

Il s'agirait d'examiner les recours utilisés par les représentants de la justice contre les membres des « cartels du crime ».

Déjà, on peut affirmer qu'il n'existe aucune législation qui atteigne uniquement le crime organisé. Toutefois, par les crimes qu'ils commettent, les tribunaux peuvent toucher indirectement les membres de bandes bien structurées. Par exemple : la loi des stupéfiants (ch. 35, S.C., 1960-61) et tout spécialement la section qui traite du trafic illicite de la drogue ; l'article 184 du Code criminel qui prévoit des pénalités pour ceux qui vivent des fruits de la prostitution ; les articles 409 et suivants s'adressant à ceux qui, par des actes illégaux, conspirent pour restreindre le commerce d'un individu ou d'une corporation, etc.

C — Manifestations particulières du crime organisé au Québec

- prostitution organisée ;
- circulation accrue de fausse-monnaie ;
- participation de fiers-à-bras dans les grèves pour les briser ou pour s'adonner à d'autres actes subversifs à l'occasion de ces événements ;

- planification quasi chronométrée des vols à main armée dont les recettes sont très élevées ;
- doute qui continue à persister à propos de certaines mortalités ou disparitions qu'on qualifie de mystérieuses, dans les cas de témoins de causes impliquant certains magnats du crime ou dans les cas de membres de la pègre qui sont considérés comme d'éventuels délateurs ;
- difficultés de ramasser les preuves judiciaires ;
- manque de protection pour les témoins à la Cour ;
- corruptibilité de certains agents de la paix ou de certains magistrats ;
- échec des tribunaux qui ne peuvent utiliser des peines adéquates, etc.

Une enquête sur ces différentes manifestations pourrait être effectuée, afin d'en prouver l'authenticité et l'ampleur. Ceci pourrait permettre l'examen des techniques d'opération des membres de la pègre, ainsi que celui des principales caractéristiques (philosophie, coutumes, argot, etc.) de notre « sous-culture » criminelle.

D — Dans une perspective comparée

Des rapprochements avec le Québec pourraient être effectués.

Par comparaison avec d'autres études faites dans plusieurs pays, (surtout avec le *President's Report* aux États-Unis), l'on pourrait établir si les mesures suivantes pour combattre le crime seraient susceptibles d'application au Québec :

- formation d'une commission permanente d'enquête pour juger des activités principales des « cartels » du crime ;
- tenir compte dans la sentence du fait qu'une personne participe à une organisation à fins criminelles.

Dans cette approche comparative, bien d'autres rapprochements pourraient être suggérés. Une attention particulière devrait être donnée à l'élaboration d'une stratégie contre le crime organisé et à l'étude de l'existence des liens éventuels entre les groupements criminels du Québec et des États-Unis avec ceux d'Europe.

II — OBSCÉNITÉ

A — Examen des lois et de la jurisprudence

En confrontant nos lois et notre jurisprudence avec la situation légale des autres pays, il serait possible d'indiquer le parallélisme à établir. Cette

étude comparée devrait aider à déterminer des normes faciles d'interprétation et d'application en cette matière.

B — Mécanisme de distribution au Québec

Dans l'étude des mécanismes de distribution, il faudrait distinguer quatre réseaux qui opèrent différemment :

- le livre ;
- le journal ;
- les films pornographiques ;
- les spectacles.

Comme ce commerce constitue une forme de crime organisé assez spéciale, on pourrait étendre cette étude à la fraude utilisée en ce domaine.

Des consultations auprès des corps de police et autres organisations susceptibles de nous conseiller pourraient être faites, afin de localiser les principaux distributeurs ainsi que leur clientèle. De plus, toutes les étapes des principaux réseaux de distribution devraient être décrites et les intérêts financiers en jeu précisés.

C — Contrôle judiciaire et social

Puisqu'il faut attendre une saisie pour faire une brèche chez les commerçants de littérature obscène, on pourrait anticiper la formation d'un organisme spécial qui serait chargé des questions d'obscénité et qui aurait le pouvoir de traduire devant les tribunaux les infracteurs à la loi. De cette façon, il ne serait pas nécessaire de se fier uniquement sur l'action policière.

Comme, d'une part, il semble que la littérature obscène peut avoir une influence criminogène chez les personnes prédisposées et que, d'autre part, les tribunaux ne peuvent seuls suffire, on pourrait examiner les autres formes de contrôle social susceptibles d'être utilisées :

- interventions des autorités dans les maisons d'enseignements ;
- éducation popularisée afin de développer le goût des lectures saines ;
- campagne publique contre la pornographie, etc.

III — LE TRAFIC DES NARCOTIQUES

A — Historique de l'utilisation des narcotiques dans le monde et particulièrement au Québec.

B — Catégories de drogues communément utilisées, leur fréquence, leurs effets (physiologiques et psychologiques).

C — Revue et analyse des législations

- 1) Européenne : Angleterre et Suède.
- 2) Américaine : New York, Illinois, Californie.
- 3) Canadienne : application au Québec.

D — Situation au Canada et au Québec

Étude statistique et policière sommaire de la population toxicomane des trois grandes régions : Vancouver, Toronto, Montréal.

Étude détaillée de la situation au Québec :

- 1) Nombre d'usagers connus et leur typologie par source d'initiation :
 - a) criminelle ;
 - b) médicale ;
 - c) professionnelle.
- 2) Drogues les plus utilisées, leur fréquence.
- 3) Sources d'approvisionnement :
 - a) méthode d'introduction ;
 - b) méthodes de distribution : importées et synthétiques ;
 - c) la typologie du trafiquant.
- 4) Relation entre l'usage de la drogue et certains délits :
 - a) crimes sexuels ;
 - b) vols qualifiés.
- 5) Problèmes du traitement des toxicomanes.
- 6) Organismes actuellement responsables du contrôle :
 - a) Ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social ;
 - b) Profession médicale, O.P.T.A.T. ;
 - c) Organismes policiers : G.R.C., S.P.Q., polices municipales.

IV — PROBLÈMES SPÉCIFIQUES

L'étude de la criminalité au Québec ne saurait être complète sans l'examen de certains types particuliers de criminalité qui sont, à cause de

leur fréquence ou de leur gravité, plus importants ou problématiques que les autres. On peut citer ici la criminalité de violence, le crime des cols blancs, le vol de véhicules à moteur, etc.

Certaines données concernant l'*homicide* et le *vol de véhicules à moteur* sont disponibles par l'intermédiaire du Bureau fédéral de la Statistique.

En ce qui a trait à la *criminalité de violence*, il faudrait procéder à des compilations spéciales à partir des informations statistiques existantes et faire la synthèse des travaux de recherche dans ce domaine au Québec et dans d'autres provinces ou pays.

L'étude du *crime des cols blancs*, pour sa part, demanderait un investissement considérable de temps et d'argent, mais il serait possible de réaliser une synthèse des travaux de recherches sur ce sujet effectués dans d'autres pays. Synthèse qui serait présentée en tenant compte des informations fragmentaires sur la situation au Québec et de l'étude particulière sur les faillites frauduleuses commanditées par la Commission.

CHAPITRE III

LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

I — STATISTIQUES DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

- a) Statistiques publiées
 - b) Statistiques non publiées
 - c) Chiffre noir : dispose-t-on de moyens ou de méthodes pour déceler la délinquance juvénile cachée ? Si oui, quels sont-ils et à combien s'élève très approximativement ce chiffre ?
- } Cf. le crime au Québec, chapitre 1

II — LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE ET LA LOI

- a) Législation fédérale et provinciale (description, comparaison, évaluation) ;
 - b) Fonctionnement des Cours du Bien-Être social
 - c) Déroulement de la comparution et du procès
 - d) Sentence
 - e) Question connexe : Les Centres d'accueil (description, rôle rapport avec les Cours, utilisation, évaluation).
- } Cf. L'appareil judiciaire, chapitre 5

III — LES NOUVELLES FORMES DE DÉLINQUANCE JUVÉNILE

(v.g. délits contre l'ordre public, vandalisme, violence, stupéfiants, etc.) :

- a) Type ;
- b) Fréquence ;
- c) Spécificité au Québec ;

- d) Tentatives d'explication.

IV — DIAGNOSTIC

- a) Centres de diagnostic rattachés aux cours (nombre, répartition, composition et formation du personnel, évaluation du travail) ;
- b) Autres centres de diagnostic (v.g. départements de psychiatrie des hôpitaux généraux) qui ne sont pas reliés aux cours mais auxquels les cours font appel : nombre, répartition, raisons pour lesquelles les cours font appel à ces centres, comparaison entre les services offerts par ces centres et ceux offerts par les centres rattachés aux cours ;
- c) Relations entre les cours et les centres de diagnostic, rattachés ou non (nature et perception de ces relations, rôle des diagnostics sur la décision des juges).

V — TRAITEMENT

- a) Écoles de protection (nombre, répartition, description, évaluation) ;
- b) Autres centres de resocialisation qui ne relèvent pas du ministère de la Famille et du Bien-Être social (v.g. Pavillon Sterns du Douglas Hospital) : nombre, description, spécificité, évaluation ;
- c) Pertinence et spécificité des différentes méthodes de traitement selon les types de délinquants ;
- d) Alternatives à l'institutionnalisation, particulièrement :
 - 1. les foyers nourriciers : nombre, répartition, recrutement, rôle, évaluation ;
 - 2. la probation : nature, recrutement et formation du personnel, rapport avec les cours d'évaluation ;
- e) Centre de post-cure : existence, nombre, rôle et efficacité.

VI — DÉPISTAGE ET PRÉVENTION

Cf. La prévention du crime et de la délinquance, chapitre 7.

CHAPITRE IV

LA POLICE

I — LA POLICE EN TANT QU'INSTITUTION

A — Définition légale de la police

1) *But :*

Il s'agit de situer ici tout le problème de la police dans le contexte défini par le législateur et la jurisprudence. C'est la police vue à travers les textes de loi et ce, dans une perspective historique et comparée.

2) *Types de problèmes à étudier :*

- les lois de police : coordination, relations avec les structures politico-administratives ;
- le Conseil consultatif sur l'administration de la justice et les forces policières ;
- autonomie des directeurs de police vis-à-vis des administrateurs civils ;
- les sources du pouvoir : législatif, judiciaire, exécutif ;
- insertion de l'institution de police dans la structure politique du pays, de la province et de la ville (Lois des Cités et Villes ; Code municipal et chartes spéciales) ;
- la police et les autres agents de contrôle social — publics et privés (y compris les agents extra-policiers) ;
- conflits de juridictions policières — publiques et privées ;
- les rôles, devoirs et pouvoirs de la police aux niveaux : fédéral — provincial — municipal ;
- le rôle préventif de la police ;
- les limites du pouvoir de la police en matière d'interrogatoire, de perquisition, de fouille, d'arrestation, de détention, de ber-

tillonnage, etc., face à la société globale, aux corps sociaux, aux individus ;

- le pouvoir discrétionnaire de la police ;
- police en temps de guerre et en temps de paix — protection civile — police militaire ;
- le statut légal du policier devant — la loi, la Cour, en cas d'erreur ;
- problème de protection du policier — indemnité, immunité ;
- le policier de 18½ ans qui doit fréquenter les clubs à cause de son travail.

B — Définition sociale de la police

1) But :

Le but de cette recherche est de faire une enquête d'opinion (genre Gallup) sur la perception de la police par la société. Il s'agit de tenter de reconstituer l'image de la police au niveau de la population en général et au niveau des « définisseurs de situation » que sont les représentants de la presse parlée et écrite.

2) Problèmes à étudier :

- rôle, fonctions et devoir tels que définis par la société globale ;
- statut social du policier ;
- répression *versus* prévention ;
- rôle changeant de la police dans le Québec contemporain (exemple : problème des manifestations) ;
- efficacité policière et libertés individuelles ;
- la police et les groupes minoritaires ;
- perception de la police par le criminel et le jeune délinquant ;
- l'image du policier serait-elle améliorée en lui enlevant certaines tâches qui le mettent souvent en conflit avec la population sans rien avoir à faire avec la criminalité (exemple : circulation) ;
- policier éducateur (écoles, reportages, etc.).

C — Définition de fait de la police

1) But :

Après avoir vu la police à travers les textes de loi et l'opinion populaire, il reste à voir la police telle qu'elle est, c'est-à-dire, la police vue à travers ses activités et son organisation.

2) *Types de problèmes à étudier :*

a) *analyse des types et des quantités de travail :*

Analyse qualitative et quantitative des événements, plaintes et incidents au cours d'une période donnée (une semaine) dans un poste de police d'une grande ville, dans une municipalité de moyenne importance.

b) *analyse des fonctions policières :*

Pour répondre aux demandes de service de la part du public, la police doit assumer certaines fonctions ou accomplir certaines tâches opérationnelles ou essentielles et posséder certains services administratifs ou auxiliaires. Quels sont-ils ? — la direction, le *leadership*, la décision, la spécialisation, la décentralisation ?

c) *mesures d'efficacité :*

L'évaluation de la réponse policière aux demandes du public implique la recherche de critères valables de mesures d'efficacité ; exemple : taux d'encadrement policier, baisse du taux de la criminalité, taux d'arrestation, coût per capita, efficacité des communications, temps de réponse aux appels, etc.

N.B. — Ces mesures effectuées dans différents centres du Québec pourraient permettre d'en arriver à une certaine approximation sur l'ampleur minimale d'un service de police et de ce fait, être éminemment utiles lors d'une refonte éventuelle de la carte policière du Québec.

d) *inventaire des forces policières dans le Québec :*

- situation géographique ;
- personnel (âge, niveau d'instruction, etc.) ;
- équipement matériel ;
- organigramme-modèle (pour une grande, moyenne et petite ville).

II — LA POLICE EN TANT QUE PROFESSION

A — L'entrée dans la profession

1) *But :*

Quels sont les problèmes reliés à l'embauche des policiers ? Quel est le marché du travail dans ce domaine ? Quelle sorte de personnes

sont attirés par la profession ? Quelles sont leurs motivations, leurs caractéristiques sociales et individuelles ? Quelles sont les normes de recrutement et de sélection ? Que doit-on penser du seul et traditionnel recrutement par la base qui est la marque de la profession ?

2) *Problèmes de sélection :*

Le renvoi d'un policier au terme de son stage de formation ou dans les quelques mois, voire dans les premières années de son service, coûte énormément à l'organisation qui a investi en vain des sommes importantes pour en faire un policier accompli. C'est pourquoi il serait extrêmement important d'élaborer une série de tests hautement prédictive des possibilités de succès dans la carrière de policier.

Cette partie de la recherche pourrait utiliser :

- a) les résultats obtenus par les recrues durant et au terme de leur stage de formation ;
- b) l'évaluation des candidats entre eux basée elle-même sur la perception qu'a chaque recrue du rôle de policier.

Elle pourrait être complétée et contrôlée par l'analyse des questionnaires envoyés et des entrevues effectuées avec :

- a) des policiers ayant quitté leur métier au bout de trois ans ;
- b) des policiers ayant cinq ans d'exercice.

B — La formation professionnelle

1) *But :*

Problèmes généraux de formation : Quelle formation est dispensée aux policiers du Québec ? Répond-elle aux exigences de la fonction ?

2) *Problèmes à étudier :*

- quelle est la situation actuelle en matière de formation policière au Québec ? ;
- formation de base et formation en cours d'emploi ;
- les écoles de police dans le système d'enseignements secondaire, pré-universitaire et universitaire au Québec ;
- la création d'écoles publiques polyvalentes permettant l'accès aux diverses professions reliées à l'administration de la justice ;
- dans les services de police où il existe un ou des programmes de formation dûment structurés, dans quelle mesure ces programmes confèrent-ils à la recrue :

- a) les connaissances dont il a besoin ?
- b) les attitudes professionnelles nécessaires ?

C — L'exercice de la profession

1) *But :*

Réunir une série de monographies sur des sujets touchant l'exercice de la profession de policier.

2) *Types de problèmes à étudier :*

a) *les conditions de travail (avantages et inconvénients) :*

- rémunération ;
- dangers de la profession ;
- stabilité de l'emploi ;
- permutation, promotion, assignation (critères de sélection).

b) *vie de policier — vs. — vie privée :*

- vie sociale et familiale ;
- double emploi ;
- accidents de travail ;
- absentéisme ;
- alcoolisme ;
- dépressions ;
- *turnover* ;
- suicide.

c) *syndicalisme policier et associations professionnelles.*

d) *rapports et collaboration :*

- avec les autres services de police ;
- avec les autres organes de l'administration de la justice (cours, probation, libération conditionnelle, etc.).

e) *déontologie policière :*

éthique de la profession, code de discipline.

D — Raisons qui poussent un policier à abandonner sa carrière.

CHAPITRE V

L'APPAREIL JUDICIAIRE

I — ASPECTS CONSTITUTIONNELS

Compétences respectives des pouvoirs fédéral et provincial en matière pénale.

Problèmes posés par leur enchevêtrement.

II — LES DIVERSES PHASES DU PROCÈS PÉNAL

A — La phase préliminaire

- 1) *Le pouvoir discrétionnaire de la police :*
 - a) l'enquête de police :
 - rôle ;
 - pouvoirs et limites de la police.
 - b) la détention avant la comparution :
 - délais avant la comparution ;
 - conséquences de la détention sur la préparation de la défense ;
 - conditions de la détention ;
 - c) l'interrogatoire avant le procès :
 - conséquences sur le plaidoyer ;
 - méthodes d'interrogatoire et implications juridiques.
 - d) fouilles et bertillonnage, emploi de menottes, établissement d'un dossier judiciaire.

e) l'arrestation :

- pouvoirs ;
- formes ;
- suites (le problème de la force excessive, moyens à employer en cas de fuite, l'erreur dans l'arrestation).

f) droits du prévenu :

- à avoir un avocat (quand ? pour quels actes ?) ;
- à communiquer avec sa famille ;
- lieu de détention ;
- recours possibles.

2) *Le pouvoir discrétionnaire du procureur quant à la poursuite :*

- facteurs qui déterminent la décision de poursuivre ou de ne pas poursuivre ;
- la négociation du plaidoyer ;
- le retrait de la poursuite ;
- mesures alternatives à la poursuite.

3) *Le rôle du juge de paix pendant cette phase :*

a) la dénonciation :

- sommations et mandats :
 - utilisation par le juge des pouvoirs accordés par la loi ;
 - contrôle, exposé de motifs ;
 - huis-clos ;
 - rôle du procureur.

b) la comparution :

- fréquence ;
- nombre de juges.

c) le cautionnement :

- formes ;
- utilité ;
- cautionnement professionnel ;
- usage du dossier judiciaire ;
- appel.

- d) l'enquête préliminaire :
- son rôle, son efficacité ;
 - utilisation des pouvoirs du juge de paix ;
 - la preuve de la poursuite ;
 - la publicité avant le procès ;
 - l'option de l'inculpé.

B — Le procès

- 1) *Délais :*
 - juges itinérants et sessions d'assises ;
 - constitution du rôle ;
 - remises ;
 - choix du juge par les avocats ;
 - devoirs du juge en chef ;
 - rôle du procureur général et du ministre de la Justice.
- 2) *Recherche de la vérité vs. régularité procédurale.*
- 3) *Le rôle de l'expert et de l'expertise* (disponibilité des experts gouvernementaux).
- 4) *Étude de la loi provinciale des poursuites sommaires :*
 - droits de l'accusé ;
 - présomption d'innocence ;
 - condamnations antérieures ;
 - appel.
- 5) *Rapports entre le juge et les avocats pendant le procès.*

C — La sentence

- 1) *Facteurs déterminants dans le prononcé de la sentence :*
 - en première instance ;
 - en appel.
- 2) *Analyse statistique des sentences.*
- 3) *Mesures offertes par la loi et mises en œuvre par les juges.*
- 4) *Critères de l'exercice de la discrétion judiciaire :*
 - rapports présentence ;
 - recours aux experts ;
 - loi modèle sur le prononcé des sentences ;
 - motivation obligatoire ;
 - ordinateur.

5) *Le mesures alternatives à l'emprisonnement.*

D — Le rapport présentenciel

Le rapport présentenciel étant le principal outil pour fournir au juge des renseignements sur un accusé en vue de l'imposition d'une sentence appropriée, il conviendrait d'examiner :

- 1) Quels sont les services cliniques à la disposition des diverses cours ?
- 2) Existe-t-il au niveau des différentes cours, des professionnels habilités à faire des enquêtes présentencielles ? Si oui, quel est le statut de ce personnel ? Comment le travail de ce personnel est-il coordonné ?
- 3) Étant donné que ce travail est ordinairement accompli par le personnel de probation, et que, jusqu'à présent, ce personnel était engagé par des agences privées, il s'agirait de voir le rôle de l'État et celui des organismes privés ainsi que la coordination qui doit exister au niveau de la Cour en ce qui concerne le personnel de probation.

E — Coordination entre l'appareil judiciaire et les organismes chargés de l'application de la sanction.

F — L'appel

- 1) *Du verdict.*
- 2) *De la sentence.*

III — ORGANISATION DES TRIBUNAUX

A — Les juges

- sélection, nomination et probation, formation et spécialisation, rétribution, retraite, contrôle ;
- évaluation de leurs fonctions.

B — Les avocats de la poursuite

- sélection, nomination et promotion, formation et spécialisation, rétribution, contrôle ;
- code d'éthique ;
- évaluation de leurs fonctions.

C — Les avocats de la défense

- formation, contrôle ;
- rôle de la défense ;
- code d'éthique ;
- évaluation de leurs fonctions ;
- coût de la défense.

D — Les témoins.

E — Les jurés.

G — Les auxiliaires de la justice

- greffiers ;
- sténographes ;
- interprètes.

IV — LES JURIDICTIONS

A — Les Cours inférieures

- organisation, fonctions, évaluation.

B — Les Cours supérieures

- organisation, fonctions, évaluation.

C — Les Cours de Bien-Être social

- organisation, fonctions, évaluation.

D — La loi des tribunaux judiciaires.

E — Les règles de pratique.

**V — SCHEMA DE COUR MODÈLE EN FONCTION DU TEMPS
CONSACRÉ À CHAQUE PHASE DU PROCÈS**

VI — LA LOCALISATION DE L'APPAREIL JUDICIAIRE

- carte géographique ;
- personnel ;
- équipement.

VII — PROBLÈMES SPÉCIAUX

A — Les lois d'enquête

- coroner ;
- incendies.

B — La dépenalisation de certains délits

- ses implications sur l'administration de la justice.

C — L'assistance judiciaire

- moyens d'assurer le respect des droits des prévenus ;
- moyens de prévenir certains abus.

D — Le casier judiciaire

- légalité du casier judiciaire ;
- son utilité (pour la police, pour le tribunal) ;
- durée ;
- conséquences sociales.

E — Mesures à prendre afin de sauvegarder les droits de l'homme en matière criminelle et pénale.

F — Les erreurs judiciaires.

CHAPITRE VI

MESURES CORRECTIONNELLES

I — LES INSTITUTIONS DE RÉHABILITATION

Cette section serait orientée vers l'étude des mesures de resocialisation au sein de l'institution pénale, et en particulier, vers l'analyse de la situation au Québec.

- A — **Étude du partage des pouvoirs** entre les juridictions fédérale et provinciales dans le domaine correctionnel et l'analyse des conséquences de ce partage.
- B — **Ressources** existant au niveau des centres d'accueil, d'observation et de classement.
- C — **Évaluation des prisons provinciales**, problème de la diversification et de la répartition géographique de ces institutions.
- D — **Description et évaluation des pénitenciers fédéraux** — éventail des services :
 - institutions fermées — sécurité maximale ;
 - institutions à sécurité moyenne ;
 - institutions ouvertes ;
 - institutions de semi-liberté ;
 - foyers de transition.

E — Probation

- but ;
- structure ;
- personnel ;
- équipement ;
- évaluation des résultats.

F — Libération conditionnelle

- but ;
- structure ;
- personnel ;
- équipement ;
- évaluation des résultats ;
- collaboration entre ce service et les institutions pénales et les services communautaires.

II — TRAITEMENTS SPÉCIALISÉS

Certains types de délinquants nécessitent un traitement spécialisé, soit parce que les moyens de traitement traditionnels se sont révélés tout à fait inadéquats pour les resocialiser, soit parce que ce sont des individus souffrant de pathologies particulièrement graves, ou parce qu'ils représentent un danger considérable pour la société. Il faudrait donc étudier dans une perspective comparée, les législations et les régimes de traitement appliqués à ces divers types de délinquants :

- ivrognes ;
- sexuels (homosexuels, délinquants sexuels dangereux) ;
- femmes délinquantes ;
- criminels passionnels ;
- délinquants dits « politiques » ;
- membres de la pègre ;
- anormaux mentaux ;
- délinquants d'habitude et récidivistes.

III — ÉVALUATION DES SANCTIONS PÉNALES PRIVATIVES DE LIBERTÉ

A — Peine indéterminée.

B — Peine déterminée

- 1) *prison* (courte peine) ;
- 2) *pénitencier* (longue peine).

CHAPITRE VII

LA PRÉVENTION DU CRIME ET DE LA DÉLINQUANCE

I — INVENTAIRE

A — Inventaire des ressources existantes qui font de la prévention générale

- 1) *Services sociaux qui font le dépistage des enfants émotivement troublés, caractériels, des fugueurs, etc. :*
 - a) Service social de la Commission des Écoles catholiques de Montréal ;
 - b) Service social scolaire de ville Mont-Royal ;
 - c) Montreal Protestant School Board.
- 2) *Services de diagnostic et traitement psychiatrique pour enfants :*
 - a) Hôpital Sainte-Justine pour les enfants ;
 - b) Montreal Children's Hospital (Learning Clinic).
- 3) *Clinique d'hygiène mentale de la ville de Montréal.*
- 4) *Agences sociales familiales :*
 - a) S.S.S.F. ;
 - b) Conseil des Oeuvres sp. Conseil des Quartiers ;
 - c) B.E.S. de Montréal ;
 - d) Montreal Welfare ;
 - e) Catholic Welfare Bureau.

B — Inventaire des organismes ayant pour but la prévention sociale

La prévention spéciale désigne ici une action précise sur telle personne ou tel groupe de personnes déjà identifiées comme délinquants ou criminels.

1) *Service de protection de la jeunesse*, i.e. ensemble des services pour mineurs délinquants et en danger dans la province :

- Ministère de la Famille et du Bien-Être social ;
- Ministère de la Justice.

- a) les cours du Bien-Être social ;
- b) les services de probation ;
- c) les centres d'accueil ;
- d) les institutions spécialisées et leurs services de post-cure ;
- e) les cliniques de diagnostic et traitement ;
- f) la Police de Montréal.

N.B. — Il s'agit toujours de viser, dans ces structures et services, *l'aspect préventif*. Par exemple, au niveau du tribunal, l'on cherchera s'il existe des mesures et services particuliers pour :

- a) éviter le « label » délinquant ;
- b) aller chercher au sein de la famille d'un délinquant identifié les membres potentiellement délinquants, etc.

2) *Services de diagnostic, de prévention, de traitement, etc.*, pour criminels adultes.

- a) l'effet intimidant de la peine

Il pourrait être intéressant de voir comment joue ou ne joue pas l'exemplarité des peines ; par exemple, avec le concours d'un magistrat (vg., vols avec effraction, conduite en état dangereux ou autres) après qu'une peine dite exemplaire ait été appliquée et ait fait l'objet d'une publicité concertée.

- b) les services spécialisés :

- S.O.R.S. ;
- John Howard Society ;
- S.N.C.L. ;
- autres groupes et services ;
- crime et alcoolisme : Lacordaire, A.A., autres groupements avec orientation thérapeutique, dépistage, des criminels, etc. ;
- crime et narcomanie : N.A., etc.

II — ÉVALUATION

L'inventaire des organismes visant à la prévention générale et spéciale ayant été établi à partir des documents fournis par les services intéressés et à partir des visites et interviews, il s'agit d'évaluer la *véritable valeur préventive* de ces ressources, de mesurer leurs lacunes, leur profondeur, de poser l'étiquette de prophylaxie générale sur ce qui touche à la santé mentale en général et ce qui vise à prévenir la délinquance en particulier.

CHAPITRE VIII

DIVERS

I — ATTITUDE DU PUBLIC VIS-À-VIS DU CRIME ET DE LA POLICE

A — Justification.

B — Notification des crimes à la police.

II — L'INDEMNISATION DES VICTIMES DES CRIMES

A — Au niveau du procès.

B — Par l'État.

CHAPITRE IX

SCIENCE ET TECHNOLOGIE DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE ¹

I — LA POLICE

A — Utilisation de l'informatique

1) *Objectifs :*

- Déterminer les types d'information qui peuvent être traités avantageusement par ordinateur et permettre d'augmenter l'efficacité des forces policières ;
- Établir un plan concret de mise en œuvre.

2) *Points de recherche :*

- Quels aspects du travail du policier devraient être traités par ordinateur pour assurer un meilleur contrôle ? Rapports sur les emplois du temps du policier dans ses diverses fonctions, rapports d'absentéisme, rapports statistiques sur les opérations de surveillance par la police, rapports sur vols d'autos et autres et sur les résultats obtenus dans les investigations, etc.
- Quelles banques d'information devraient être créées et exploitées par ordinateur d'une façon continue ? Banques décrivant les crimes et les criminels pour permettre d'analyser les faits et tendances ; banques d'information sur les forces policières permettant d'obtenir des profils d'expérience et d'assister dans la préparation de conventions de travail, etc.
- Quelles informations reliées au public devraient être mécanisées pour améliorer le rôle préventif du policier ? Registres

¹ Le plan de ce chapitre a été préparé par Berthiaume, St. Pierre, Thériault & Associés, Conseillers en informatique.

des personnes possédant des armes à feu, stupéfiants, système d'alarme, débits de boissons alcooliques, etc.

- Quels équipements et techniques doivent être prévus pour permettre l'échange rapide d'information entre les centres d'informatique municipaux, provinciaux et fédéral ?

B — Utilisation des Sciences mathématiques

1) Objectifs :

Déterminer les domaines où l'utilisation des sciences mathématiques avancées, telles que la recherche opérationnelle peut améliorer la planification et le contrôle des travaux des corps policiers.

2) Points de recherche :

a) les travaux de recherche devraient :

- identifier les techniques qui sont déjà utilisées hors du Québec, et évaluer leur efficacité et leur rendement ;
- formuler d'une façon plus précise certains problèmes déjà soupçonnés, pour faciliter leur étude et leur solution ;
- déterminer les problèmes pour lesquels des solutions mathématiques peuvent être appliquées.

b) points de recherche :

- évaluation mathématique des méthodes de patrouille et des équipements disponibles ; existe-t-il des modèles optima d'effectuer certains types de patrouille ? ;
- étude mathématique de la localisation optimale des postes de police, des boîtes d'appel d'urgence, etc. ;
- définition mathématique d'horaires de travail optimal ;
- étude mathématique du problème de la distribution optimale des fonds prévus dans le budget ;
- étude mathématique des problèmes de la circulation ;
- autres problèmes, ayant une structure mathématique qui pourront être soulignés au cours de la recherche.

C — Utilisation des appareils techniques modernes

1) Objectifs :

Analyser les besoins des forces policières du Québec et les caractéristiques des appareils techniques disponibles qui permettraient d'améliorer les conditions de travail et le rendement des forces

policières, compte tenu des contingences financières qui s'appliquent au niveau de la province et des municipalités.

2) *Points de recherche :*

- Quels sont les appareils et les techniques qui peuvent améliorer la communication des informations au sein des forces policières ? Quelles améliorations devraient être apportées aux systèmes actuels ?
- Quels appareils et techniques peuvent être utilisées pour améliorer le travail de surveillance des forces policières ? (i.e. des systèmes de contrôle automatique des feux de circulation).
- Quels appareils non nocifs peuvent être mis à la disposition des policiers dans l'exercice de leurs fonctions de surveillance, de préservation de la paix publique et de prévention du crime ?

II — L'APPAREIL JUDICIAIRE

A — Utilisation de l'informatique

1) *Objectifs :*

Déterminer les types d'information qui devraient être traités sur ordinateur pour accélérer les procédures des tribunaux, améliorer la communication des informations judiciaires et augmenter l'efficacité des organismes de réhabilitation.

2) *Points de recherche :*

- Quelles banques d'information devraient être créées et exploitées par ordinateur d'une façon continue ! Index des causes plaidées et des jugements rendus pour accélérer la recherche de documentation ; description des causes et jugements dans le but d'analyser les faits et tendances ; etc.
- Quels mécanismes du processus judiciaire devraient être mécanisés ? Inventaire de la circulation des documents judiciaires, ce qui pourrait accélérer considérablement la fermeture d'une cause, etc.
- Quelles informations concernant les organismes de réhabilitation devraient être compilées et exploitées par ordinateur ? Fichiers décrivant les données caractéristiques des

détenus, coût des programmes spéciaux de réhabilitation et analyse possible de leur efficacité, etc.

B — Utilisation des sciences mathématiques

1) Objectifs :

Déterminer les domaines où l'utilisation des sciences mathématiques avancées, telles que la recherche opérationnelle, peut améliorer la planification et l'exécution des travaux des cours judiciaires et des organismes de réhabilitation.

2) Points de recherche :

- pourrait-on utiliser avec profit les techniques de cheminement critique pour établir le calendrier des causes plaidées (face au problème du nombre limité des cours, des juges, au problème d'assignation de priorités, etc.) ?
- Évaluation mathématique de l'efficacité des programmes de réhabilitation.
- Autres problèmes, ayant une structure mathématique, qui pourraient être soulignés au cours de la recherche.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

Page

PREMIÈRE PARTIE

LE RÔLE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA CRIMINOLOGIE ET DE LA RECHERCHE CRIMINOLOGIQUE DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE

INTRODUCTION	23
--------------------	----

PREMIÈRE SECTION : L'ENSEIGNEMENT

Chapitre premier : Rétrospective de l'enseignement de la criminologie	29
--	----

Chapitre II : Historique de l'enseignement criminologique dans les universités en Europe et en Amérique du Nord	31
--	----

Chapitre III : Création d'une discipline de criminologie	34
— La criminologie est-elle une science autonome ?	34
— La criminologie est-elle une profession ?	37

Chapitre IV : Le programme du département de Criminologie de l'Université de Montréal	43
— La naissance et le développement du département de Criminologie	43
RECOMMANDATIONS	49

	<i>Page</i>
INTRODUCTION	55
DEUXIÈME SECTION : LA RECHERCHE	
Chapitre premier : La recherche criminologique :	
apport et perspectives d'avenir	59
— L'apport de la recherche criminologique	59
— Les problèmes de la recherche criminologique	60
— Perspectives d'avenir de la recherche criminologique	63
Chapitre II : Les différents types de la recherche criminologique	66
— La recherche opérationnelle	66
— La recherche évaluative	68
— La recherche de prédiction	70
— La recherche active	72
— La recherche fondamentale	75
— La recherche étiologique	76
— La recherche comparative	78
Chapitre III : Orientation de la recherche criminologique	80
— Les recherches sur les criminels, la criminalité et les victimes	80
— Les recherches sur la justice répressive	81
— Les recherches sur la prévention du crime	82
1 — Recherche sur les méthodes de traitement des délinquants	82
2 — Recherche sur les méthodes de prévention directe	83
a) Méthodes de défense contre le crime	83
b) Méthodes de prévention communautaire	83
— Le programme de recherche de l'Institut national de « Law Enforcement and Criminal Justice » U.S.A.	84
Chapitre IV : Les méthodes de la recherche criminologique	89
CONCLUSIONS	95
APPENDICE I	101
APPENDICE II	105
BIBLIOGRAPHIE	111

DEUXIÈME PARTIE

PLAN DE RECHERCHE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE AU QUÉBEC

	<i>Page</i>
INTRODUCTION	125
Chapitre premier : Le crime	
I. La criminalité	129
II. La population pénitentiaire	130
III. Les statistiques criminelles	131
IV. Le coût du crime	131
V. Planification de l'administration de la justice criminelle	132
Chapitre II : Manifestations particulières du crime	
I. Le crime organisé	135
II. Obscénité	136
III. Le trafic des narcotiques	137
IV. Problèmes spécifiques	138
Chapitre III : La délinquance juvénile	
I. Statistiques de la délinquance juvénile	140
II. La délinquance juvénile et la loi	140
III. Les nouvelles formes de délinquance juvénile	140
IV. Diagnostic	141
V. Traitement	141
VI. Dépistage et prévention	141
Chapitre IV : La police	
I. La police en tant qu'institution	142
II. La police en tant que profession	144
Chapitre V : L'appareil judiciaire	
I. Aspects constitutionnels	147
II. Les diverses phases du procès pénal	147
III. Organisation des tribunaux	150
IV. Les juridictions	151
	167

	<i>Page</i>
V. Schéma de cour modèle en fonction du temps consacré à chaque phase du procès	151
VI. La localisation de l'appareil judiciaire	151
VII. Problèmes spéciaux	152
Chapitre VI : Mesures correctionnelles	
I. Les institutions de réhabilitation	153
II. Traitements spécialisés	154
III. Évaluation des sanctions pénales privatives de liberté	154
Chapitre VII : La prévention du crime et de la délinquance	
I. Inventaire	155
II. Évaluation	157
Chapitre VIII : Divers	
I. Attitudes du public vis-à-vis du crime et de la police	158
II. L'indemnisation des victimes des crimes	158
Chapitre IX : Science et technologie dans l'administration de la justice criminelle	
I. La police	159
II. L'appareil judiciaire	161

Gouvernement du Québec
Éditeur officiel du Québec
Roch Lefebvre
\$3.00

Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL A 026 075